



Enig. ing =

Enig. ing.

<36636642730017

<36636642730017

Bayer. Staatsbibliothek

LES PAYS-BAS SOUS CHARLES-QUINT.



VIE DE MARIE DE HONGRIE.

LES PAYS-BAS
SOUS CHARLES-QUINT.

VIE DE MARIE DE HONGRIE,

TIRÉE DES PAPIERS D'ÉTAT :

PAR


THÉODORE JUSTE.

INTRODUCTION A L'HISTOIRE DES PAYS-BAS SOUS PHILIPPE II.

BRUXELLES ET LEIPZIG,

CH. MUQUARDT.

1855



BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS.



J'ai essayé de retracer, pour la première fois, dans un récit continu, la vie politique de l'illustre princesse qui gouverna les Pays-Bas, d'une main virile, pendant vingt-cinq années, les plus difficiles certainement, et, considérées dans leur ensemble, les plus glorieuses du grand et mémorable règne de l'empereur Charles-Quint.

Ce sujet, par sa nouveauté même, présentait de sérieuses difficultés : je me suis efforcé de les sur-

»

monter, encouragé par l'espérance d'offrir à mon pays de nobles et utiles enseignements.

Le point de départ des vaillantes actions de Marie d'Autriche est le champ de bataille de Mohacz, où la Hongrie succomba sous les efforts gigantesques des Turcs. Trente années après cette catastrophe, on retrouve la veuve de Louis II en Espagne. Elle y avait suivi Charles-Quint, après avoir volontairement renoncé à son éminente position, le jour même où cessait le règne de ce frère, qui avait tout son amour et toute son admiration.

Le tableau si instructif du gouvernement des Pays-Bas s'étend de 1531 à 1555. On y verra Marie de Hongrie aux prises avec des difficultés sans cesse renaissantes; on la verra défendre, avec une merveilleuse énergie, l'indépendance des provinces confiées à sa vigilance, animer par sa parole éloquente les députés de la nation, électriser par sa présence le courage des troupes, combattre tour à tour François I^{er} et Henri II, leur arracher les Pays-Bas, et rendre ces provinces plus unies et plus redoutables. On la verra seconder, avec une

intrépide fermeté, les vastes desseins de son frère, et se montrer, en toutes choses, la digne *lieutenant* de Charles-Quint.

Tels sont les exemples de courage, de constance, d'héroïsme que nous présente la conduite toute virile de Marie de Hongrie. Mais cette femme éminente a encore d'autres titres à notre considération. Elle était aussi prévoyante qu'intrépide, et la supériorité de son intelligence égalait l'énergie de son âme. Avec quelle haute sagesse elle comprenait, elle indiquait le rôle naturel des Pays-Bas ! Avec quel rare bon sens elle savait recommander à l'empereur d'assurer la neutralité de ces belles et florissantes provinces !

Charles-Quint, digne appréciateur des grandes qualités de sa sœur, lui avait assigné le poste le plus périlleux, en même temps qu'il lui imposait la tâche la plus vaste. Et, en effet, la vigilance de Marie de Hongrie n'était point circonscrite dans les limites des Pays-Bas. Elle devait, dans l'intérêt de l'empereur, surveiller l'Europe entière, depuis la Tamise jusqu'au Sund. Elle était mêlée à tous les grands

événements de son époque ; elle intervenait dans toutes les négociations importantes. Elle s'intéressait presque autant aux affaires de l'Allemagne qu'à celles des Pays-Bas. D'un autre côté, les membres de la maison d'Autriche, reconnaissant sa supériorité, l'appelaient comme intermédiaire pour concilier leurs prétentions et terminer leurs différends. On trouvera plus d'un exemple de la déférence que Charles-Quint et Ferdinand témoignaient à leur sœur. Mais, aucun rôle ne fut sans doute plus pénible que celui dont Marie de Hongrie dut se charger en 1550 et 1551, lorsque les projets mis en avant pour la succession à l'Empire avaient suscité dans la maison d'Autriche de graves dissentiments. Des discordes plus grandes, et, peut-être irrémédiables, furent alors prévenues par la prudence et la dextérité de la reine Marie. Aucun épisode ne fait mieux ressortir aussi la haute influence qu'assuraient à la régente des Pays-Bas ses longs et glorieux services, ainsi que l'énergie de son caractère et l'élévation de son intelligence.

En étudiant les grands événements de cette époque, on remarque d'autres résultats également im-

v

portants, même des traces profondes de l'intervention active et habile de Marie de Hongrie. Mais il suffit de démontrer ici que l'histoire de cette courageuse princesse, tout en jetant un grand jour sur une période mémorable de l'histoire des Pays-Bas, peut aider, sans aucun doute, à mieux pénétrer les secrets de la politique et à mieux comprendre les causes de la grandeur et des revers de Charles-Quint. Cette étude doit aussi éclaircir les premiers temps de la domination espagnole, car Charles-Quint, avant de disparaître de la scène du monde, avait laissé partout une forte et durable empreinte de sa volonté, de sorte que Philippe II ne fut bien souvent que le continuateur de la politique de son père et l'exécuteur de ses desseins.

Par l'histoire de Marie de Hongrie, on entre en quelque sorte de plain-pied dans le règne de Philippe II.

Tout en rendant justice aux récits méthodiques et sages de Robertson, j'ai essayé d'en rectifier les inexactitudes et d'en combler les lacunes à l'aide des recueils de pièces historiques qui ont été mis

au jour, depuis quelques années, et qui fournissent, sur l'époque de Charles-Quint, des informations de la plus haute valeur et des détails presque surabondants. Il convient de citer en première ligne les importants ouvrages de Lanz et de Bucholtz, la riche collection des papiers d'État de Granvelle, ainsi que les relations si intéressantes des ambassadeurs vénitiens, communiquées par N. Tommaseo, dans un recueil publié sous les auspices du gouvernement français, et par M. Gachard, dans un savant mémoire académique sur les Monuments de la diplomatie de Venise. L'insurrection des Gantois, qui troubla si malheureusement le gouvernement de la reine Marie, a été également l'objet d'un recueil très-précieux, dû aux recherches infatigables et aux soins habiles du savant archiviste de la Belgique. Un travail sur les anciennes assemblées nationales des Pays-Bas, dont on est pareillement redevable au zèle de M. Gachard, fournit des détails authentiques sur les délibérations des états généraux, dont les réunions ne furent jamais plus fréquentes que sous le règne de Charles-Quint. Enfin, les dépêches nombreuses et diverses, que M. Gachard a tirées des archives royales de Simancas,

permettent d'exposer les incidents, dignes d'attention, qui marquèrent, en Espagne, la fin de la laborieuse existence de l'ancienne régente des Pays-Bas. Cependant, j'ai encore eu recours à d'autres sources. Les Archives du royaume de Belgique, dans lesquelles il faut comprendre les papiers de l'ancienne secrétairerie d'État de l'Allemagne et du Nord, m'ont fourni des documents d'une importance incontestable et qui complètent, pour la plupart, les dépêches ou les relations déjà imprimées.

L'histoire de Marie de Hongrie méritait, sans doute, des efforts encore plus grands. Toutefois, le zèle ne m'a point manqué, et, en traçant les pages qu'on va lire, je crois avoir cédé à un très-vif désir de me rendre utile à la science historique et au pays. Quelque jugement que l'on porte sur la vaillante sœur de Charles-Quint, on ne peut lui ôter l'honneur d'avoir occupé une grande place dans le règne de son frère, ni lui ravir la gloire de s'être noblement dévouée à l'indépendance des Pays-Bas.

26 février 1855.



VIE

DE

MARIE DE HONGRIE.



CHAPITRE PREMIER.

(1503-1531.)

Enfance de Marie d'Autriche; ses trois sœurs. — Elle épouse Louis II, roi de Hongrie et de Bohême. — Progrès des Turcs sous Sélim I^{er}, et leur puissance sous Soliman II. — François I^{er} sollicite une diversion contre Charles-Quint. — Soliman envahit la Hongrie. — Bataille de Mohacz. — Mort de Louis II. — Marie de Hongrie fait décerner la couronne à l'archiduc Ferdinand, son frère, et gouverne, au nom de celui-ci, la partie du royaume qui n'a pas été conquise. — Correspondance de Marie avec l'archiduc sur la situation de la Hongrie; énergie de la jeune reine. — Prétendants à sa main : le roi d'Écosse et Frédéric, comte palatin; Marie prend la résolution de ne jamais se remarier. — Mort de Marguerite d'Autriche, gouvernante générale des Pays-Bas. — Instances faites par Ferdinand et par Charles-Quint auprès de leur sœur pour qu'elle accepte le gouvernement de ces provinces. — Avertissements qui lui sont donnés par l'archiduc Ferdinand au sujet d'un livre que Luther lui dédie et sur la conduite de ses serviteurs; réponses de la reine. — Elle accepte le gouvernement des Pays-Bas; promesses que lui fait Charles-Quint. —

Marie de Hongrie reconnue par les états généraux des Pays-Bas comme la *lieutenante* de l'empereur. — Nouvelle forme du gouvernement des Pays-Bas.



Marie d'Autriche, née le 13 septembre 1503, dans le château de Caudenberg, à Bruxelles, fut tenue sur les fonts de baptême par l'empereur Maximilien, son aïeul, et par la veuve de l'illustre Engelbert de Nassau ¹. Elle était la troisième fille issue du mariage de Philippe le Beau, héritier de la maison de Bourgogne et souverain des Pays-Bas, avec la descendante des rois Catholiques, Jeanne de Castille et d'Aragon. Elle ne connut jamais son père, qu'une mort prématurée enleva à Burgos, le 23 septembre 1506, ni sa mère, dont la faible raison, déjà troublée par la jalousie, fut anéantie par ce cruel événement. Jeanne de Castille, qui avait suivi son époux en Espagne, y vécut plus de quarante ans encore dans l'isolement d'un cloître et dans un état de prostration morale qui ne lui permettait point de veiller sur ses enfants. Ceux-ci, désormais orphelins, furent élevés dans les Pays-Bas sous la tutelle de l'empereur Maximilien, leur aïeul, et par les soins et l'active sollicitude de leur tante, Marguerite d'Autriche, dont l'admirable prévoyance contribua certainement à préparer un des plus grands règnes de l'histoire moderne.

La jeune archiduchesse passa ses premières années dans l'ancienne résidence des ducs de Brabant à Louvain avec son frère aîné, qui porta si glorieusement le nom de Charles-Quint, et ses trois sœurs, Éléonore, Isabelle et Catherine ². Celles-ci étaient

¹ PONTUS HEUTERUS, *Rerum belgicarum libri quindecim* (Anvers, 1598, in-4°), p. 275.

² L'archiduc Ferdinand, né à Alcalá de Henares, fut élevé en Espagne

destinées à servir un jour la politique de leur frère et à favoriser l'influence ou l'agrandissement de la maison d'Autriche. Éléonore dut épouser successivement Emmanuel le Grand, roi de Portugal, et François I^{er}, roi de France. Isabelle fut envoyée dans le Nord, où elle devint la compagne dévouée et malheureuse de Christiern II, tyran et réformateur du Danemark. Catherine maintint les étroites relations qui existaient déjà entre les deux parties de la Péninsule ibérique, en devenant la femme de Jean III, successeur d'Emmanuel le Grand. Quant à Marie, dès l'an 1512, l'empereur Maximilien avait projeté son mariage avec l'héritier des couronnes de Hongrie et de Bohême.

Ce prince, Louis II, n'avait que dix ans lorsque, en 1516, il succéda à son père, Ladislas IV. Continuateur de la politique de son aïeul, Charles-Quint fit accomplir en 1521 le mariage projeté, et, dans le but d'acquiescer plus sûrement à la maison d'Autriche les deux royaumes de Hongrie et de Bohême, il fit célébrer en même temps le mariage d'Anne Jagellon, sœur unique de Louis II, avec l'archiduc Ferdinand, auquel il venait de céder l'Autriche, la Styrie, la Carniole, la Carinthie et le Tyrol.

Une catastrophe terrible allait justifier les prévisions de Charles-Quint, et Ferdinand devait joindre bientôt l'héritage des Jagellons aux possessions héréditaires de la maison d'Autriche en Allemagne.

C'était l'époque où la puissance ottomane, considérablement accrue par Sélim I^{er}, allait parvenir à son apogée sous Soliman le Magnifique, digne d'être le contemporain et l'adversaire de Charles-Quint. Huit années suffirent à Sélim I^{er} pour incorporer à l'empire turc l'Arménie, la Syrie, la Palestine, les villes mari-

sous les yeux de Ferdinand d'Aragon, son aïeul maternel. Il avait quinze ans déjà lorsque son frère, étant venu prendre possession de la Castille, le fit passer dans les Pays-Bas.

times de la mer Rouge, une partie de l'Arabie et l'Égypte tout entière. En renversant l'empire des Mamelucks et la dynastie des Abassides, le sultan des Ottomans avait anéanti la seule puissance qui pût, avec les princes chrétiens, s'opposer à ses progrès. La mort seule l'empêcha de tourner ses armes victorieuses contre l'Europe et de renverser les boulevards de la chrétienté, en envoyant ses galères contre l'île de Rhodes, ses spahis et ses redoutables janissaires contre les provinces arrosées par le Danube, contre le royaume de Hongrie qui, de ce côté, « faisait frontière » à l'Allemagne.

Ces projets, déjà conçus par Mahomet II, furent repris, avec une incomparable vigueur, par Soliman qui se hâta d'en commencer l'exécution, tandis que Charles-Quint et François I^{er} consumaient leurs forces en Italie et sur les frontières des Pays-Bas. Pour son coup d'essai, le nouveau sultan conquit la Bosnie et s'empara de Belgrade. Il dirigea ensuite contre l'île de Rhodes une immense armée navale. Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, ces défenseurs immortels de la chrétienté, résistèrent héroïquement pendant six mois; mais, ne recevant aucun secours et succombant dans une lutte inégale, ils durent finir par capituler. Les suggestions de François I^{er} ramenèrent bientôt l'attention du sultan vers les pays limitrophes de l'Empire.

Il paraît avéré que, du champ de bataille même de Pavie ou du fond de sa prison de Madrid, François I^{er} réussit à demander secrètement à Soliman une diversion contre l'empereur. Un noble Hongrois servit d'intermédiaire entre les deux antagonistes de Charles-Quint. Il s'agissait d'amener les Ottomans dans la Carniole et la Styrie, provinces dépendantes de l'Autriche. Mais Soliman, après avoir fait d'abord quelque dommage de ce côté, résolut de conquérir la Hongrie même. En 1526, lorsqu'il eut passé le Danube avec une armée de deux cent mille hommes, le jeune roi ne se livra pas au découragement. Suivant une antique

coutume, il fit porter de ville en ville, de village en village, un sabre ensanglanté, pour appeler au secours de la patrie tous ceux qui étaient en état de prendre les armes. Cependant il ne put réunir sous son commandement direct qu'une armée de trente mille hommes, et il n'avait aucun secours à espérer de l'empereur, son beau-frère, dont les forces étaient alors employées à combattre la ligue qui s'était formée contre lui entre la France et l'Italie. Louis II proposa sagement de se tenir sur la défensive, jusqu'à ce qu'il eût pu opérer sa jonction avec les troupes bohémiennes, qui venaient à son aide, et surtout avec un corps de quarante mille hommes que conduisait Jean de Zapolya, vayvode de Transylvanie. Un moine franciscain, Paul Tomorri, archevêque de Golocza, avait été placé à la tête des troupes hongroises. Encouragé par de légers succès, il fit rejeter la proposition du roi, et les magnats impatients entraînèrent leur souverain dans les champs funestes de Mohacz, où, le 29 août 1526, vingt-cinq mille Hongrois essayèrent de lutter contre cent quarante mille Turcs commandés par Soliman. Le roi brilla au premier rang par son héroïsme : avec trente-cinq chevaliers, il pénétra jusqu'au poste occupé par le sultan et tua plusieurs de ses gardes. Mais l'inégalité des forces était trop grande. Les Hongrois furent exterminés ; ils laissèrent sur le champ de bataille vingt-deux mille hommes, parmi lesquels sept évêques, vingt-huit magnats, et cinq cents nobles de moindre qualité. Les Turcs ne voulurent garder que très-peu de prisonniers ; en revanche, ils coupèrent deux mille têtes, parmi lesquelles se trouvaient celles de l'archevêque Paul, de six autres évêques et d'un grand nombre de nobles : ils les attachèrent, comme des trophées de leur victoire, devant la tente du divan.

Louis II, entraîné par les fuyards, s'était trouvé bientôt dans une plaine marécageuse, où coulait un petit ruisseau qu'il fallait franchir. Malheureusement le cheval, monté par ce prince, était

*C'est à dire
un guerrier
qui s'est
fait tuer
pour le roi*

lourd et surchargé d'ornements ; en s'efforçant de gagner la rive opposée, il tomba sur son cavalier. Un seigneur silésien, qui avait précédé le monarque, le tira hors du marais et s'empessa de lever la visière du casque ; mais Louis II était blessé mortellement, et il expira au bout de quelques minutes. Comme les Turcs s'avançaient avec rapidité, le corps fut abandonné. Deux mois se passèrent avant qu'on eût découvert la dépouille mortelle du dernier roi de Hongrie et de Bohême, et qu'on eût pu lui donner la sépulture à Bude, d'où les Turcs venaient d'enlever les plus belles statues pour en décorer l'hippodrome de Constantinople ¹.

Tel fut l'immense désastre dans lequel Marie d'Autriche perdit tout à la fois un trône et un époux. Elle avait aimé d'un amour profond le jeune héros qui venait de succomber à Mohacz ², de

¹ BUCHOLTZ, *Geschichte der Regierung Ferdinand des Ersten* (Vienne, 1834-1838, 9 vol. in-8°), t. III, p. 150-160, et *Histoire de la maison d'Autriche*, par W. COXE, traduite de l'anglais par P. F. Henry (Paris, 1810), t. II, p. 361 et suiv. — Sur les relations de François I^{er} avec Soliman, il faut consulter les documents officiels rassemblés par M. E. Charrière, dans les *Négociations de la France dans le Levant*, recueil qui fait partie de la grande collection des *Documents inédits sur l'histoire de France*. — « Une bataille, dit L. Ranke, livra la Hongrie à Soliman, et dès lors il parcourut ce pays (c'est-à-dire les provinces méridionales) aussi librement que son propre empire.... On comptait avec étonnement et avec terreur, sous sa domination, trente royaumes dont le littoral formait près de huit mille milles de longueur. Il prenait le titre d'empereur des empereurs, de prince des princes, de distributeur des couronnes du monde, d'ombre de Dieu sur les deux parties du monde, de dominateur de la mer Noire et de la mer Blanche, de l'Asie et de l'Europe. » *Histoire des Osmanlis et de la monarchie espagnole pendant les xvi^e et xvii^e siècles*, traduite de l'allemand, par M. J.-B. HAIBER (Paris, 1839), p. 21.

² Quelques jours après avoir été couronnée à Prague comme reine de Bohême, le 6 juin 1522, Marie d'Autriche écrivait à la princesse de Chimay :

même qu'elle s'était attachée aux belliqueux Hongrois, dont elle partageait les exercices chevaleresques. Pendant l'effroyable bataille, où se décidait le sort de la Hongrie, la jeune reine se trouvait à Ofen, avec Alexis Thurzo, évêque de Wesprim, et les envoyés du pape. En apprenant la défaite des chrétiens, ils se réfugièrent à Vienne, dont les habitants consternés attendaient en tremblant l'approche des barbares victorieux ¹.

Louis II, n'ayant point laissé d'enfants, l'archiduc Ferdinand réclama son héritage en vertu d'un double titre : d'abord son mariage avec Anne Jagellon, sœur unique du feu roi ; en second lieu, les pactes de famille qui assuraient à la maison d'Autriche la réversion des couronnes de Hongrie et de Bohême. Marie d'Autriche surmonta sa douleur pour favoriser les prétentions de son frère. Elle présida elle-même, dans ses habits de deuil, la diète de Presbourg, qui décerna à l'archiduc la couronne de saint Étienne que lui disputait le vayvode Jean de Zapoloya.

Comme Ferdinand était obligé de se partager entre la Bohême et la Hongrie, Marie d'Autriche consentit à le suppléer pendant son absence, en gouvernant pour lui la partie de ce dernier royaume qui le reconnaissait. C'était accepter une bien lourde charge que de diriger *cette nation étrange* (ainsi que la jeune reine disait des Hongrois), et surtout de retenir dans le parti de Ferdinand des seigneurs fiers et nécessiteux, car la plupart avaient perdu leurs biens dans la dernière guerre. Aussi conjurait-elle, pressait-elle son frère de lui envoyer de l'argent, afin qu'elle pût satisfaire aux exigences et aux besoins de ses partisans, résister au vayvode de Transylvanie, son compétiteur, et repousser les agressions des Turcs. Le 19 février 1527, elle lui

¹ « Me puis et ose vanter que j'ay le paragon des maris. » *Bulletins de la commission royale d'histoire*, 4^e série, t. XI, p. 223.

² BUCHOLTZ, *oper. cit.*, t. III, p. 160.

écrivit de Presbourg qu'elle prévoyait qu'il perdrait tous ceux de son parti, car, attendant vainement l'argent promis, ils seraient entraînés par le désespoir vers le vayvode. Voyant donc qu'elle ne pouvait plus lui rendre aucun service, elle le pria de la décharger de la direction de ses affaires, pour ne pas avoir la honte de devoir se retirer, honte qui d'ailleurs retomberait sur lui. L'archiduc n'acquiesça point à cette demande, et lui fit de nouvelles promesses, qu'il ne sut ou ne put pas tenir. Ses lenteurs déterminèrent enfin la défection d'un de ses principaux partisans, le ban Bathiani. La reine lui manda que ce n'était point sa faute, puisqu'elle lui avait déjà fait payer jusqu'à 8,000 ducats, qu'elle le suppliait d'ailleurs de lui rembourser, afin qu'elle pût les rendre à ceux qui les lui avaient prêtés, faute de quoi, disait-elle, elle devrait vendre ses bijoux et sa vaisselle dont elle avait cependant grand besoin. Elle conseillait à Ferdinand de quitter la Bohême et de venir en Autriche pour engager ceux qui voudraient encore le servir à prendre courage. Quant à elle, comme elle ne voyait point qu'elle pût lui rendre encore quelque service en Hongrie, quoiqu'elle eût fait tout ce qu'elle avait pu, malgré ce qu'en disaient les gens qui étaient auprès de lui, elle le pria itérativement de lui donner congé, afin qu'elle pût se retirer où il le voudrait. Cette admonestation avait été écrite le 8 mai 1527. Ferdinand répondit le 14 qu'il se proposait de partir dans huit jours pour Vienne. Faisant ensuite allusion aux plaintes de sa sœur, il lui donnait l'assurance que personne de ses gens ne lui avait jamais dit qu'elle gérât mal les affaires, ni aurait osé le lui dire, étant bien persuadé du contraire; que, puisque les médecins lui conseillaient pour sa santé de changer d'air, elle pouvait choisir l'endroit qu'elle désirait; il la pria seulement, au cas qu'elle s'éloignât, de vouloir tout disposer pour que les affaires n'en souffrissent point. Bientôt Ferdinand entra en Hongrie, prit Bude et tint, au mois de février 1528, une diète qui

confirma son élection. Il fut résolu qu'il se rendrait de nouveau dans ses autres États, afin de rassembler les troupes nécessaires pour combattre le vayvode, mais à condition de laisser dans le royaume une personne capable de commander pendant son absence. Les Hongrois ayant exprimé le désir que ce fût la veuve du dernier roi, Ferdinand transmit ce vœu à sa sœur. Marie de Hongrie, alors en Autriche, répondit que, quoiqu'elle désirât vivement pouvoir le servir, elle se sentait si peu capable d'exercer la régence qu'elle n'osait s'en charger, qu'il fallait à cet effet une personne, et plus sage, et plus vieille qu'elle. Bien que l'archiduc eût répliqué que ces raisons ne lui paraissaient pas suffisantes, Marie de Hongrie persista dans sa résolution et continua à résider en Allemagne, tantôt à Lintz et tantôt à Passau ; elle consentit seulement à servir d'intermédiaire entre le roi, son frère, et le conseil de Hongrie. Ce rôle lui permit d'aiguillonner sans cesse l'archiduc, de lui faire connaître avec la plus grande sincérité les plaintes des Hongrois, de l'engager à tenir les promesses qu'il leur avait faites et à revenir dans le royaume, toujours menacé par le vayvode et par les Turcs. Le 13 juin 1529, elle écrivit à son frère qu'elle le félicitait du fils que sa femme venait de mettre au monde : « Puisque Dieu, ajoutait-elle, lui faisait la grâce de lui donner tant d'enfants, il était bien essentiel qu'il travaillât à conserver ses royaumes et ses pays, mais qu'elle voyait beaucoup de difficulté à conserver celui de Hongrie, à cause du mécontentement du peuple, et contre lui, et contre ceux qui l'avaient induit à l'élire pour roi ¹. »

¹ Ces particularités ont été puisées dans les *Notes analytiques* du comte DE WYNANTS, directeur des archives impériales de Bruxelles, à la fin du XVIII^e siècle, sur la correspondance de l'archiduc Ferdinand avec la reine de Hongrie, depuis le 3 janvier 1527 jusqu'à la fin de l'an 1531. Je dois la communication de ces documents à l'obligeance de M. Gachard, archiviste général du royaume de Belgique.

La jeunesse, la beauté, le rang élevé de la veuve de Louis II ne pouvaient manquer d'attirer des prétendants ¹. Plusieurs princes aspirèrent à sa main. On remarquait surtout le frère de l'électeur palatin, ce comte Frédéric qui naguère avait conçu une passion romanesque pour l'infante Éléonore et avait même obtenu de cette princesse une promesse de mariage, que Charles, déjà roi d'Espagne, fit rompre avec éclat. Le comte palatin, dont le dévouement à la maison d'Autriche ne s'était point démenti, nourrissait l'espoir d'être plus heureux dans ses nouvelles prétentions, car il était encouragé maintenant par l'archiduc Ferdinand et par l'empereur lui-même ². Le refus de la veuve de Louis II fut inébranlable : on prétexta un désaccord sur certains articles du contrat ; mais la véritable cause de la rupture fut sans doute la résolution prise par Marie d'Autriche de rester fidèle à la mémoire de son époux, de ne jamais se remarier et de ne plus quitter les signes de sa viduité ³.

Elle avait déjà décliné, quelques années auparavant, la proposition que lui faisait l'archiduc Ferdinand d'accepter la main de Jacques V, roi d'Écosse. L'archiduc lui écrivait, le 28 juin 1528,

¹ « Elle demeura veuve fort jeune et très-belle, dit Brantôme, et selon ses portraits que j'ay veus, qui la représentent telle, ne luy donnant aucune chose de laid et à quoy reprendre, sinon sa grande bouche et avancée à la mode d'Autriche. » *Vies des dames illustres, françoises et étrangères.*

² Lettre du comte palatin remise par lui à l'empereur, en janvier 1531. *Correspondenz des Kaisers Karl V, aus dem Königlichen Archiv und der Bibliothek de Bourgogne zu Brüssel mitgetheilt*, von Dr KARL LANZ (Leipzig, 1844), vol. 1^{er}, p. 449.

³ « Cette vertueuse princesse, dès son veuvage, rejetant toutes parures, dorures, brodures, recamures, voulut, pour le surplus de sa vie, retenir le simple vestir des femmes vefves. » *Sermon funèbre de la reine Marie de Hongrie*, par FR. RICHARDOT, évêque de Nicople, suffragant d'Arras (Anvers, Christophe Plantin, petit in-fol, MDLIX), p. 25.

qu'étant encore jeune, elle ne devait point rester veuve ; que le roi d'Écosse, prince de dix-neuf à vingt ans, quoiqu'il ne fût pas des plus riches, lui convenait fort, parce que son royaume n'était éloigné ni de l'Espagne ni des Pays-Bas, et que ce voisinage ferait un grand bien aux affaires de l'empereur, qui désirait beaucoup ce mariage de même que la duchesse douairière de Savoie, gouvernante générale des Pays-Bas ¹. Mais la détermination de Marie d'Autriche était dès lors irrévocable.

Tout en renonçant à contrarier le vœu solennel de sa sœur, Charles-Quint ne consentit point à la laisser dans une condition privée. Plein de confiance dans la capacité et dans le caractère ferme et décidé de Marie de Hongrie, il se proposait de l'élever à une autre position qui lui permit de coopérer activement à ses grands desseins. L'occasion qu'il attendait s'offrit à la mort de Marguerite d'Autriche, dont la vie si bien remplie s'était terminée à Malines, le 1^{er} décembre 1530. C'était là, selon les expressions des ministres de cette princesse, une *grosse perte* et pour l'empereur et pour tous ses pays et sujets des Pays-Bas, que la sœur de Philippe le Beau avait si habilement dirigés pendant près d'un quart de siècle. Charles-Quint, qui appréciait mieux que personne toute l'importance des Pays-Bas ainsi que les difficultés résultant de leur organisation politique, prit immédiatement la résolution de confier ce « grand et laborieux gouvernement » à une autre princesse belge, à la veuve du roi de Hongrie et de Bohême.

Il chargea son frère, l'archiduc Ferdinand, de communiquer ses intentions à Marie de Hongrie. Ferdinand connaissait la répugnance de sa sœur à cet égard, car, dans l'entrevue qu'ils avaient eue à Augsburg, elle l'avait prié, au cas que le gouvernement

¹ On ne connaissait point ce détail qui a été révélé dans l'analyse de la correspondance de l'archiduc Ferdinand avec la reine de Hongrie, etc.

des Pays-Bas devint vacant, et que l'empereur jetât les yeux sur elle, de l'en détourner. Toutefois l'archiduc écrivit à sa sœur, de Bacharach, le 13 décembre, que l'empereur venait d'apprendre la mort de l'archiduchesse Marguerite, et que très-probablement elle serait appelée à remplacer leur tante. La reine lui répondit de Krems, le 26 du même mois, qu'elle trouvait beaucoup de pour et de contre dans le projet de lui confier le gouvernement des Pays-Bas, et qu'elle lui soumettrait ses objections lors de leur prochaine entrevue. Le 29, l'archiduc lui fit savoir que sa nomination était à peu près résolue ¹.

Charles-Quint était alors à Cologne où les princes électeurs, qu'il y avait appelés, venaient, sur sa proposition, de conférer à l'archiduc Ferdinand la dignité de roi des Romains. Le 3 janvier 1534, l'empereur fit connaître lui-même à sa sœur qu'il l'appelait à un poste digne de ses grandes qualités. Il lui mandait qu'il ne pourrait trouver personne plus capable qu'elle de l'aider à supporter le gouvernement des Pays-Bas. Il la priait, en conséquence, d'accepter cette charge, *pour lui faire plaisir*, et de se mettre en route le plus tôt possible afin qu'il pût conférer avec elle sur la marche à suivre et aviser aux pouvoirs qu'il lui laisserait. Le peuple des Pays-Bas, qu'il avait pressenti sur ce choix, le verrait, ajoutait-il, avec satisfaction. Il rappelait ensuite que, dans l'entrevue qu'ils avaient eue à Augsbourg, au mois de juin précédent, ils s'étaient entretenus des nouvelles sectes. La reine lui avait fait entendre depuis qu'elle craignait que son orthodoxie ne fût suspectée. « Si j'avais à cet égard le moindre soupçon, disait Charles-Quint, non-seulement je ne vous confierais point le gouvernement des Pays-Bas, mais je ne sais si je saurais ou pourrais encore vous aimer d'un amour fraternel » Il avait pleine confiance en elle, mais non dans ses serviteurs. « En Allemagne,

¹ Ces détails sont puisés dans les notes analytiques du comte de Wynants.

poursuivait-il, on souffre et on tient pour léger ce qui paraît fort grave dans les Pays-Bas et ce qu'on ne peut y souffrir; les nouvelles doctrines n'y ont été extirpées ou contenues qu'à force de châtimens. Or, si d'aventure vous y ameniez des gens infectés d'hérésie et que l'on suspendît les punitions, vous auriez toute la responsabilité. D'ailleurs, les habitants des Pays-Bas n'aiment point à voir des étrangers autour de ceux qui les gouvernent. » Il engageait donc la reine à laisser en Allemagne ses principaux serviteurs, principalement ceux qui pourraient être suspects d'attachement aux nouvelles doctrines. On lui avait signalé comme tels son maître d'hôtel, son chambellan, son prédicateur, son aumônier et sa dame d'honneur. Il lui indiquerait lui-même les nouveaux serviteurs qu'elle devrait choisir dans les Pays-Bas afin d'en contenter les habitants ¹.

Du reste, ce n'était point la première fois que l'orthodoxie de Marie de Hongrie était exposée à des soupçons. Quelques années auparavant, en 1527, elle avait reçu des avertissements non moins graves de la part de son autre frère, l'archiduc Ferdinand. Luther avait dédié un de ses ouvrages à la reine de Hongrie. Ferdinand communiqua un exemplaire de cet écrit à sa sœur en lui demandant des explications. Elle répondit le 15 avril 1527 : « Je ne puis défendre à Luther d'écrire ce qu'il veut, à mon avantage ou à mon désavantage, comme il a fait à beaucoup de princes de la chrétienté lesquels ont dû le tolérer, car ni vous ni l'empereur ne le pourriez non plus empêcher. Mais je puis bien vous assurer que j'ai ignoré ses intentions, et qu'il a écrit son livre à mon insu et sans mon consentement, comme vous pouvez vous en convaincre par le prologue. A

¹ Cette lettre, si remarquable à plusieurs égards, était tout entière de la main de Charles-Quint. Elle a été insérée par M. Gachard dans ses *Analectes beliques*, p. 381.

Dieu ne plaise, ajoutait-elle, que je fasse chose qui doive diminuer la bonne renommée de nos maisons, comme je suppose n'avoir fait jusqu'à présent, et j'espère en Dieu le tout-puissant qu'il m'en préservera et me donnera la grâce de demeurer bonne chrétienne. » Ces explications ne satisfirent pas entièrement l'archiduc Ferdinand. Il écrivit à sa sœur une nouvelle lettre datée d'Olmütz, le vendredi saint 49 avril : « Je sais bien que nous ne pouvons ni vous ni moi empêcher Luther d'écrire ce qui lui plaît ; mais j'espère qu'il ne m'adressera jamais un livre où il me louera de ce que je garde et maintiens sa doctrine, qu'il appelle l'*Évangile*. Toutefois, je ne doute point que vous, en sage et vertueuse princesse, vous ferez ce que vous devez faire, comme vous m'avez écrit. C'est pourquoi je ne reviendrai plus là-dessus ; seulement je dois vous supplier d'être attentive, relativement à deux points, sur lesquels vous ne m'avez pas répondu, à savoir, sur la lecture des livres luthériens imprimés à Anvers, et sur le soin qu'il faut prendre pour que les personnes qui vous entourent se comportent de manière que vous n'acquériez point la réputation d'être bonne luthérienne, comme aucuns commencent à craindre et à dire. » Marie répliqua le 29 avril : « Il y a longtemps que je n'ai lu les livres de Luther, et, ayant égard à votre avertissement, je me garderai bien de les lire encore. Quant à mes serviteurs et servantes, certes, je verrais volontiers celui, ceux ou celles qui pourraient dire que, avec mon consentement, ils eussent fait chose contraire à notre foi. Et pour ce qui me regarde personnellement, demandez donc à ceux qui craignent tant pour mon salut quelle chose j'ai faite qui soit défendue à une bonne chrétienne, et en quoi j'ai enfreint les ordonnances de l'Église ? Il est vrai que j'ai mangé chair en carême, mais néanmoins je ne pense pas avoir contrevenu aux règles, car ceux qui m'entouraient peuvent dire que j'y ai été contrainte pour échapper à une bonne maladie. » Tous ces méchants propos pourraient bien venir,

ajoutait-elle, d'ennemis qui veulent troubler notre union¹.

Ces nouvelles explications, si nettes et si catégoriques, rassurèrent sans doute l'archiduc, car, dans une dernière lettre, datée de Schweidnitz, le 21 mai, il disait à sa sœur : « Connaissant depuis longtemps vos sentiments, je demeure entièrement satisfait de vos explications, et je suis dans la pleine confiance que votre conduite sera d'accord avec vos paroles. D'un autre côté, je vous prie de croire que le monde entier ne pourrait réussir à faire naître en moi la plus légère défiance ou mauvaise volonté à l'égard de votre personne, et je demeure convaincu que vous êtes du même avis en ce qui me concerne². »

Le nouveau roi des Romains avait joint ses instances à celles de Charles-Quint pour engager sa sœur à accepter le gouvernement des Pays-Bas. Il lui écrivit de Cologne, le 9 janvier 1531, que l'empereur lui envoyait le seigneur de Boussu, son sommelier de corps, pour l'accompagner; ce qu'il aurait fait plus tôt, ajoutait-il, s'il ne s'était trouvé dans l'obligation de pressentir d'abord les dispositions des états des Pays-Bas. Il suppliait la reine de ne point refuser, bien qu'il se ressouvînt de ce qu'elle lui avait demandé naguère à Augsbourg, que si une pareille éventualité s'annonçait, il ferait en sorte de l'empêcher. La reine répondit enfin, le 29, qu'elle acceptait la charge de gouvernante, mais uniquement pour obéir à l'empereur et au roi des Romains; qu'elle hâterait sa venue, mais qu'elle n'avait pas assez d'argent pour faire le voyage. Elle pria en conséquence Ferdinand de

¹ Les lettres analysées ci-dessus se trouvent dans BUCHOLTZ, *oper. cit.*, t. IX, pp. 44 et 42.

² Bucholtz n'a point publié cette dernière lettre; mais elle se trouve traduite en anglais dans l'ouvrage intitulé : *Correspondence of the emperor Charles V and his ambassadors at the courts of England and France, from the original letters in the imperial family Archives at Vienna, etc.*, edited by William Bradford (London, 1850), p. 244.

lui en faire donner de ce qui lui était dû ¹. Du reste, Marie de Hongrie n'accepta qu'avec la plus grande répugnance l'emploi difficile que Charles-Quint lui imposait. Avant de donner son consentement à l'empereur lui-même, elle exigea de lui la promesse qu'il ne la forcerait point à se remarier, et, en outre, qu'il la délivrerait bientôt d'un fardeau qu'elle ne pourrait supporter longtemps parce qu'elle était débile, *par suite d'un continuel tremblement de cœur*. Pour ne laisser aucun doute sur les sentiments de déférence qui dirigeaient sa volonté, en cette occasion, et, d'autre part, pour obtenir plus vite un successeur, elle fit, en présence de Charles-Quint, le vœu solennel de ne point conserver les grandes fonctions qu'elle se résignait à exercer temporairement ².

L'empereur se rendit bientôt dans les Pays-Bas afin de mettre ordre, par sa présence, aux affaires les plus importantes et de préparer l'avènement de sa sœur comme gouvernante géné-

¹ Correspondance de l'archiduc Ferdinand avec la reine de Hongrie.

² « Vostre Majesté sçait et est très-bien mémoratif, que au commencement qu'il pleut à V. M. me mectre en avant d'entreprendre ce gouvernement, les excuses que lors je fis de mon insuffisance pour icelluy, et que nonobstant, pour démonstrer à V. M. l'obéissance que luy portois et de devois, considérant les allégations faictes par V. M., que n'y sçauriés si promptement pourveoir d'autre, estant aussy pour lors messieurs vos enfans en bas-eaige, je acceptai la charge pour peu de temps jusques à ce que V. M. eusse treuvé aultre pour ce pouvoir faire : de quoy dès lors je suppliy V. M. d'y vouloir pourveoir le plus tôt qu'il vous seroit possible, me sentant lors débile de corps (à cause d'un continuel tremblement de cœur), de cerveau et entendement pour continuer une telle charge. Et pour asseurer V. M. que ne le faisois pour aultre fin, et qu'elle eusse plus de cause de penser à se pourveoir d'autre, je fis en vostre présence le vœu à Dieu de n'y continuer.... » Marie, reine douairière de Hongrie, à l'Empereur (fin d'août 1555), dans les *Papiers d'État du cardinal de Granvelle* (Documents inédits sur l'Histoire de France), t. IV, p. 470.

rale ¹. Le 5 mai, la reine Marie, par une lettre datée de Gand, informa le roi des Romains qu'elle avait définitivement accepté la charge de gouvernante ; que l'empereur *lui avait mis la corde au col* ; qu'elle trouvait les affaires fort embrouillées, et que si l'empereur ne les débrouillait, avant son départ, elle serait là *bien chaudement*. Quelque temps après, elle lui fit savoir que l'empereur avait réglé son traitement à 30,000 florins par an, comptant qu'elle devait en avoir 20,000 de son douaire ².

Le 5 juillet, Charles-Quint s'étant rendu avec la reine Marie au sein des états généraux, réunis dans la grande salle du palais de Bruxelles, messire Jean de Carondelet, archevêque de Palerme, chef du conseil privé, annonça à l'assemblée, de la part de l'empereur, que S. M. I. étant forcée de partir pour l'Allemagne, d'où elle se rendrait ensuite dans ses royaumes de Castille, le gouvernement serait exercé, pendant son absence, par la reine Marie, qui avait bien voulu l'accepter. Cette information reçut un bon accueil, car l'assemblée remercia aussitôt l'empereur du choix qu'il avait fait de la reine, sa sœur, pour régente. Le séjour de Charles-Quint s'étant prolongé au-delà de ses prévisions, les états furent de nouveau réunis, en sa présence, le 7 octobre, et l'archevêque de Palerme leur donna lecture de la commission de la reine, comme *gouvernante* des Pays-Bas et *lieutenant* de l'empereur ³.

¹ « M'en vois à Bruxelles pour continuellement et à diligence bailler « tout le meilleur ordre que pourray aux miens de par deçà, que, à la « vérité, requerroient plus de temps, et une plus longue présence ; toutes- « fois, pour non délaisser ny délayer mon allée en Allemagne, mectray « ordre au plus hastif, remectant le surplus à la charge de la royne, « nostre sœur.... » L'empereur au roi Ferdinand, 43 juin 1534. LANZ, *Correspondenz des Kaisers Karl V*, t. 1^{er}, p. 481.

² Correspondance de l'archiduc Ferdinand avec la reine de Hongrie.

³ Les titres officiels de l'archiduchesse étaient : « *Marie, par la grâce de*

Charles-Quint, en même temps qu'il conférait à sa sœur la régence des Pays-Bas, avait, par de sages innovations, agrandi ou plutôt facilité l'action du pouvoir central. Au conseil privé, qui avait été placé auprès de la duchesse douairière de Savoie et qui devait suffire à l'examen et à la décision de toutes les affaires, l'empereur substitua, en 1531, trois collèges, entre lesquels il répartit les principales attributions du gouvernement. Le *conseil d'État*, présidé par la régente, devait s'occuper des affaires politiques, de guerre et de paix; prendre connaissance des dépêches des ambassadeurs; délibérer enfin sur toutes les matières intéressant le gouvernement supérieur, la défense et la sûreté du pays. Le *conseil privé* avait la surintendance de la justice et de la police et donnait son avis sur les matières de grâce réservées au souverain. Enfin, le *conseil des finances*, dont l'organisation fut complétée un peu plus tard, avait la direction des biens domaniaux et surveillait les agents chargés de la gestion des deniers provenant des aides et subsides votés par les états. Tel est, en abrégé, le plan du gouvernement qui, établi en 1531, subsista, sans de graves modifications et après l'insuccès de quelques autres tentatives, jusqu'à la fin du règne de la maison d'Autriche dans les Pays-Bas ¹.

Dieu, Reine de Hongrie, de Bohême, etc., gouvernante des Pays-Bas pour Sa Majesté Impériale et Catholique, et sa lieutenant. »

Il n'est pas inutile de remarquer que, dans les pouvoirs conférés à l'archiduc Ferdinand pour exercer le vicariat général de l'Empire, sauf les droits, Charles-Quint avait formellement stipulé que ces pouvoirs ne se rapportaient qu'à la Haute-Allemagne, de manière que les États des Pays-Bas ou de la Germanie inférieure en restaient exceptés. (Archives de la secrétairerie d'État de l'Allemagne et du Nord.)

¹ Voir les mémoires manuscrits sur la forme du gouvernement des Pays-Bas, composés par le chef-président Hovines, en 1662, et ceux qui furent rédigés par le vicomte de Wynants, en 1730.

CHAPITRE II.

(1534-1539.)

Difficultés du gouvernement des Pays-Bas. — Charles-Quint encourage sa sœur par son exemple et ses conseils. — Immense tâche de Marie de Hongrie placée entre l'Allemagne et la France, comme la sentinelle de Charles-Quint. — Christiern II, ancien roi de Danemark et de Suède, réfugié dans les Pays-Bas; ses tentatives pour recouvrer le trône de Danemark. — Coup d'œil sur les révolutions qui avaient été provoquées dans la péninsule scandinave par les réformes violentes et les cruautés de Christiern II. — Antipathie de Charles-Quint pour son beau-frère; il aurait voulu placer sur le trône de Danemark et de Norwège le prince Jean, fils de Christiern et d'Isabelle d'Autriche. — Christiern II ne veut pas renoncer au trône. — Armements qu'il fait en Hollande et ravages qu'il provoque en Hollande et dans l'Over-Yssel sous prétexte de réclamer la dot de sa femme. — Embarras de Charles-Quint. — Premiers succès et issue malheureuse de la dernière expédition de Christiern II. — Il est enfermé au château de Sonderbourg. — Enfants d'Isabelle d'Autriche. — Prédilection de Marie de Hongrie pour sa nièce Christine de Danemark. — Entrevue proposée entre Éléonore, reine de France, et sa sœur Marie de Hongrie; objections de Charles-Quint. — Contestations avec les villes hanséatiques. — Tentative de restauration en faveur de Christiern II. — Symptômes de guerre du côté de la France. — Marie de Hongrie convoque les états généraux à Malines, et les engage à défendre vigoureusement leur indépendance et leurs libertés. — Mariage de Frédéric, comte palatin, avec la princesse Dorothee de Danemark; Marie de Hongrie aurait voulu lui donner pour dot les États perdus par Christiern II. — Insuccès de cette nouvelle tentative. — Guerre avec la France. — Marie de Hongrie propose à Charles-Quint la neutralité des Pays-Bas; objections de l'empereur. — Invasion de la Picardie; conquête du pays de Groningue. — Embarras et anxiétés de la gouvernante des Pays-Bas.

— Plaintes adressées à l'empereur ; Marie de Hongrie demande d'être déchargée du gouvernement. — Réponse de Granvelle, premier conseiller de Charles-Quint. — Situation financière des Pays-Bas ; la gouvernante obtient des états généraux les ressources nécessaires à l'entretien d'une armée de trente mille hommes. — Attaques des Français contre la Flandre et l'Artois. — Armistice conclu par l'intermédiaire des reines de France et de Hongrie. — Autre trêve avec Christian III. — Trêve définitive conclue à Nice entre Charles-Quint et François I^{er}. — Vues politiques de Marie de Hongrie sur les Pays-Bas. — Entrevue avec François I^{er}. — Activité virile de la gouvernante des Pays-Bas ; son habileté dans l'équitation ; sa passion pour la chasse.



Investie à vingt-six ans du gouvernement des Pays-Bas, Marie d'Autriche s'effrayait de l'immense responsabilité qui allait peser sur elle et des obstacles dont sa jeunesse serait le prétexte, car elle ne pouvait ignorer que son élévation avait été critiquée et blâmée parmi les conseillers même de l'empereur¹. Mais son frère, se faisant un devoir de la rassurer et de l'encourager, facilita sa tâche par ses conseils et surtout par son exemple.

Vingt-sept années après, Marie de Hongrie écrivait à Philippe II : « Madame Marguerite, notre tante, avait gouverné pendant long-temps et d'abord fort bien ; mais devenue vieille et fort souf-

¹ L'ancien confesseur de Charles-Quint, le cardinal d'Osma, qui avait conservé l'habitude de la plus extrême franchise avec son pénitent, fut un de ceux qui blâmèrent le plus fortement la nomination de Marie de Hongrie, tout en rendant justice au courage et à la chasteté de cette princesse. « ... Acuérdese V. M. que, aunque es valerosa y casta, es muy moza, y « quedando sola y libre, pasa peligro de infamia... » *Briefe an Kaiser Karl V, geschrieben von seinem Beichtvater, in den Jahren 1530-1532*, publiées par le Dr Heine (Berlin, 1848), p. 408.

« frante, elle fut obligée de se reposer du gouvernement sur
« d'autres, parce qu'elle était désormais incapable d'agir par elle-
« même, comme il convenait et comme elle avait fait aupara-
« vant. Aussi l'empereur trouva-t-il beaucoup de division entre
« les grands, la justice affaiblie et méprisée, et les états assez
« revêches. Il y mit la main aussitôt, rétablit le cours régulier
« de la justice, introduisit l'ordre dans les finances et fit respecter
« l'autorité. Quand cela était nécessaire, et les nécessités du
« moment l'y obligeaient, il faisait entendre, avec la sévérité
« convenable, à ceux qui voulaient un peu s'émanciper, qu'il ne
« le souffrirait pas, et que, des grands comme des petits, l'on
« ferait justice, m'ordonnant d'observer ce qu'il aurait ordonné.
« Avec cela, quoique je fusse jeune pour un si grand gouverne-
« ment, avec peu d'habileté et d'expérience, je n'eus rien à faire
« de plus que de suivre ce que S. M. avait ordonné, et je le fis
« avec assez de fatigue et de difficultés ¹. » En effet, elle allait
entreprendre une tâche qui eût effrayé aussi les hommes d'État
les plus fermes, les plus habiles et les plus expérimentés. Placée
entre l'Allemagne et la France, elle était appelée à devenir la
sentinelle de Charles-Quint, l'auxiliaire le plus actif de ses vastes
desseins, le soutien inébranlable de sa haute fortune. Toute la
correspondance diplomatique de ses frères, l'empereur et le roi
des Romains, allait passer sous ses yeux, ramenant sans cesse
sa pensée du détroit du Sund aux côtes de Tunis et d'Alger, de
Fontainebleau à Smalkalde, de Westminster à Vienne ou à Bel-
grade. Surveiller le protestantisme, déjouer les intrigues de Fran-
çois I^{er}, ménager et gagner l'Angleterre, ramener le nord de
l'Europe sous l'influence autrichienne, défendre et contenir les

¹ Lettre de la reine de Hongrie à Philippe II, écrite de Gigales, le 7 sep-
tembre 1558, publiée par M. Gachard, dans le recueil de lettres inédites sur
la retraite et la mort de Charles-Quint au monastère de Yuste (Bruxelles,
1854), t. I. p. 349.

Pays-Bas : telle était la grande et laborieuse mission que la veuve de Louis II allait remplir.

L'avènement de Marie de Hongrie, comme régente des Pays-Bas, coïncida avec les dernières aventures et la chute définitive de Christiern II. Ce prince avait été élevé en 1513 sur le trône de Danemark, vacant par la mort de Jean II, son père. L'esprit de Christiern ne manquait point d'étendue, mais il était incapable de réprimer ses passions, de dompter la violence de son caractère, d'ennoblir ses goûts vulgaires et dépravés. Il contracta une alliance indissoluble avec deux aventurières hollandaises : Siegebriete, la mère, devint son premier ministre, et de la fille, nommée Dyveke, il fit sa maltresse. Il ne tarda point d'ailleurs à manifester son aversion pour la noblesse et le clergé, auxquels les bourgeois et les paysans du Danemark étaient complètement asservis. Il résolut d'abaisser l'orgueil des nobles et des évêques, d'arracher aussi des mains de l'aristocratie le monopole du commerce, qu'elle partageait avec les Hanséates, de limiter les privilèges de ces monopoleurs étrangers et de faire tourner au profit de la classe populaire les bénéfices du négoce. En épousant en 1514 Isabelle d'Autriche, qui n'avait que treize ans à cette époque, Christiern ne chercha pas seulement de puissants alliés dans la maison d'Autriche, mais encore un appui dans les Pays-Bas pour ses réformes commerciales. Tout en poursuivant la régénération du Danemark, Christiern travaillait à se former un parti en Suède pour recouvrer la couronne de ce royaume, qu'un soulèvement avait arrachée à son père. Il profita de la querelle qui avait éclaté entre Stenon Sture, administrateur du royaume, et Gustave Troll, archevêque d'Upsal, défit les partisans de Sture, et fut enfin reconnu pour roi de Suède à Upsal, le 7 septembre 1520. Mais plein de haine et de défiance contre les deux premiers ordres, impatient aussi de détruire les dernières espérances des partisans de l'indépendance suédoise,

Christiern II exécuta un acte inouï de perfidie et de cruauté. Au milieu même des fêtes du couronnement, il fait saisir les sénateurs, les évêques, les seigneurs ainsi que les députés des provinces, qui viennent de lui prêter serment, et, en un jour, le 8 novembre 1520, quatre-vingt-quatorze victimes, choisies parmi les personnages les plus illustres de l'État, tombent à Stockholm sous la hache des bourreaux, stimulés par la présence du roi. Ivre de sang, Christiern promène ensuite ses fureurs dans les provinces et marque tous ses pas par des actes d'une cruauté abominable. Mais cette extermination, au lieu d'étouffer dans les Suédois l'esprit d'indépendance qui luttait depuis un siècle contre l'union de Calmar, accroît la haine que le peuple ressent contre les Danois et suscite une révolution. Le fils d'un sénateur mort sur l'échafaud, Gustave Wasa, s'échappe du donjon où le retenait le tyran et devient en 1523 le libérateur de sa patrie, puis le roi de la Suède indépendante. Une autre révolution, dont l'initiative partit du Jutland, enlève en même temps le Danemark à Christiern, au moment où ce violent réformateur se proposait de supprimer la juridiction temporelle des évêques, d'ôter aux seigneurs le droit de vendre leurs paysans, et de permettre au paysan maltraité de quitter la terre de son seigneur. Une assemblée nationale déposa formellement Christiern II et appela au trône de Danemark son oncle Frédéric, duc de Holstein. Aux apologies répandues par le roi détrôné, Frédéric répondait : « Vous ne
« verriez pas la couronne royale sur ma tête, si la perversité de
« Christiern ne l'avait précipité du trône... En vain, Christiern
« déclame-t-il contre mon élection : les seigneurs du royaume
« sont venus à pied et à cheval au-devant de moi ; ils m'ont reçu
« sur la frontière, et la joie publique a sanctionné le choix qu'ils
« avaient fait. Ce ne sont pas seulement les évêques qui m'ont
« élu, comme le prétend mon adversaire ; ce sont encore les
« citoyens les plus généreux du pays... Il n'y a pas de vice dont

« Christiern n'accuse quelques-uns de nos évêques ; mais est-ce bien à lui de parler, lui qui a préféré la plus vile des prostituées à la plus vertueuse des épouses, lui qui n'a jamais respecté le droit, qui a toujours prétendu que la fin justifie les moyens¹... »

Christiern II trouva un asile dans le Pays-Bas, mais non l'appui ferme et sympathique de Charles-Quint. L'antipathie de l'empereur pour son beau-frère ainsi que l'aversion de Marguerite d'Autriche devinrent plus vives encore lorsque Christiern eut embrassé les doctrines luthériennes, que son successeur sur le trône de Danemark favorisait également. Toutefois Charles-Quint n'était pas insensible à la déchéance dont Isabelle d'Autriche et ses enfants souffraient injustement. En les aidant, il voulait aussi rétablir par eux son influence dans le Nord et essayer de placer un jour les trois royaumes scandinaves sous la suzeraineté impériale. Irrité de la mauvaise conduite du roi détrôné et nullement disposé à le seconder pour son compte personnel, Charles-Quint reporta ses espérances sur le prince Jean, fils de Christiern II et d'Isabelle d'Autriche. Plein d'affection pour cet adolescent, dont les heureuses qualités méritaient d'ailleurs cet intérêt paternel, Charles-Quint engagea vivement Marguerite, sa tante, à profiter des dispositions favorables qui se manifestaient dans la Norvège et le Danemark, pour essayer d'élever sur le trône le fils d'Isabelle d'Autriche, en accordant des conditions raisonnables à l'esleu, c'est-à-dire à Frédéric de Holstein².

Mais, de son côté, Christiern II n'avait pas renoncé à l'espérance de remonter sur le trône. Il continuait sans relâche les ar-

¹ *Histoire des relations commerciales et diplomatiques des Pays-Bas avec le nord de l'Europe pendant le XVI^e siècle*, par ALTMAYER (Bruxelles, 1840, 1 vol. in-8°), chap. II, III et IV, *passim*.

² Lettre de Charles-Quint à Marguerite d'Autriche du 9 octobre 1528, *Correspondenz des Kaisers Karl V*, t. I^{er}, p. 288.

mements qui étaient, depuis son expulsion, l'objet principal de ses soins. Marguerite d'Autriche, pour l'arrêter dans ses tentatives, dut le menacer plus d'une fois de lui ôter sa pension. Il profita de la mort de la sage gouvernante pour donner plus d'activité à ses préparatifs et se vit, en 1531, à la tête de douze mille hommes, rassemblés dans les provinces septentrionales des Pays-Bas. Son attitude hostile et ses menaces obligèrent même Charles-Quint à prolonger son séjour à Bruxelles, où il venait d'installer sa sœur, Marie de Hongrie ¹. Sous prétexte que Charles-Quint lui retenait 50,000 florins sur la dot de sa femme Isabelle, morte à Swynaerde en 1526, Christiern ravagea l'Over-Yssel et une partie de la Hollande. L'empereur, n'ayant pas alors de troupes suffisantes sur pied, fut obligé de négocier avec ce beau-frère « qui mangeoit ses pauvres peuples. » Le 25 octobre 1531, il apprit enfin, avec satisfaction, que la flotte, rassemblée sous le commandement de Christiern, avait fait voile de Medemblik pour la Norvège. Cette expédition fut sur le point de réussir : les habitants de la Norvège accoururent en foule sous les drapeaux de Christiern ; les nobles et le clergé consentirent à lui prêter hommage ². Mais une malheureuse tentative qu'il fit en

¹ Le 1^{er} octobre 1531, Marie de Hongrie écrivait au roi Ferdinand que l'empereur était bien marri qu'il dût retarder son voyage en Allemagne à cause des *folies* du roi de Danemark, mais qu'il ne pourrait quitter le pays en ce moment sans l'exposer à un grand danger. *Correspondance de l'archiduc Ferdinand avec la reine de Hongrie.*

² Les premiers succès de Christiern II modifièrent même les préventions que la cour de Bruxelles nourrissait contre lui. La reine Marie était alors à Tournai, où elle avait accompagné l'empereur qui était venu y présider le chapitre général de l'ordre de la Toison d'or. Le 6 décembre, la reine écrivit au roi Ferdinand que le roi de Danemark avait si bien fait par sa *folie* qu'il était entré en son royaume, et qu'il y avait à espérer qu'il pourrait y demeurer. Elle espérait, ajoutait-elle, que Dieu lui donnerait la grâce de si bien faire qu'il put s'y maintenir. *Id., ibid.*

Suède, vint détruire les espérances de ce début. Assiégé dans Opslo, Christiern est obligé, en 1532, de se rendre aux partisans de Frédéric de Holstein. On le conduisit au château de Sonderbourg, dans l'île d'Alsen, où il devait languir pendant douze ans, n'ayant pour toute compagnie qu'un nain hideux, remplacé plus tard par un vieil invalide, et ne recevant sa nourriture qu'à travers les barreaux d'une lucarne ¹.

Les enfants d'Isabelle d'Autriche restèrent sous la tutelle de l'empereur et de la gouvernante des Pays-Bas. En 1532, la mort prématurée du prince Jean, que Charles-Quint ne désespérait pas de rétablir sur le trône de Danemark, lui causa le plus vif chagrin. Marie de Hongrie avait de même une prédilection marquée pour sa nièce, Christine de Danemark. Elle la considérait comme sa propre fille; toute jeune, Christine suivait sa tante dans ces grandes chasses à cheval que l'ancienne reine de Hongrie aimait avec passion². Lorsque Charles-Quint eut manifesté l'intention de donner Christine, comme épouse, à François Sforze, duc de Milan, la reine Marie représenta à son frère, le 25 août 1533, que la princesse n'avait que douze ans; que c'était chose « contre Dieu et raison » de la marier sitôt; que si le mariage était consommé, la jeune princesse pourrait en mourir. Elle demandait, au surplus, à l'empereur de lui pardonner sa franchise en considération de l'amour qu'elle portait à l'enfant. Charles-Quint lui répondit : « Quant à l'âge, je crains plus qu'il sera trop grand pour le duc que pour notre nièce. » Il pria donc sa sœur de ne plus s'opposer à cette union toute politique ³. Le

¹ *Histoire des relations diplomatiques et commerciales*, etc., chap. V, *passim*.

² « Elle se tenoit fort bien à cheval, dit Brantôme, et de fort bonne grâce, et alloit toujours l'estrier sur l'arçon, dont elle avoit appris la façon de la reine Marie, sa tante. » *Vies des dames illustres*, etc.

³ *Correspondenz des Kaisers Karl V*, t. II, pp. 87 et 89.

mariage eut lieu, et la mort si prompt de François Sforze vint justifier les craintes de l'empereur ¹.

Il fut alors question de marier Christine au duc de Clèves, afin d'attirer ce prince dans le parti de l'empereur. Cette tentative n'ayant pas réussi, la princesse de Danemark épousa en secondes noces François, duc de Lorraine ; elle fut ainsi dans le voisinage de la Flandre et eut de plus grandes facilités pour y visiter sa tante.

En quittant les Pays-Bas, après y avoir installé Marie de Hongrie comme sa *lieutenante*, Charles-Quint s'était rendu à Ratisbonne, où il avait conclu une trêve avec les protestants afin de les entraîner contre Soliman II, qui était rentré en Hongrie à la tête de trois cent mille combattants. Après la retraite des Turcs, Charles-Quint se dirigea vers l'Italie et s'aboucha à Bologne avec le pape Clément VII. Cette conférence ayant excité les alarmes de François I^{er}, il engagea la reine Éléonore à demander une entrevue à la gouvernante des Pays-Bas, sa sœur, soit en Picardie, soit en Champagne. La reine Marie, craignant de susciter des embarras à son frère, demanda préalablement l'avis du conseil d'État des Pays-Bas. Les uns déclarèrent que les Français étaient fins, cauteleux et malicieux ; qu'ils ne demandaient cette entrevue que pour inspirer de la jalousie au pape et entraver réellement les desseins de l'empereur ; qu'ils pourraient même retenir la gouvernante et tous ceux qui l'accompagneraient. D'autres, au contraire, estimaient que cette entrevue, en prouvant l'union qui régnait entre les maisons de France et d'Autriche, intimiderait Henri VIII, le duc de Gueldre et même le pape. Dans une lettre écrite de Mons, le 27 novembre 1532, la gouvernante rendit compte à l'empereur de ces deux opinions contradictoires et demanda des instructions. Charles-Quint répondit de

¹ Le duc de Milan mourut le 24 octobre 1535.

Bologne, le 17 décembre, qu'il s'opposait à cette entrevue, parce qu'elle ferait naître trop de soupçons en Italie et qu'elle pouvait cacher un piège. La gouvernante devait prétexter un surcroît d'occupations et partir immédiatement pour Gand ou Bruges, afin de s'éloigner des marches de France ¹.

En 1534, la situation devint plus grave. La France armait sur les frontières; les anabaptistes s'emparaient de Munster et menaçaient le nord des Pays-Bas; les villes hanséatiques, secrètement excitées par François I^{er}, faisaient saisir les vaisseaux hollandais, décidées à les exclure du commerce de la Baltique ². Déjà la reine Marie avait ordonné, comme représailles, que toutes les marchandises des Hanséates fussent séquestrées dans les Pays-Bas, lorsque le bourgmestre de Lubeck, le célèbre Georges Wullenwever, ennemi de l'aristocratie, comme Christiern II, résolut de le rétablir sur le trône de Danemark avec l'appui de la cour de Bruxelles ³. Une paix de quatre ans, qui garantissait

¹ *Correspondenz des Kaisers Karl V*, t. II, pp. 29 et 44. — Charles-Quint ajoutait que la reine douairière de Hongrie avait encore une autre bonne excuse qu'elle pouvait indiquer confidentiellement à la reine Eléonore, sa sœur, à savoir son état de veuve et la façon de vivre de la cour de France, qui était contraire à cet état. « Soyez sûre, ma sœur, disait-il, en parlant des courtisans de François I^{er}, que voyant la différence de votre *vie*, *habit* et *façon de faire*, ils en diroient ce que bon leur semble, *changeant le bon en mauvais*. » LANZ, *op. cit.*, p. 42.

² Voir une dépêche du 20 septembre 1533, adressée par Charles-Quint au vicomte de Lombecke, son ambassadeur en France. *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, t. II, p. 64.

³ Frédéric I^{er} était mort en 1533, et sa succession avait donné lieu à de vifs débats, le Danemark étant alors une monarchie élective. Les évêques, qui craignaient le triomphe définitif du luthéranisme, proposèrent de déferer la couronne au plus jeune fils de Frédéric, parce que ce prince n'avait pas encore abandonné les doctrines catholiques, tandis que les nobles soutenaient le frère de Frédéric de Holstein. Ce dernier parvint au trône sous le nom de Christian III.

la liberté du commerce aux parties contractantes, fut conclue, et Christophe d'Oldenbourg, à la tête des troupes de la République, s'empara de la Norwége, des îles danoises, de la Scanie et poussa jusqu'à Copenhague même. Tandis que Marie de Hongrie favorisait cette tentative de restauration, elle envoyait aussi de l'argent et des munitions à l'évêque de Munster, pour l'aider à détruire les fanatiques disciples de Jean de Leyde. Du côté de la France, il n'y avait encore que des apparences de guerre. Cependant la gouvernante réunit les états généraux à Malines, le 12 juillet 1534, et les engagea vivement à ne refuser aucun sacrifice pour garantir la sécurité du pays. Faisant allusion au régime plus monarchique imposé aux Français : « Les habitants des
« Pays-Bas, dit-elle, doivent vigoureusement défendre leur indépendance, car ils ont maintenant le bonheur de vivre réunis
« sous un seul prince et de jouir de privilèges si grands qu'ils
« sont inconnus chez les autres peuples ¹. »

Bientôt Charles-Quint cingla vers Tunis. Cette glorieuse entreprise, en l'élevant au-dessus de tous les rois, ses contemporains, réveilla la jalousie de son rival. Du reste, jamais François I^{er} n'avait cessé de craindre et de haïr l'empereur, qui, de son côté, n'avait pas la moindre confiance dans son beau-frère ².

¹ *Des anciennes assemblées nationales de la Belgique*, § II.

² « Ce que j'ai vu du roi de France dans mon court séjour, et ce que j'ai entendu à la cour ou dans le conseil de votre seigneurie, me prouve assez, disait un ambassadeur vénitien, qu'entre ces deux grands princes, il n'y aura point d'union. La reine de Navarre, sœur du roi, femme d'un talent et d'une sagesse rare, et qui prend part à tous les conseils de la couronne, me dit un jour que pour pouvoir accorder ces deux hommes, il faudrait que Dieu refit l'un des deux sur le calque de l'autre. » *Relation de François GIUSTINIANO (1537) dans les Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au XVI^e siècle*, recueillies par M. N. Tommaseo (Paris, 1838, 2 vol. in-4°). Voir t. I^{er}, p. 173.

Pendant que Charles-Quint châtiait les Barbaresques, François s'alliait avec Soliman II, s'emparait de la Savoie, revendiquait le Milanais, soudoyait de nouveau le duc de Gueldre, déchirait enfin le traité de Cambrai.

Ce n'était pas l'unique souci de la gouvernante. Au mois de mai 1535, Frédéric, comte palatin, épousa la princesse Dorothee, fille aînée de Christiern II et d'Isabelle d'Autriche. Marie de Hongrie aurait voulu lui donner pour dot la Norvège et le Danemark; mais la quiétude du comte palatin et les lenteurs apportées dans l'équipement de la flotte laissèrent échapper l'occasion favorable¹. Le parti aristocratique de Lubeck reprit l'ascendant; Wullenwever fut renversé, et la paix conclue entre les villes hanséatiques et Christian III. Alors seulement le comte palatin prit la résolution énergique de faire prévaloir ses droits; mais ses efforts et ceux de la gouvernante furent paralysés par des dignitaires qui s'étaient mis, prétend-on, aux gages de Christian, et par les préparatifs de la nouvelle lutte que Charles-Quint allait devoir soutenir contre la France.

La reine Marie exposait ses perplexités dans une lettre intime, écrite à son frère Ferdinand, roi des Romains, le 25 mai 1536. Elle excusait le comte palatin, signalait l'hostilité renaissante du duc de Gueldre, et, tout en se félicitant de l'élévation de Jeanne Seymour sur le trône d'Angleterre, parce que cette nouvelle femme de Henri VIII passait pour bonne *impérialiste*, elle carac-

¹ Dans une lettre datée de Messine le 25 octobre 1535, après l'expédition de Tunis et adressée à son ambassadeur en France, Charles-Quint signalait la bonne amitié qu'il portait à ceux de *son sang*, et il alléguait, comme preuve, les mariages dispendieux de ses nièces, les princesses de Danemark, quoique leur père se fût fort mal conduit à son égard, qu'il eût fait grand dommage aux Pays-Bas et réclamé par la violence la dot de la reine Isabelle, etc. *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, t. II, p. 389.

térisait, avec une sanglante ironie, le tyran qui régnait sur les bords de la Tamise ¹.

Marie de Hongrie désirait aussi ardemment que l'empereur de contenir et d'humilier François I^{er} ; mais elle hésitait pourtant à engager les Pays-Bas dans une nouvelle guerre, depuis qu'elle connaissait mieux les rivalités de la noblesse, l'esprit mercantile des communes, et la difficulté d'obtenir des subsides des états. Le 8 février 1536, elle avait cru devoir proposer à Charles-Quint la neutralité du pays. L'empereur répondit de Naples, le 2 mars,

¹ On remarque dans cette lettre un curieux mélange de gravité et d'enjouement. « La flotte du palatin, disait la reine, a été retardée par suite de la mauvaise volonté de certaines gens ; M. de Gueldre commence à lever ses cornes ; quant à l'Anglais, j'espère qu'il ne nous fera pas grand'chose, d'autant que nous sommes délivrés de la demoiselle qui était bonne *française* (Anne de Boleyn, décapitée le 10 mai)..... » Elle révélait, sur ce sujet tragique, une particularité singulière : « Afin que la vengeance en fût prise par subject de S. M., il (le roi d'Angleterre) a fait venir le bourreau de St-Omer pour ce faire, à cause qu'ils n'en avoient de bons assez pour ce métier, à son appétit..... » — « Il (Henri VIII) a déjà épousé, poursuivait-elle, une autre gentille femme que l'on dit être bonne *impérialiste* (Jeanne Seymour). Il est à espérer, si espoir l'on doit avoir à tels actes, que quand il (Henri VIII) sera las de celle-ci, il trouvera quelque occasion pour s'en faire quitte. Je crois que les femmes ne se contenteroient guère si telles coutumes vinssent en train (et à bonne cause). Combien que n'ai envie de me mettre en ce danger, pour être du genre féminin, prierois-je avec les autres qu'il nous en veuille bien garder. » *Documents historiques*, t. VI (Archives du royaume). — Le 24 novembre précédent, l'ambassadeur résidant en Angleterre mandait dans une lettre en chiffres à Granvelle que le roi, devisant de la princesse (Anne de Boleyn, sans aucun doute), déclara qu'il pourvoit bientôt à ce qu'elle n'eût plus besoin de compagnie et qu'elle servirait d'exemple pour montrer à tout le monde que nul ne devait désobéir aux lois, et qu'il voulait justifier ce qui avait été dit de lui, à savoir que : « à l'entrée de son règne, il serait doux comme un agneau, et à la fin, il serait pire que le lion. » *Documents historiques*, t. V (Archives du royaume).

qu'il désirait la paix, mais qu'il ne négligeait rien pour avoir la force en main ; il savait que la pauvreté était grande dans les Pays-Bas, et cependant il se fiait au patriotisme des habitants. Quant à la neutralité du pays, elle ne pouvait pas convenir, disait-il, parce qu'elle ne serait pas respectée par les Français. Il ordonnait ensuite que le commandement des troupes fût confié au comte Henri de Nassau ; il voulait aussi que la reine convoquât immédiatement les seigneurs, pour les engager à *mettre le tout pour le tout* ¹.

Marie de Hongrie, craignant que le principal effort des Français ne se portât vers les Pays-Bas, alors dégarnis de troupes, réunit les états généraux à Bruxelles, le 44 juin 1536, et obtint de cette assemblée un subside de 300,000 florins. Ces ressources permirent au comte de Nassau de transporter la guerre en Picardie, tandis que Charles-Quint envahissait la Provence. Une seconde armée, sous le commandement du gouverneur de la Frise, marchait en Over-Yssel contre le duc de Gueldre. De ces trois attaques, une seule réussit : l'armée de l'Over-Yssel réduisit la ville et le pays de Groningue. La correspondance de la reine avec l'empereur attestait ses anxiétés. Elle signalait le mauvais esprit qui dominait à Gand, l'épuisement des finances, la nécessité de venir promptement au secours des Pays-Bas, si l'on voulait prévenir une révolte. Charles-Quint répondait : « Temporez avec les Gantois, mais notez les principaux opposants ; j'apprécie les peines que vous éprouvez pour faire face en même temps à la France, au duc de Gueldre et au roi Christian de Danemark, mais il faut faire plus que le possible!... » ².

La reine Marie, pleine d'ardeur et de courage, ne négligeait rien pour surmonter les obstacles et déjouer les périls qu'elle

¹ *Correspondenz des Kaisers Karl V*, t. II, p. 657-664.

² *Ib.*, t. II, p. 664 et suiv.

rencontrait de toutes parts. Aussi avait-elle été sensible aux reproches indirects que l'empereur, toujours pressé d'argent, lui adressait au sujet des lenteurs dont elle s'efforçait vainement de triompher. Croyant qu'elle ne possédait plus toute la confiance de son frère, elle demanda formellement d'être déchargée du gouvernement des Pays-Bas. Nicolas Perrenot de Granvelle, qui remplissait les fonctions de grand chancelier sans en avoir le titre, s'empressa de rassurer la reine. Tout s'était borné, lui manda-t-il, à quelques modestes plaintes, quant aux finances et aux retards qu'on apportait au payement de l'armée. L'empereur, mécontent de ces retards et de l'inexécution de ses ordres sur d'autres objets, avait voulu exprimer clairement son déplaisir, et il avait bien fallu se résoudre à ajouter en marge, dans la lettre de réponse à la reine, une observation conforme aux volontés du monarque. « En somme, Madame, ajoutait Granvelle, quand l'empereur mande ou écrit quelque chose, il veut que cela se fasse ¹. » Il semble que Marie de Hongrie soupçonna Granvelle lui-même de l'avoir desservie; car, dans une longue lettre du 6 octobre 1536, Charles-Quint excusa ce ministre « de ce que la royne le vouloit inculper » et mandait à sa sœur « qu'elle le devoit tenir pour bon serviteur ². »

La situation financière des Pays-Bas était le plus cruel souci de la régente. La plupart des revenus ordinaires et extraordinaires des années 1536, 1537 et même 1538 avaient été absorbés; les domaines de l'empereur étaient chargés d'une somme énorme; enfin, quoiqu'on eût également anticipé sur les aides de 1537 et de 1538, le gouvernement devait encore au delà de

¹ Lettre inédite de Granvelle à la reine Marie, datée d'Aix, en Provence, le 8 septembre 1536, dans les Archives de la secrétairerie d'État de l'Allemagne et du Nord.

² LANZ, t. II, p. 684.

300,000 florins. Pendant l'hiver, la reine convoqua plusieurs fois les états, et, à force de sollicitations, elle leur arracha en quelque sorte les ressources dont elle avait besoin pour l'entretien d'une armée de trente mille hommes ¹.

François 1^{er} mettait alors en avant les prétentions les plus audacieuses. Invoquant contre son puissant adversaire des droits de suzeraineté qui avaient été formellement anéantis par les traités de Madrid et de Cambrai, assimilant presque le redoutable Charles-Quint au faible Guy de Dampierre, cette triste victime de Philippe le Bel, il déféra le conquérant de Tunis, comme *félon*, au parlement de Paris. Celui-ci, considérant que Charles d'Autriche n'avait pas prêté hommage pour les comtés de Flandre et d'Artois, déclara ces fiefs réunis à la couronne. Une armée s'avança presque immédiatement pour faire exécuter cet arrêt. Cependant les troupes nationales reprirent la plupart des places qu'elles avaient d'abord perdues, et elles avaient déjà investi Théroouanne lorsqu'on apprit que, le 30 juillet 1537, une trêve de dix mois avait été conclue entre la France et les Pays-Bas ². Cette trêve était due à la sagesse de la régente qui l'avait négociée avec la reine Éléonore, sa sœur. Quelque temps auparavant, la reine Marie s'était vue également obligée d'abandonner ses projets sur le Nord. Le 12 février 1537, elle écrivait à l'empereur qu'elle négociait un armistice avec le duc de Holstein (Christian III), qui occupait presque tout le Danemark. Cet armistice était néces-

¹ *Des anciennes Assemblées nationales de la Belgique*, § II.

² Le 25 mai, après avoir averti l'Empereur des nouvelles et considérables levées qu'elle avait ordonnées pour la défense des frontières, la reine Marie ajoutait qu'on ne les saurait payer. « Pourquoi, disait-elle, faut-il ayder d'argent et paix, autrement le pays est perdu. » Elle exposait ensuite les raisons qui l'avaient engagée à répondre aux lettres de la reine de France, sa sœur. LANZ, t. II, p. 673.

saire, disait-elle, parce que le duc empêchait les habitants des Pays-Bas de se rendre dans ce royaume, et qu'il retenait environ cinquante navires qui appartenaient à des négociants de la Hollande, de la Frise et de l'Over-Yssel. L'armistice fut ensuite converti en une trêve de trois ans conclue à Bruxelles le 4 mai sous la médiation de Hambourg : elle assurait aux navigateurs des Pays-Bas la liberté du commerce dans le Sund. En demandant à l'empereur de ratifier la trêve, la reine disait que cette convention était le salut des provinces de Hollande, de Frise, d'Over-Yssel et de Groningue, qui ne pourraient exister sans commerce avec le Nord ¹.

Le 48 juin 1538, Charles-Quint et François I^{er} déposèrent également les armes à la suite de la trêve de dix ans conclue à Nice, par la médiation du pape Paul III. L'entrevue qui eut lieu dans le port d'Aigues-Mortes, un mois après, entre l'empereur et le roi, fit espérer que la trêve de Nice serait convertie en paix perpétuelle, et que les deux monarques uniraient désormais leurs forces pour chasser les Turcs de l'Europe. Mais cette détermination attristait la reine Marie parce qu'elle devait éloigner l'empereur des Pays-Bas. « Sans doute, disait-elle à son frère, votre intention est louable, mais vous ne devez pas hasarder votre personne, car ce sacrifice, au lieu d'être utile à la chrétienté, pourrait être cause de sa ruine, s'il vous arrivait malheur. » La veuve du vaincu de Mohacz croyait devoir présenter ces observations, parce qu'elle connaissait *par expérience* les forces des Turcs. Dans le même temps, elle conseillait à l'empereur de *tenir la Germanie pacifique*, en rassurant les luthériens et en s'efforçant de les gagner, sauf à suivre une autre politique lorsque les circonstances seraient plus favorables. « Il faut surtout empêcher, ajoutait-elle,

¹ Lettres de la reine Marie à l'empereur, du 12 février et du 29 mai 1537, dans LANZ, t. II, p. 273 et 276.

que les princes luthériens ne fassent obstacle à l'acquisition de la Gueldre. »

Plus prudente, à mesure qu'elle pouvait mieux apprécier la situation de l'Europe, elle pensait que les Pays-Bas n'avaient ni la volonté, ni la puissance de soutenir une nouvelle guerre pour renverser Christian III du trône de Danemark. Aussi insistait-elle sur la nécessité de prolonger la trêve de trois ans, parce que la cessation du commerce avec le Nord serait la ruine des Pays-Bas, principalement des provinces maritimes ¹.

La raison et l'expérience indiquaient à la reine Marie le véritable rôle qui convenait aux Pays-Bas, nation industrielle et commerciale. Les guerres de Charles-Quint épuisaient ses ressources; une neutralité-armée et vigilante pouvait seule affermir sa prospérité et la préserver peut-être d'un démembrement. Aussi, tout en ne se refusant point à seconder les projets de l'empereur, ne négligea-t-elle aucune occasion d'établir de bons rapports entre François I^{er} et les Pays-Bas. Pour sceller la réconciliation qu'elle avait provoquée, elle accepta avec un certain empressement, au mois d'août 1538, l'entrevue qui lui fut proposée par le roi de France. Charles-Quint lui écrivit, le 6 septembre, qu'elle avait bien fait d'accepter l'entrevue, mais que celle-ci ne devait pas avoir lieu trop loin des frontières, et qu'elle devait tâcher que le roi ne vint point dans les Pays-Bas. Du reste, elle ne devait rien dire dont on pût tirer parti; mais tout écouter et promettre d'en prévenir l'empereur ².

Les vues pacifiques de la reine Marie dénotaient la sagesse de son esprit et l'excellence de son jugement. Mais ce serait étrangement méconnaître l'illustre sœur de Charles-Quint que de voir en elle une femme préoccupée, avant tout, des joies paisibles du

¹ LANZ, I, II, p. 289 et 295.

² *Ib.*, p. 681.

foyer. Cette sage et prudente conseillère détestait l'oisiveté et n'aimait pas même le repos ¹. Au caractère ferme et décidé de l'empereur, elle joignait une activité que rien ne lassait. « C'est une femme qui tient beaucoup de l'homme, disait un ambassadeur vénitien, car elle pourvoit aux choses de la guerre, et elle en raisonne, ainsi que de la fortification des places, et de toutes les matières d'État ². » Ne se fiant pas aux rapports, elle voulait voir les choses par ses propres yeux. De même que son aïeule Isabelle la Catholique, elle montait à cheval pour passer les troupes en revue et visitait les places fortes. En 1537, elle avait parcouru la Flandre et la province de Namur; en 1538, elle visita l'Artois; pendant les deux années suivantes, elle se rendit dans le nord des Pays-Bas et dans le Luxembourg. Toutefois, sa résidence ordinaire était Bruxelles ou Malines. Encore, pour se livrer au plaisir de la chasse ou à la dévotion, faisait-elle des excursions fréquentes au château de Tervueren ainsi qu'aux abbayes de Groenendaël, de Sept-Fontaines et de Villers ³. Douée d'une grande force corporelle, elle avait pour la chasse la passion de Marie de Bourgogne, son autre aïeule. Dès que les affaires lui en laissaient le loisir, elle s'exerçait à monter à cheval et allait à la chasse. On l'avait rencontrée dirigeant son cheval au galop vers la ville de Tongres et en avant de sa suite, quoiqu'elle fût en selle depuis dix jours. Non-seulement, cette reine chasseresse lan-

¹ « Je ne sache créature en ce monde, vers qui l'oisiveté ait trouvé moins de recueil que vers elle, et qui, en répartissant le temps, en ait donné plus petite part au boire, au manger, au dormir, au reposer, qu'elle n'a fait. » RICHARDOT, *Sermon funèbre de la reine de Hongrie*, p. 24.

² *Relation* de Bernardo Navagero (1546), dans les *Monuments de la diplomatie vénitienne*, p. 87.

³ *Rapport sur les archives de l'ancienne chambre des comptes de Flandre, à Lille*, par GACHARD, p. 259-263. (Extraits des itinéraires de la reine Marie.)

çait l'épieu avec adresse et vigueur au sanglier ou au cerf, mais elle présidait elle-même à la curée, après avoir saigné la bête selon les règles ¹. « De longtemps, dit un ambassadeur vénitien, il n'y a peut-être pas eu de femme qui l'ait surpassée, surtout pour son habileté dans l'équitation. Un jour elle en fournit, entre autres, une preuve au roi François I^{er}, qui en fut tout émerveillé. Comme ils chevauchaient ensemble, le roi, voulant lui donner la droite, longea de très-près un fossé pour l'empêcher ainsi de se placer à sa gauche. La reine alors piqua son cheval, lui fit franchir le fossé, qui était très-large, et chevaucha sur les champs, de manière que le roi resta à sa droite. Mais le monarque fit cesser, en cédant, l'incommodité que la reine en éprouvait ². »

Le souvenir de la *reine chasseresse* serait demeuré plus populaire dans les provinces, qu'elle sut défendre avec tant de

¹ « ... She was, even in that age of manly women, remarkable for her intrepid spirit and her iron frame. To much of the bodily strength of her Polish ancestress, Cymburgis of the hammer-fist, she united the cool head and the strong will of her brother Charles. Hunting and hawking she loved like Mary of Burgundy, and her horsemanship must have delighted the knightly heart of her grandsire Maximilian. Not only could she bring down her deer with unerring aim, but tacking up her sleeves, and drawing her knife, she would cut the animal's throat, and rip up its belly in as good style of the best of the royal foresters.... Roger Ascham, meeting the sporting dowager as she galloped into Tongres, far ahead of her suite, although it was her tenth day the saddle, recorded the fact in his notebook, with a remark which briefly summed up the popular opinion of her character. « She is, » says he, « a virago; she is never so well as when she is flinging on horseback and hunting all the night long. » W. STIRLING, *the Cloister life of the emperor Charles the fifth* (3^e édition), p. 49 et 20, d'après des documents contemporains.

² *Relation* de Marino Cavalli (1551), dans les *Monuments de la diplomatie vénitienne*, p. 104.

vaillance, si, pour subvenir aux guerres interminables de cette époque, Marie de Hongrie n'avait dû pressurer, et, à certains égards, épuiser le pays. Ce fut sur leur gouvernante que les peuples firent retomber la responsabilité des impôts nouveaux, des emprunts et des autres expédients rendus nécessaires par une situation toujours grave et souvent pleine de périls. Les Gantois, surtout, allaient bientôt attribuer tous leurs malheurs à l'énergique lieutenant de Charles-Quint.



CHAPITRE III.

(1539-1540.)

Invasion de l'Artois, en 1537. — Les états généraux, convoqués par la reine Marie, votent des subsides considérables pour renforcer l'armée nationale. — Part contributive de la Flandre accordée par trois *membres* de cette province et refusée par les Gantois qui offrent de mettre leurs milices en campagne. — L'accord, d'abord accepté par la gouvernante, devient la cause d'un grave conflit par suite de nouvelles prétentions. — Vaines tentatives des autres districts pour mettre un terme à ce différend. — Charles-Quint enjoint aux Gantois de se soumettre. — Attitude plus ferme du gouvernement après la conclusion de la trêve de Nice. — Députation envoyée à Marie de Hongrie, alors en France; la reine lui enjoint de ne pas dépasser la frontière. — Elle reçoit les députés à Beaumont; sa réponse. — Résolutions prises à Gand, le 8 juillet 1539, dans une assemblée générale de la commune; prépondérance de l'élément démocratique. — Troubles à l'occasion de l'élection des doyens des métiers. — Proscription des échevins de 1536. — Les *Creasers*. — Vues audacieuses de cette faction démagogique. — Exécution de Liévin Pyen. — Lacération d'un diplôme de 1515. — Les doctrines des anabaptistes dominent dans la populace. — Projet de former à Gand une république fondée sur le communisme. — La reine Marie contrainte d'autoriser l'élection de nouveaux échevins; sa protestation secrète. — Charles-Quint charge le comte du Rœulx de faire à Gand une dernière tentative de conciliation; insuccès de cette mission. — Audace croissante des démagogues. — Charles-Quint prend la résolution de se rendre lui-même à Gand pour dompter la révolte. — Motifs qui le décident pour la route de France. — Garanties qui lui sont données par François I^{er}. — Incidents du voyage de Charles-Quint à travers la France. — Les Gantois envoient une députation à Valenciennes; accueil sévère de l'empereur. — Il arrive à Gand à la tête de forces imposantes et avec un cortège magnifique. —

Arrestation des principaux auteurs des troubles. — Procès fait à la commune. — Exécution de neuf chefs ou complices de la sédition. — Construction d'une citadelle. — Les échevins et les notables implorent la miséricorde de Charles-Quint ; inflexibilité de l'empereur. — Réponse plus modérée de la reine de Hongrie. — Sentence du 29 avril 1540 qui change l'organisation communale de Gand. — La *concession Caroline*. — Amende honorable accomplie par les Gantois.



Lorsque les Français eurent envahi l'Artois en 1537, la régente des Pays-Bas dut recourir encore une fois aux états généraux. Le péril étant manifeste et les nécessités de la guerre pressantes, elle demanda un nouveau subside de 1,200,000 florins, nécessaire pour organiser promptement une armée de trente mille hommes et l'entretenir pendant six mois. L'assemblée eut lieu le 24 mars 1537, dans la galerie neuve du palais de Bruxelles, en présence de la reine régente, du cardinal évêque de Liège et des principaux personnages de l'État. Le membre du conseil privé, qui fit la proposition de subside, rappela aux députés que, lorsque l'empereur prit congé d'eux en 1531, ils promirent d'obéir à la reine, sa sœur, et de s'aider les uns les autres. Il ajouta que le moment était venu d'exposer le moins pour garder le plus ; que, à cause de l'imminence du danger, la reine les avait convoqués, quoique ce ne fût point la coutume, avec charge de conclure ; que, si l'on ne pourvoyait point promptement aux desseins de l'ennemi, le pays en recevrait d'irréparables dommages, outre la honte qui en rejaillirait sur lui ; que la reine, pour ne point encourir le reproche de négligence, avait augmenté l'armée d'un certain nombre de gens de pied, mais que cela ne suffisait pas. Dans cette grave conjoncture, la reine Marie, prenant elle-même la parole, remontra ensuite aux états qu'elle

s'était chargée de la régence du pays pour faire service à l'empereur; que, à son entrée au gouvernement, elle avait trouvé de grandes dettes, dont elle avait cherché à amener l'amortissement autant que cela lui avait été possible; enfin, que la guerre exigeait tant de dépenses que les domaines du prince n'y pouvaient plus suffire. Elle conclut en réclamant une assistance prompte et efficace. Les députés, s'étant réunis de nouveau le 25, à l'hôtel de ville, les états de Brabant déclarèrent qu'ils étaient prêts à s'employer, corps et biens, pour le service de l'empereur, ainsi que pour l'assistance des autres pays, et ils exhortèrent chacun à suivre cet exemple. Les mêmes témoignages de zèle et de dévouement furent donnés par les représentants des autres provinces. Ceux de la Flandre seuls répondirent n'avoir d'autre charge que d'ouïr la demande de la reine et de la rapporter à leurs commettants ¹.

La part contributive de la Flandre avait été fixée à 400,000 florins. Trois *membres* (quartiers ou districts) de cette importante province, Ypres, Bruges et le Franc accordèrent leur contingent; le quatrième *membre*, dont Gand était le chef-lieu, refusa de s'associer à ce vote. Les rentiers ou bourgeois proprement dits opposèrent un refus absolu; les tisserands et les cinquante-deux petits métiers, s'appuyant sur un privilège contesté de Marie de Bourgogne et subordonnant les intérêts généraux du pays aux intérêts et aux prérogatives d'une seule commune, déclarèrent que, si l'empereur avait absolument besoin de gens de guerre, ils étaient disposés à le servir par leurs milices et à les entretenir, selon l'ancienne coutume. Cette offre de la majorité fut transmise à la reine régente ².

¹ *Des anciennes Assemblées nationales de la Belgique*, § II.

² L'organisation de la commune gantoise a été très-clairement exposée par M. Borgnet : « La population, dit-il, était répartie en trois catégories

Par un acte du 24 avril 1537, la gouvernante accepta l'accord des états de Flandre, tel qu'il avait été stipulé, c'est-à-dire le paiement en numéraire voté par trois *membres* et l'assistance en gens de guerre proposée par l'autre. Quoique la reine se fût montrée médiocrement satisfaite de cette dernière prétention, elle permit cependant de faire battre le tambour pour enrôler ceux qui voudraient servir ; elle proclama même qu'ils avaient tous agi en bons et loyaux sujets, qu'elle leur savait gré à tous de leur bonne volonté et qu'elle avertirait l'empereur de leur bon devoir¹.

Quelques villes et villages du quartier de Gand avaient suivi l'exemple donné par les trois autres membres de la Flandre et payé leur part en numéraire. Les Gantois, persistant dans leur décision, annoncèrent qu'ils puniraient ceux de leur quartier qui se sépareraient d'eux ; et cette menace suffit pour intimider les

ou membres : les rentiers, *poorters* ou bourgeois par excellence ; les tisserands, métier aristocratique, formant, comme dans les villes de Brabant, une classe intermédiaire entre le patriciat et la plèbe et divisés en vingt-sept *uyken* ou quartiers ; puis les cinquante-deux petits métiers. Quand la commune avait à prendre une décision, chacun des trois membres délibérait en particulier, et le résultat de cette délibération, transmis à une assemblée centrale, servait à former une résolution définitive ou *Collace*, nom qui désignait aussi l'assemblée même. » *Insurrection des Gantois contre Charles-Quint* (Liège, 1852, in-8° de 52 pages), pp. 8-9.

¹ L'acte d'acceptation est inséré dans le *Discours des troubles advenus en la ville de Gand*, qui fait partie des *Analecta belgica* de HOYNCK VAN PAPENDRECHT, t. III, partie 2, pp. 283-285. La réponse de la reine aux députés de Gand, datée du même jour, et où se trouvent ses objections contre la levée de volontaires, a été insérée par M. GACHARD, p. 559 de l'important appendice à la *Relation des troubles de Gand sous Charles-Quint*, par un contemporain. Cet ouvrage forme un des volumes les plus intéressants de la collection des *Chroniques belges inédites*. Voir notre analyse de ce précieux recueil dans la *Revue nationale*, t. XVI, pp. 174-186.

villages ou bourgs disposés à payer l'impôt en argent. Mais alors le gouvernement prétendit, de son côté, que les états de Flandre, quoique composés de quatre membres, pouvaient voter les aides à la majorité de trois voix contre une, et obliger ainsi la minorité à souscrire aux demandes du souverain. Pour mettre néanmoins un terme à ce conflit, la gouvernante fit proposer à l'échevinage de réduire de moitié la somme exigible des Gantois ¹. Lorsque cette démarche conciliante eut été repoussée avec hauteur, et que les échevins eurent même refusé de délibérer sur l'offre de la reine, le gouvernement prit enfin la résolution de faire *procéder par exécution contre ceux qui refusaient de payer leur part en numéraire*. Pour empêcher ces violences, les Gantois envoyèrent leur pensionnaire Liévin Blomme à Bruges, où il présenta requête à la reine, le 8 août 1537. Les opposants s'appuyaient sur un privilège de Marie de Bourgogne de 1476, en vertu duquel avait prévalu l'usage que le consentement de la majorité ne pouvait engager la minorité *en la contribution d'aucunes aides, subventions ou impositions*. Ils demandaient l'élargissement de ceux qui avaient été arrêtés comme récalcitrants et *surséance à toute exécution ultérieure*. Après avoir présenté cette requête, le pensionnaire ajouta, en tremblant, qu'il avait charge de ses maîtres de déclarer que si la reine ne voulait pas leur donner satisfaction, les Gantois étaient disposés à envoyer des députés auprès de l'empereur. La régente répondit, le 9, que les suppliants pouvaient se pourvoir en justice contre les exécutions dont ils se plaignaient, et qu'elle ne s'opposait pas non plus au recours devant l'empereur, à qui elle envoya bientôt elle-même le D^r Schorre, membre du conseil privé.

¹ Cette offre était comprise dans les instructions des S^{rs} de Herbais et Cornille Scepperus, que la gouvernante envoya à Gand le 15 juillet 1537. Appendice à la *Relation des troubles de Gand*, pp. 185-187.

Mécontents de cette réponse, les Gantois s'adressèrent aux trois autres *membres* de Flandre pour leur exposer que les exécutions ordonnées par le gouvernement leur étaient également préjudiciables et pour les requérir de leur prêter assistance, parce qu'ils devaient être d'une même opinion lorsqu'il s'agissait de défendre les privilèges du pays. Avertie de cette démarche, la gouvernante manda près d'elle des députés des quartiers obéissants et leur fit communiquer la requête des Gantois ainsi que sa réponse; elle ajouta qu'il n'appartenait pas aux sujets seulement d'interpréter les privilèges dont ils étaient redevables aux princes, et que, d'autre part, si les Gantois réussissaient à faire prévaloir des prétentions inopportunes, les autres quartiers regretteraient d'avoir payé leur quote-part, voudraient en être également exemptés et pourraient, par cette conduite, entraîner la ruine de l'État. Toujours dans le but d'éviter une coalition entre les quatre quartiers de la Flandre, la gouvernante désigna le chef du conseil privé (Jean Carondelet, archevêque de Palerme), un membre de ce conseil et le chancelier de la Toison d'or pour conférer avec les députés des districts obéissants.

Dans ces conférences, on insista surtout sur l'inefficacité du privilège invoqué par les Gantois, attendu qu'il avait été annulé par un autre acte de 1485. Cependant les députés de toute la Flandre présentèrent, le 24 septembre, une nouvelle requête à la reine pour la prier de tenir en surséance les exécutions et de relâcher les prisonniers, du moins jusqu'à ce que l'empereur, en connaissance de cause, en eût autrement ordonné. La gouvernante accorda cette demande, mais sans préjudice du droit de l'empereur, et pour l'espace de trois mois, pendant lequel le procès sur le différend serait présenté au grand conseil de Malines ou au conseil privé, suivant le choix des Gantois: et de quatre mois, s'ils aimaient mieux s'en rapporter à la décision de l'empereur. Le 2 décembre, les quatre *membres* présentèrent

une nouvelle requête pour obtenir que la surséance des exécutions et l'élargissement des prisonniers fussent immédiats, concessions auxquelles la gouvernante ne voulait se prêter que lorsque les Gantois auraient pris une détermination. Du reste, le même jour, la reine maintint sa première décision. Les trois autres *membres* s'étant alors séparés des Gantois, ceux-ci présentèrent, le 8 décembre, une nouvelle requête pour demander la surséance préalable des exécutions et l'élargissement des prisonniers; ils promettaient de faire examiner par *Collace* et autrement la conduite à tenir en cette matière, d'une si grande importance, à cause des suites qu'elle pouvait avoir et dont on rejeterait sur eux la responsabilité. La reine ayant persisté dans sa résolution, les Gantois se portèrent devant notaire appelants de l'exécution, le 31 décembre. L'appel fut signifié à la reine, qui en référa au grand conseil de Malines. Cette haute cour déclara que le recours, présenté en cette forme, était nul, et cette décision fut encore ratifiée par la gouvernante.

L'empereur intervint enfin lui-même; le 31 janvier 1538, il écrivit de Barcelone aux magistrats de Gand et au procureur général. Aux premiers, il enjoignit de consigner en espèces leur quote-part des 400,000 florins, promettant de les leur restituer plus tard, dans le cas où leur appel serait jugé recevable et ses motifs fondés; au second, il enjoignit de poursuivre le recouvrement du subside, nonobstant l'appel, et d'y contraindre les habitants par tous les moyens en son pouvoir. Le conseiller Schorre, parti d'Espagne avec ces lettres, vint les communiquer au magistrat de Gand, le 25 avril. Après avoir exécuté sa commission, comme il se levait pour sortir de la chambre échevinale, le pensionnaire Liévin Blomme lui fit remarquer que, dans sa communication, il avait prétendu que les Gantois étaient les seuls qui n'eussent pas voulu assister l'empereur et ses États en l'extrême péril où les avait réduits l'invasion des Français. Il

repoussa ce reproche immérité : « car ceux de Gand, objecta-t-il, avaient présenté assistance *par le grand étendard*, et si chacun eût fait comme eux, l'empereur eût très-bien été servi. » Le conseiller garda le silence, quoiqu'il eût pu objecter que l'obstination des Gantois avait empêché la prise de Théroouanne.

Mais des ménagements étaient encore nécessaires. Au mois de mai, il fallut solliciter une *aide* nouvelle du pays de Flandre. Cette demande pouvait compliquer les difficultés antérieures, et tout faisait d'ailleurs présager, de la part des Gantois, un nouveau refus. Pour ne pas s'y exposer, le gouvernement consentit à surseoir aux exécutions et à élargir les prisonniers, sous condition qu'ils retourneraient en prison endéans les trois mois ou lorsqu'ils en recevraient l'ordre du grand conseil de Malines, les parties outes. Mais si l'on s'abstint d'inquiéter les habitants de la ville de Gand et les hommes du fief du *Vieux-Bourg*, l'aide ancienne fut rigoureusement exigée dans les districts éloignés, dans le pays de Waes et dans les *Quatre Métiers*. Les exigences du gouvernement devinrent même plus sévères et plus pressantes après la conclusion de la trêve de dix années, conclue à Nice, le 18 juin 1538, entre Charles-Quint et François I^{er}. Les instructions secrètes enjoignaient cependant de ménager encore la capitale de la Flandre jusqu'à ce que les huissiers eussent fait leur devoir partout ailleurs. Les habitants des campagnes affluèrent alors dans les villes, où ils contribuèrent à augmenter l'agitation en répandant les nouvelles les plus alarmantes.

Au mois d'octobre, tandis que Marie de Hongrie se trouvait en France, où elle était allée visiter sa sœur Éléonore, les Gantois députèrent vers elle douze personnes pour lui exposer les plaintes des petites communes. On soupçonna que cette démarche tendait surtout à obtenir un appui à la cour de François I^{er}. Aussi la régente envoya-t-elle au devant des députés un messenger pour leur intimer l'ordre d'attendre son retour, et elle rentra

dans les Pays-Bas avant que les représentants de Gand eussent franchi la frontière. Elle les reçut à Beaumont. Les députés lui remirent une nouvelle requête, par laquelle ils sollicitaient un répit de huit mois, pour que la commune eût le temps de s'adresser directement à l'empereur et de connaître sa résolution. La reine garda cette requête jusqu'à son retour à Bruxelles. Après de mûres délibérations en conseil, elle répondit enfin, le 7 novembre, qu'elle ne pouvait différer l'exécution des ordres de l'empereur; qu'elle se plaisait donc à croire que les suppliants se comporteraient en bons sujets; que, de son côté, elle ne voulait point procéder par rigueur, mais par voie de justice, et qu'elle aurait égard à la pauvreté et à l'insolvabilité des débiteurs de l'État¹. L'opposition faiblit alors dans le quartier de Gand; mais lorsque les huissiers se présentèrent devant le Vieux-Bourg, ils y rencontrèrent une résistance invincible.

Cependant on approchait de l'époque fixée pour le renouvellement annuel des vingt-six échevins et des doyens des métiers²; il fallait aussi mettre à ferme les accises de la ville, pour l'année suivante, afin de ne pas entraver l'administration. Au mois de juillet 1539, le magistrat, craignant que la commune ne voulût s'opposer à cette mise à ferme, envoya une nouvelle députation à la gouvernante, qui se trouvait alors à Bois-le-Duc. Cette députation devait lui faire connaître la situation difficile de la magistrature communale, en présence des dernières résolutions prises en *Collace*, le 8 juillet, et où de nouvelles dissidences s'étaient manifestées, entre les bourgeois d'une part, les tisserands et les petits métiers, de l'autre. Ceux-ci avaient fait prévaloir l'opinion qu'il ne fallait mettre à ferme ni les accises ni les autres impôts,

¹ *Discours sur les troubles advenus en la ville de Gand*, pp. 340-342.

² Les vingt-six échevins de Gand étaient partagés en deux collèges ou *bancs*: celui de la *Keure* et celui des *Parchons*.

tant qu'on n'aurait pas exécuté la résolution de la dernière assemblée générale ; ils voulaient aussi que les privilèges de la ville fussent imprimés en bon et plat flamand , de même que la paix de Cadsand , et que les paysans fussent défendus contre les huissiers du gouvernement ; ils exigeaient en outre qu'on fit connaître , par noms et prénoms , ceux qui avaient imposé le pays sans l'aveu de la commune. Les députés , après avoir communiqué ces résolutions à la reine , demandèrent de nouveau la surséance des exécutions jusqu'à la venue de l'empereur. Mais la gouvernante fut inflexible.

Au retour de la députation , la haute bourgeoisie essaya encore d'obtenir la mise à ferme des impôts , suivant la forme accoutumée. Mais , de leur côté , les métiers persistèrent dans leur résolution du 8 juillet.

Le 15 août , l'échevinage fut renouvelé sans trouble et , selon la législation en vigueur , par huit commissaires ou *éliseurs* , dont quatre désignés par le gouvernement et quatre par la commune. Mais l'élection des doyens des métiers fut comme le signal de l'insurrection. D'après la paix de Cadsand , les artisans étaient tenus de présenter à l'échevinage trois notables de chaque métier , entre lesquels on choisissait le nouveau doyen. Les métiers refusèrent de se conformer à cet usage , malgré les exhortations du grand bailli et des échevins. En outre , ils insistèrent de nouveau sur la nécessité de suspendre les impôts et réclamèrent l'emprisonnement des magistrats de 1536 , qu'ils accusaient surtout d'avoir dénaturé la résolution de la *Collace* au sujet du subside de 400,000 florins. Ne pouvant sauver leurs prédécesseurs d'une information judiciaire , les nouveaux échevins eurent soin de les faire prévenir en secret. La plupart profitèrent de cet avis et quittèrent la ville ; mais six d'entre eux , méprisant l'accusation , eurent le courage d'en braver les dangers. Ils furent arrêtés par l'ordre des métiers. L'échevinage ayant fait un appel à la bourgeoisie ,

pour empêcher d'autres violences, vingt-cinq notables seulement répondirent à son invitation, et cette tentative de résistance n'eut d'autre effet que de porter au comble l'exaspération des démocrates. Le peuple s'attroupa, dit un annaliste, les métiers prirent les armes, gardèrent les portes de la ville, les prisons, les carrefours ; firent suspendre les fonctionnaires suspects, surveiller les bourgeois, et décréter les saisies, l'emprisonnement, la confiscation¹. Une assemblée de la *Collace*, tenue le 22 août, demanda que l'on fermât les issues par lesquelles on pourrait conduire le blé à la mer ; que l'on cherchât l'artillerie à Bruges et à Gavre ; que l'on approfondît les fossés de la ville ; que l'on déployât le grand étendard de la commune ; enfin que, selon les anciens privilèges, défense fût faite aux cloîtres et aux paysans de faire métier ou négoce dans un rayon de trois lieues autour de la cité.

L'éloignement de Charles-Quint et l'indécision du gouvernement avaient d'abord encouragé la haute bourgeoisie ; maintenant elle était dépassée par un parti extrême, dont les membres portaient le nom de *Creesers*². On citait, comme étant particulièrement affiliés à cette faction démagogique : les métiers des meuniers, des tapissiers, des bateliers, des *cordewanniers*, des maréchaux-ferrants et des constructeurs de navires. S'ils ne renversèrent pas complètement le pouvoir de Charles-Quint en Flandre, c'est que leurs moyens d'action n'étaient pas proportionnés à l'étendue de leurs projets ; c'est que, d'un autre côté, ils ne purent compter sur une diversion de la France, François et Charles s'étant réconciliés dans l'entrevue d'Aigues-Mortes. Les métiers avaient donc suspendu la levée des impôts et fortifié la

¹ *Insurrection des Gantois sous Charles-Quint*, par STEUR ; extrait du recueil des *Mémoires couronnés de l'Académie des sciences et belles-lettres de Bruxelles*, pp. 45-47.

² D'après l'interprétation qui a le plus de fondement, *Creeser* signifiait mutin, *muytmaeker*.

commune, Des capitaines avaient été élus, les hommes en état de porter les armes divisés par *connétablies*, et des députés envoyés aux autres villes de Flandre pour les engager à se joindre à la commune insurgée. L'alliance fut acceptée par plusieurs villes et bourgades, principalement par Courtrai et Audenarde.

Parmi les anciens magistrats, déjà arrêtés, se trouvait un vieillard de soixante-quinze ans, Liévin Pien ou Pyen. Cet homme, blanchi dans les fonctions communales, est appliqué trois fois à la torture, en présence des délégués des cinquante-trois métiers et des membres de la *loi* obligés, sous peine de mort, d'assister à cet affreux spectacle. Pendant que le bourreau brisait les membres du vieillard, les plus exaltés criaient : « Tournez « encoires ung tour, et estriquiez bien ce méchant qui nous a « ainsi desrobé et mangié les biens de la ville, et aussy faict et « allé à l'encontre de nos privilèges. » Le 28 août, l'échevinage, intimidé par les démagogues, eut l'insigne lâcheté de prononcer une sentence de mort contre Liévin Pien, sous prétexte qu'il avait fait à la gouvernante un rapport inexact sur l'affaire de l'aide, qu'il avait dérobé des matériaux de la ville pour bâtir sa maison, enfin qu'il avait violé le *secret de la ville*, c'est-à-dire, soustrait d'anciennes chartes. Le malheureux vieillard, victime de cette furieuse réaction, fut transporté, le 30 août, sur un échafaud dressé en face du S'Gravensteen. Quoique brisé par la torture, il montrait une grande énergie; avant de livrer sa tête au bourreau, il dit au peuple : « Enfants, je sçay bien que, aus- « silôt que vous aurez vu mon sang, et en dedans brief temps « après, que serez dollens de ce que faites présentement et me « regretterez, mais il sera trop tard ¹. » D'autres prisonniers furent également torturés, et l'un d'entre eux, Jehan Van Waesberghe, ne survécut pas à ses souffrances.

¹ *Relation des troubles*, p. 45.

Les *Creesers* s'attaquèrent ensuite à l'autorité souveraine. En 1515, Charles, en sa qualité de comte de Flandre, avait rendu un décret pour assurer l'exécution du traité de Cadsand, par lequel Maximilien, son aïeul, s'était proposé de mettre fin à la prépondérance redoutable et parfois injuste que la ville de Gand exerçait sur son district. Le décret de 1515 étant écrit sur parchemin, les factieux l'appelaient par dérision *calfvel* (peau de veau). Encouragés par la honteuse condescendance des bourgeois et des échevins, les métiers, au lieu de déposer les armes et de reprendre leurs occupations, comme le demandait le premier *membre* de la commune, mirent pour condition à leur retraite la lacération du diplôme de 1515. Après avoir d'abord résisté à cette prétention audacieuse, l'échevinage consentit à convoquer une nouvelle *Collace*, qui se réunit le 2 septembre. Les bourgeois, rassemblés dans le cloître des jacobins, s'apprétaient à délibérer lorsque quatre ou cinq compagnons pauvres, qui n'appartenaient à aucun métier, se présentèrent pour voter avec eux, sous prétexte qu'ils étaient ces propriétaires d'héritages (*adhérités*) dont l'agrégation au premier *membre* de la commune avait été décidée le 22 août. Les bourgeois, dominés par ces hommes résolus, n'osèrent plus protester ouvertement contre l'acte de rébellion que le parti extrême exigeait. La lacération du diplôme de 1515, des poursuites contre les échevins de cette année encore vivants, l'ajournement de la mise à ferme des impôts jusqu'à l'époque où la commune aurait obtenu ce qu'elle demandait, les trois membres votèrent et décrétèrent tout, sans opposition. Les bourgeois, dans leur frayeur, proposèrent même la lacération de la paix de Cadsand; mais les métiers et les tisserands ne voulurent pas aller si loin ¹. Du reste, les décisions audacieuses de la *Collace* furent exécutées le jour même.

¹ BORGNET, *Insurrection des Gantois contre Charles-Quint*, pp. 25-28.

Le décret de 1515 fut placé sur un bureau dans la maison échevinale; et, en présence de la *loi*, des doyens des métiers, des bourgeois, du peuple, on outragea l'autorité du prince. Le grand doyen des métiers, le doyen des tisserands, le premier échevin de la *keure* et le premier échevin des *parchons* déchirèrent successivement avec un couteau l'ordonnance proscrite; elle fut ensuite remise au peuple et lacérée en mille fragments, que les factieux attachèrent, en signe de ralliement, à leurs chapeaux. Quant à la lacération de la paix de Cadsand, réclamée par les exaltés, après avoir été proposée par la bourgeoisie, on n'y donna pas suite; mais on adopta une nouvelle formule de serment qui ne mentionnait plus ce traité, si impopulaire à Gand.

Ces derniers actes, auxquels les bourgeois avaient participé par contrainte et par faiblesse, déterminèrent enfin la scission qui se préparait depuis quelque temps. Les *Creasers* devinrent le parti dominant et prirent aussitôt des mesures énergiques contre les marchands et les officiers du prince qui abandonnaient une ville livrée à l'anarchie. Leurs biens furent confisqués. Comme le grand doyen des métiers (Jean de Block) avait aussi émigré, on le remplaça provisoirement par Liévin Ebscap, marchand de bois et maître charpentier, l'un des chefs du parti extrême. L'audace de cette faction devenait chaque jour plus grande. Bien que la magistrature communale eût docilement obéi aux *Creasers*, condamné à mort Liévin Pien et déchiré le *calfel*, elle représentait en réalité la bourgeoisie, on lui reprocha sa modération, et elle fut condamnée. Le 17 septembre, une *Collace* demanda le remplacement des échevins du collége de la *Keure*, et, le 19, des députés des trois membres de la commune allèrent transmettre ce vœu à la reine Marie.

La gouvernante, après avoir vainement essayé de repousser ces nouvelles prétentions, dut se résigner. Elle n'avait point les forces nécessaires pour comprimer la sédition qui s'était déclarée à Gand,

et on pouvait craindre qu'une résistance ouverte, mais incomplète et inefficace, ne déterminât une révolte dans toute la Flandre et dans les provinces voisines. Des étrangers, croyait-on, se seraient joints aux Flamands pour piller les églises et les abbayes, les nobles et les riches ; car tous auraient été unis par le même désir : assurer le triomphe du luthéranisme, anéantir la religion catholique, établir une république où *toutes choses seraient communes* ¹. La capitale de la Flandre était, en ces circonstances, assez puissante pour tenir le gouvernement en échec. Un annaliste contemporain disait de Gand que ce n'était point une ville mais un pays, tant était considérable le nombre des maisons, des hôtels, des édifices, des cloîtres, des chapelles, des hôpitaux. Sous le rapport de l'étendue, Gand pouvait alors rivaliser avec Rome et Milan : elle avait plus de trois lieues de circuit. La cité était riche, industrielle. Le peuple, fier de ses libertés, rappelait avec orgueil les luttes si nombreuses que cette grande et redoutable commune avait soutenues contre les anciens comtes de Flandre.

La gouvernante avait envoyé à Gand Adolphe de Bourgogne, seigneur de Beveren, le président du grand conseil de Malines et le seigneur de Liedekerke, chargés secrètement de traiter avec les doyens des métiers et les membres les plus influents de la commune ; mais ces négociations ayant été divulguées, le peuple s'irrita et menaça de retenir les envoyés de la reine comme otages si l'on ne procédait incontinent à l'élection d'un nouveau magistrat. Pour ne pas mettre en danger les jours de ses députés, la reine consentit, le 26 septembre au soir, à signer la commission dont ils avaient besoin pour procéder à l'élection ; mais non contente de faire dresser un acte de protestation en présence des membres du gouvernement, elle fit sceller en sa présence la commission qu'elle envoyait à ses députés, après

¹ *Relation des troubles de Gand*, p. 23.

avoir écrit de sa main sous la cire : « *Par force, et pour éviter plus grand mal ay consenti cette commission.* MARIE ¹. » Les nouveaux échevins, nommés le magistrat des *Creesers*, furent installés, après avoir prêté un serment, dans lequel il n'était plus fait mention de la paix de Cadsand ni du décret de 1515. Mais ces grandes concessions ne satisfirent pas encore les chefs des mutins : ils avaient la prétention de faire de Gand une commune indépendante, non sujette à aucun prince, comme il y en avait plusieurs en Allemagne et en Italie ².

Non-seulement la régente des Pays-Bas informait Charles-Quint, dans une correspondance régulière, de tous les incidents de l'insurrection des Gantois, mais elle avait de plus envoyé à Madrid Adrien de Croy, comte du Rœulx, gouverneur et capitaine général de l'Artois, avec la mission spéciale de fournir à l'empereur tous les renseignements nécessaires sur les troubles de la Flandre. Charles chargea le comte du Rœulx de faire un dernier effort auprès des Gantois pour les apaiser.

Ce personnage dut accepter une mission qui pouvait devenir périlleuse. A son arrivée dans les Pays-Bas, il chercha d'abord à s'enquérir de la situation réelle de la commune insurgée et eut une entrevue avec le grand bailli de Gand, qui était sorti secrètement de cette ville, déguisé en domestique et non sans risque pour sa vie, s'il avait été découvert. Après cette conférence, le comte du Rœulx entra à Gand le 31 octobre, parut devant la *Collace*, rappela aux habitants la puissance de l'empereur et la reconnaissance qu'ils lui devaient pour les avoir affranchis de la juridiction du parlement de Paris ; puis il exigea que la commune déposât les armes, qu'elle s'abstînt d'intervenir dans l'exercice de la justice criminelle et que les accises fussent immédiate-

¹ *Discours des troubles*, p. 432.

² *Relation des troubles*, p. 26.

ment rétablies. En cas de refus, il les menaçait de la venue prochaine du plus redoutable potentat de la chrétienté.

La bourgeoisie se montrait disposée à seconder le comte du Rœulx. Mais les *Creasers* ne voulaient ni s'humilier ni renoncer à leur pouvoir ; ils supposaient d'ailleurs que les Turcs et les luthériens empêcheraient bien l'empereur d'intervenir personnellement dans leurs débats.

Il y avait, au reste, diverses opinions dans la bourgeoisie et le peuple. Les uns voulaient contraindre le comte du Rœulx d'être leur gouverneur et lui donner des hallegardiens pour qu'il les dirigeât comme ils l'entendraient ; les autres voulaient le prier d'accepter le gouvernement et de rester avec eux jusqu'à l'arrivée de l'empereur ; d'autres encore rejetaient ces propositions, proféraient des menaces et poussaient leur cri de ralliement : *Cres, cres, crescat, crescat* ¹.

La populace gantoise, grossie par une tourbe de vagabonds et de repris de justice accourus de tous les points du comté, était alors sous l'influence des plus détestables passions. Les pauvres apostrophaient rudement les riches dans les rues : « Passez
« oultre ! leur criait-on, le temps viendra bientôt que nous pos-
« séderons de vos richesses à notre tour, car vous en avez assez
« possédé, et vous posséderez de nos pauvretés à votre tour ;
« vous saurez ce que c'est d'icelles et nous saurons ce que c'est
« de vos richesses, et nous porterons vos belles robes et vous
« porterez les nôtres, qui sont bien laides et de petite valeur ». » Les haines religieuses se mêlaient aux convoitises de la populace ; non-seulement Laurent Claes, chef des *Creasers*, et ses principaux adhérents professaient les doctrines luthériennes, mais ils étaient eux-mêmes débordés par les anabaptistes, qui

¹ *Discours des troubles*, p. 480.

² *Relation des troubles*, p. 37.

poussaient à la spoliation des riches et à la fondation d'un nouveau Munster. Déjà les portes des couvents avaient été brisées à coups de haches ; on voulait préluder ainsi au saccagement de la ville entière. Le 4 novembre était le jour fixé pour l'exécution de ce complot : les exaltés et les pauvres devaient piller tous les riches, tant ecclésiastiques que séculiers, et se faire seigneurs de la ville. On devait en même temps se rendre maître du comte du Rœulx et s'emparer de l'hôtel des échevins. Mais cette conspiration fut heureusement éventée. Les nobles, les ecclésiastiques et les bourgeois, aidés de quelques-uns des métiers, prirent les armes et se rendirent, avec leur artillerie, au couvent des frères prêcheurs ; à quelques pas de là, se réunissaient, près de la maison des tissérands, les factieux et les pillards ; des religieux se jetèrent entre les deux partis et réussirent à calmer les adhérents des *Creesers*, déjà intimidés d'ailleurs par l'attitude de la bourgeoisie, rendue plus énergique par la crainte de perdre ses biens ¹.

Le 6, d'après les propositions du comte du Rœulx, on prit en *Collace* les décisions suivantes : qu'on mettrait accise sur le vin et forte cervoise, mais moindre que l'ancienne ; que la justice pourrait agir librement à l'égard des prisonniers ; que les métiers déposeraient les armes et que tous les artisans reprendraient leurs travaux. On refusa de sceller un contrat portant que les trois membres de la commune resteraient unis, qu'ils ne pourraient rien traiter avec l'empereur que de commun accord, et qu'ils promettaient de vivre et de mourir ensemble. Mais la bourgeoisie ne tarda point à faiblir de nouveau. Une *Collace* tenue le 8 défit ce qu'avait fait celle du 6, et le lendemain le comte du Rœulx quitta la ville, après avoir couru des dangers personnels ².

En annonçant l'arrivée prochaine de l'empereur, le comte du

¹ *Relation des troubles*, p. 34 et suiv.

² BORGNET, *oper. cit.*, p. 44.

Rœulx n'avait pas adressé une vaine menace aux Gantois. Depuis plusieurs mois, Charles avait pris la résolution de revenir dans les Pays-Bas, autant pour dompter la rébellion de la plus puissante commune de Flandre que pour s'opposer aux progrès des luthériens et surtout des sectes dont le communisme était le but final. On a prétendu aussi qu'il nourrissait le projet de substituer aux privilèges, qui assuraient l'indépendance à chacune des provinces des Pays-Bas, un gouvernement absolu, fondé sur un système uniforme d'administration et de législation ¹. Mais à combien de dangers Charles-Quint ne se serait-il pas vu exposé avant que d'arriver en Flandre, s'il se fût déterminé à prendre la route d'Allemagne ? Il aurait eu besoin d'être bien accompagné pour passer en sûreté sur les terres des princes protestants ; que, s'il prenait la voie de l'Océan, n'avait-il pas à craindre que quelque tempête ne le jetât, désarmé, sur les côtes de Flandre ou sur celles d'Angleterre ? Et, dans ce cas, il serait tombé ou entre les mains des rebelles, ou entre celles de Henri VIII, avec qui il était irrécyclablement brouillé, depuis le divorce de ce prince avec Catherine d'Aragon. Toutes ces considérations décidèrent Charles-Quint pour la route de France ². Les Gantois, disent les mémoires français, avaient député au roi, comme à leur seigneur suzerain, pour se mettre sous sa protection ; ils lui promettaient même, s'il voulait les soutenir, de le rendre maître de tous les Pays-Bas. François I^{er}, ne voulant pas enfreindre la trêve qu'il venait de conclure, non-seulement refusa leurs offres, mais il fit encore savoir à Charles-Quint leurs mauvaises dispositions ³.

¹ *Histoire des Pays-Bas*, par E. DE METEREN (édition de 1618), liv. II.

² *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. IV, p. 403.

³ *Ib.*, t. IV, p. 402 et Recueil de M. Gachard (appendice), p. 252. L'empereur écrivait à la reine Marie le 30 septembre 1539 : « Tenant en considération que, puisque lesdits de Gand ont poussé si avant et tant se deshontez et perdu le vergoigne que de recourir à la France, il fait gran-

Que François I^{er} eût manifesté plus d'une fois le désir de faire les honneurs de son royaume à Charles-Quint, devenu son beau-frère, on ne peut en douter ; mais l'empereur était trop prudent pour se livrer, sans avoir obtenu des garanties, entre les mains de son ancien ennemi. Le 27 septembre 1539, François de Coscos, grand commandeur de Léon, secrétaire de Charles-Quint, et le seigneur de Granvelle, garde des sceaux, faisaient connaître les intentions de leur maître à l'abbé de Saint-Vincent, ambassadeur de l'empereur en France. Il devait avertir en secret la reine Éléonore du désir de son frère de traverser la France ; faire la même communication au connétable ; et tenir la main à ce que le roi, la reine, le dauphin, le duc d'Orléans, le connétable et le cardinal Jean de Lorraine écrivissent des lettres affectueuses pour persuader à l'empereur de traverser la France, sans faire mention toutefois qu'ils eussent entendu expressément sa volonté à cet égard. Mais ils devaient s'appuyer sur la parfaite amitié qui existait entre les deux souverains et sur les approches de l'hiver, qui empêcherait l'empereur de prendre la route de mer ; ils devaient lui donner l'assurance qu'il pourrait passer par la France comme par ses propres royaumes, selon et comme il voudrait, et sans parler d'affaires, ni s'y arrêter et séjourner au delà de son bon plaisir ¹. Les ambassadeurs de l'empereur vinrent à Compiègne, où se trouvait alors François I^{er}, et lui

« dement à craindre qu'ils fassent tout le pis qu'ils pourront, par extrême
 « désespération ; et, oïres que je tiens qu'ils ne trouveront faveur ni assis-
 « tance du côté dudit France, comme ledit seigneur Roy et le connestable
 « l'ont asseuré à mon ambassadeur, etc. » M. Borgnet pense que les Gan-
 tois, en s'adressant à François I^{er}, se seraient bornés à solliciter l'appui de
 ce prince sans vouloir aliéner leur indépendance. — Cette question, au
 surplus, a été élucidée par M. Gachard, aussi complètement que les docu-
 ments le permettent. (Introd. de la *Relation des troubles*, p. XXIII.)

¹ Recueil de M. Gachard (appendice), p. 250.

furent les plus séduisantes promesses ; ils l'assurèrent, d'après les mémoires français, que l'intention de l'empereur était de lui accorder à lui-même, ou à l'un de ses fils, l'investiture du duché de Milan ¹.

Le 7 octobre, François I^{er} écrivit de sa main à Charles-Quint pour l'engager à prendre son chemin par la France, et il souscrivit l'engagement, sur son honneur et en foi de prince et de bon frère, que, passant par le royaume de France, l'empereur y recevrait le même accueil que le roi lui-même ². Le 17, le dauphin écrivit à l'empereur une lettre conçue à peu près dans les mêmes termes. Charles avait désiré cette assurance du dauphin, parce que la santé du roi était fortement ébranlée et qu'il fallait se précautionner contre toutes les éventualités. Les ministres et les principaux seigneurs de la cour de France écrivirent aussi à l'empereur pour garantir la parole de leur maître ³.

Ayant obtenu toutes ces assurances, Charles-Quint partit de Madrid le 10 novembre, arriva le 13 à Ségovie et le 20 à Valladolid. Il prit la poste dans cette ville et se fit accompagner du duc d'Albe, du seigneur de Boussu, de don Pedro de la Cueva, maître d'hôtel, du seigneur de Rye, sommelier de corps, du comte d'Egmont, de don Henri de Tolède, des seigneurs de la Chaulx, de Flaigy et d'Arbays, gentilshommes de sa chambre, et de deux secrétaires d'état, Bave et Ydiaquez. Le garde des

¹ *Mémoires* de du Bellay, t. IV, p. 403.

² Recueil de M. Gachard (appendice), p. 259.

³ La reine Marie, après avoir appris la détermination de François I^{er}, lui écrivit le 11 novembre, qu'elle chargeait messire Cornille Scepperus de le remercier et de lui témoigner la joie qu'elle ressentait du passage de l'empereur par la France. « Espérant, ajoutait-elle, que, après le plaisir que j'aurez eu de le voir, que j'en aurai aussi ma part, et même que de ce « s'ensuivra que vous verrez tous ensemble, qui est la chose du monde « que plus je désire. » (Archives de l'audience.)

sceaux Granvelle avait déjà quitté Madrid le 4^{er} novembre. Dans le trajet de Saint-Sébastien à Fontarabie, l'empereur rencontra le duc d'Orléans, second fils de François I^{er}; ils firent route ensemble, et le 28, étant arrivés à Bayonne, ils y trouvèrent le dauphin, accompagné du cardinal de Châtillon, du connétable et de plusieurs princes et seigneurs de France. Le connétable, chargé de la conduite des deux princes, pria l'empereur de les accepter en otage. Charles répondit . « J'accepte l'offre que le roi « mon frère me fait des deux princes, mes cousins, non pas pour « les envoyer en otage en Espagne, mais afin de les retenir au- « près de ma personne, pour être mes compagnons de voyage. » L'empereur était trop habile pour ne pas voir que s'il eût accepté l'offre qu'on lui faisait, cette marque de défiance de sa part aurait bien pu être cause, ou qu'on l'eût arrêté, ou du moins qu'on l'eût obligé de donner par écrit la promesse qu'il avait faite d'accorder l'investiture du Milanais au duc d'Orléans. C'était là d'ailleurs le sentiment du cardinal de Tournon et d'autres membres du conseil du roi; mais le connétable fut d'un avis contraire, et le fit prévaloir, parce qu'il s'accordait avec les sentiments généreux de François I^{er}. L'empereur fut reçu à Bayonne avec la plus grande magnificence. Les prisons furent ouvertes, et il fit grâce à tous les prisonniers qu'il lui plut de délivrer, agissant avec autant d'autorité que s'il eût été dans ses propres États. Il arriva le 4^{er} décembre à Bordeaux, et le 10 au château de Loches, où l'attendaient François I^{er} et la reine Éléonore. Ils se dirigèrent ensuite, avec l'empereur, vers le château de Fontainebleau, où ils se reposèrent pendant six jours. Le 31 décembre, Charles-Quint vint coucher au bois de Vincennes, et, le lendemain, il s'achemina vers Paris.

C'était le 4^{er} janvier 1540. Les Parisiens, impatients de voir

¹ *Mémoires* de du Bellay, t. IV, p. 408.

celui qui avait tenu leur roi captif, s'étaient avancés jusqu'à plus d'une lieue hors des portes ; le parlement, les gentilshommes, les marchands, les clercs de l'université, toutes les corporations attendaient processionnellement le puissant empereur, le vainqueur de Pavie, le conquérant de Tunis, devenu l'hôte de François I^{er}. « Vive l'empereur Charles avec le roy François, criait-on, et paix soit à jamais entre eux et leurs enfants ! » Charles-Quint monta sur une mule et se rendit à l'église de Notre-Dame, selon la coutume des rois de France, lorsqu'ils faisaient leur entrée dans la capitale. Il avait à sa droite le dauphin et à sa gauche le duc d'Orléans ; le connétable portait l'épée nue comme si le roi eût été présent. Après avoir assisté au *Te Deum*, l'empereur remonta sur sa mule et alla souper et loger au palais. Il séjourna huit jours environ à Paris. Il délivra, comme il avait fait à Bayonne, les prisonniers qui étaient détenus dans les différentes prisons de la ville.

Tant d'honneurs ne rassuraient pas entièrement le défiant empereur, et il était impatient de sortir du royaume. Ses craintes n'étaient pas sans fondement. Il savait, à n'en pouvoir douter, que bien des gens de la cour ne cessaient de répéter au roi qu'il devait se ressouvenir qu'il avait été prisonnier à Madrid et profiter de la belle occasion qu'il avait de se venger. De ce nombre était la duchesse d'Étampes ; ce fut de la bouche même du roi que l'empereur l'apprit. « Voyez-vous, mon frère, cette belle « dame, lui dit-il, en lui montrant la duchesse, elle est d'avis « que je ne vous laisse point sortir de Paris, que vous n'ayez révo- « qué le traité de Madrid. » L'empereur, un peu étonné, répondit froidement : « Si l'avis est bon, il faut le suivre. » Mais ses inquiétudes ne laissèrent pas que d'augmenter ; et, dès le lendemain, il eut recours à une galanterie pour gagner les bonnes

¹ Relation des troubles de Gand, p. 49.

grâces de la duchesse d'Étampes. Comme il allait se laver les mains pour se mettre à table, il tira de son doigt un anneau, où il y avait un diamant d'un très-grand prix et le laissa tomber exprès à terre; la duchesse, qui présentait la serviette, le releva et voulut le rendre : « Non, madame, lui dit-il, il est en trop « belle main, pour le reprendre, je vous prie de le garder pour « l'amour de moi ¹. »

François I^{er} avait d'abord annoncé l'intention d'accompagner l'empereur jusque dans les Pays-Bas et même jusqu'à Bruxelles. Déjà on y faisait des préparatifs pour le recevoir convenablement; mais s'étant ravisé, il fit ses adieux à l'empereur, le 9 janvier, à Saint-Quentin. Le dauphin, le duc d'Orléans, le cardinal de Châtillon, le connétable de France, les ducs de Vendôme et de Nevers, plusieurs autres seigneurs (en tout mille chevaux), suivirent Charles-Quint jusqu'à Valenciennes. A Cambrai, les seigneurs belges, venus au-devant de leur souverain, s'étaient joints au cortège. La reine Marie attendait l'empereur à Valenciennes, où il descendit dans l'antique palais élevé au XII^e siècle par Baudouin IV, comte de Hainaut, et appelé la *Salle-le-Comte*. En peu de jours, la ville fut pleine de seigneurs et de gentils-hommes, qui arrivaient non-seulement des autres provinces des Pays-Bas, mais encore d'Espagne, de Naples, de Sicile, d'Italie et d'Allemagne ². Charles-Quint avait promis, prétend-on, que, dès qu'il serait arrivé dans la première ville de son comté de Flandre, il donnerait au duc d'Orléans l'investiture du duché de Milan. Mais ce fut inutilement que les ambassadeurs du roi de France le sommèrent de tenir sa parole. Il répondit qu'il délibérerait sur cette affaire avec son conseil; et que, dès qu'il aurait soumis ses sujets rebelles, il songerait à contenter le roi, son

¹ *Mémoires de du Bellay*, t. IV, p. 444.

² *Relation des troubles de Gand*, p. 55.

beau-frère. Du Bellay pense que, si les forces de l'empereur n'eussent pas suffi pour mettre les Gantois à la raison, il aurait eu recours à la France, et, dans ce cas, il n'aurait pu se dispenser d'effectuer ses promesses ¹.

Charles-Quint était déjà sur la route de Paris avant que les Gantois eussent voulu croire qu'il venait pour rétablir l'ordre dans leur commune. Mais les messagers qu'ils envoyèrent en France leur firent connaître la vérité; alors ils commencèrent à s'inquiéter et résolurent de prévenir de faux rapports en déléguant quelques-uns de leurs notables à Valenciennes. La députation, partie de Gand le 11 janvier, était composée de deux représentants de l'échevinage, de trois de la bourgeoisie, de cinq des métiers et du pensionnaire de la ville. Mais lorsqu'il eut appris que ces députés approchaient de Valenciennes, Charles-Quint leur enjoignit de retourner à Saint-Amand et d'y attendre ses ordres. La présence des princes français justifiait cette mesure un peu brutale. Il n'était besoin, disait-on, que les étrangers sussent au vrai les affaires de ceux de Gand; ils en savaient déjà assez, car, depuis plus de six mois, on ne parlait dans tout le pays que d'eux. Les princes français ayant pris congé de l'empereur le 24, dès le lendemain, les députés de Gand obtinrent audience. Ils se disposaient à présenter leur défense; mais Charles-Quint les interrompit pour leur dire que « à ces fins il estoit venu
« en ses pays de par deçà, en bonne diligence et en grand travail
« et danger de sa personne, par temps d'hiver, pour mettre et
« donner bon ordre et police aux affaires de la ville de Gand, et
« y venir faire les punitions et corrections de méfaits commis
« par les habitants d'icelle, selon qu'il trouveroit par raison et
« justice se devoir faire : ce qu'il feroit de telle sorte *qu'il en*
« *seroit mémoire* et que ses autres villes, pays et sujets, y pren-

¹ *Mémoires* de du Bellay, t. IV, p. 445.

« droient exemple de non faire le semblable, car c'étoit un de
« ses plus grands désirs ; qu'il se trouveroit bientôt de sa propre
« personne en la ville de Gand, qu'alors il pourvoiroit à tout et
« que son dessein étoit d'y entrer en prince et seigneur souve-
« rain ¹. »

Les députés rentrèrent à Gand le 28 avec cette réponse, qui devait augmenter sinon l'irritation, du moins les inquiétudes de la commune. Au surplus, des ordres avaient déjà été donnés pour réunir les bandes de guerre et les échelonner sur la route de Gand.

L'empereur quitta Valenciennes le 26 janvier, arriva le 29 à Bruxelles, et, le 9 février, partit pour la capitale de la Flandre, prenant sa route par Alost et Termonde. Le 14, les Gantois virent enfin leur redouté seigneur : les magistrats et les notables de la commune l'attendaient, suivant la coutume, pour lui présenter les clefs de la ville. Charles-Quint était précédé de huit cents hommes des bandes d'ordonnance, la lance au poing, et de quatre à cinq mille piétons allemands, picquenaires, hallebardiers et arquebusiers, marchant tous en ordre de bataille. La reine de Hongrie, ainsi que la duchesse douairière de Milan chevauchaient à côté de l'empereur, et, dans son cortège, on remarquait plusieurs cardinaux, archevêques et évêques ; des princes, ducs, marquis, comtes et barons ; la plupart des chevaliers de la Toison d'or ; les ambassadeurs du pape, des rois de France, d'Angleterre, de Portugal et de Pologne ; enfin un grand nombre de gentilshommes de tous pays, de Belgique, d'Espagne, de Naples, d'Italie et d'Allemagne ; les officiers de la maison impériale, les archers de corps et les hallebardiers de la garde fermaient la marche. Cette entrée imposante se fit dans le plus grand ordre et dura plus de six heures. On eut soin de répartir les troupes de manière à cerner les Gantois en cas d'émeute.

¹ *Relation des troubles de Gand*, pp. 60-61.

L'arrivée de Charles-Quint donna une autre physionomie à cette commune naguère si tumultueuse. Elle devint la cour du César germanique, roi d'Espagne, de Naples, de Sicile, et dominateur des Indes. Des gens de tous quartiers et de tous pays, tant ecclésiastiques que séculiers, affluaient dans la ville, si bien qu'on estima bientôt que soixante mille têtes et quinze mille chevaux avaient été attirés à Gand par le séjour de l'empereur. Ferdinand, roi des Romains, était venu aussi rejoindre son frère, avec plusieurs princes d'Allemagne ¹.

Comme Charles-Quint différait de sévir contre les insurgés, ceux-ci reprirent courage. « On ne nous fera rien, disaient-ils entre eux ; n'ayons plus de crainte, car si l'empereur nous eût voulu mal, on nous l'eût fait dès qu'il entra en cette ville. » Ils croyaient qu'ils en seraient quittes en payant une grosse amende et les frais de l'arrivée et du séjour du monarque. Ils ignoraient que l'empereur faisait *besogner* secrètement et diligemment ; qu'il voulait que tout fût mis par écrit, et sur ce avoir bon conseil et avis, car Charles, dit l'annaliste contemporain, était un prince froid, sage et mesuré dans toutes ses affaires.

Il fit enfin arrêter les principaux auteurs des troubles, et ferma toute retraite aux suspects, car il avait été enjoint aux baillis des différentes villes de Flandre de saisir les Gantois fugitifs. Bientôt les membres de l'échevinage comparurent devant l'empereur, assis dans l'une des plus grandes chambres de sa cour, portes ouvertes. Après avoir entendu, tête nue, le réquisitoire du procureur du grand conseil de Malines, ils en demandèrent copie avec un délai pour y répondre ; dix jours leur furent accordés. Ils réunirent les bourgeois et les doyens des métiers pour prendre leur avis ; et, après cette délibération, ils s'empressèrent de recueillir les matériaux nécessaires à leur défense. L'auteur con-

¹ *Relation des troubles de Gand*, pp. 63 et suiv.

temporain prétend qu'ils eussent mieux fait d'avouer leurs torts et d'en demander pardon : l'empereur se serait rappelé que son père avait vu le jour à Bruges, que lui-même était né à Gand, et, en *vrai Flamand*, il eût été plus clément envers ses compatriotes ¹. Aucun avocat n'osant se mettre à la disposition de la commune, le magistrat dut présenter à l'empereur une requête où il exposait ses vains efforts pour se procurer des défenseurs. Charles-Quint ordonna qu'il fût fait, de sa part, commandement à huit avocats et à deux procureurs de prêter leur ministère aux accusés, sous peine d'interdiction et de cent livres d'amende ².

Les magistrats, aidés par des procureurs, présentèrent enfin leur justification dans une nouvelle audience qui leur fut accordée le 6 mars. Ils imputaient les troubles à la mauvaise administration dont la ville avait été victime depuis 1534 ; il alléguait ensuite que, s'ils n'avaient pas consenti à payer en numéraire leur quote-part dans l'aide de 400,000 florins, c'est qu'ils ne voyaient ni le pays de Flandre ni la ville de Gand à ce disposés, « pour la pauvreté et le petit gainage qui lors estoit audict pays et en icelle ville ; » que ce refus, d'ailleurs, n'était pas sans précédents ; enfin que l'offre de la commune de fournir son contingent en hommes, eût servi d'une manière plus expéditive à résister aux attaques de l'ennemi, si, au lieu d'insister sur le payement du subside en numéraire, on eût sommé la ville de satisfaire à ce qu'elle avait promis. Le procureur fiscal répondit longuement aux Gantois et prit des conclusions d'une sévérité inouïe. L'empereur déclara lui-même qu'il se conformerait à cet avis, voire bientôt, et de telle sorte qu'il en serait mémoire et que d'autres y prendraient exemple. L'archevêque de Palerme, président du conseil privé, ordonna aux Gantois de remettre leur justification

¹ *Relation des troubles de Gand*, p. 75.

² *STEUR, oper. cit.*, p. 423.

par écrit, ainsi que les privilèges qu'ils avaient invoqués ; ils connaîtraient plus tard la décision du monarque.

Indépendamment du procès fait à la commune tout entière, les échevins, conjointement avec des commissaires du prince, dirigeaient les interrogatoires des suspects que l'on avait arrêtés. Mais, le 16 mars, l'empereur, considérant qu'il s'agissait de crimes de lèse-majesté, se réserva de statuer lui-même sur le sort des prisonniers, et, dès le lendemain, il ratifia, en sa qualité de comte de Flandre, la sentence de mort prononcée contre neuf d'entre eux.

Ces neuf accusés furent ensuite remis entre les mains du prévôt de l'hôtel qui, le même jour, avant midi, les condamna, par jugement, à avoir la tête tranchée, leurs corps mis sur une roue hors des portes de la ville et leur tête au bout d'un bâton attaché à ces roues. Ils furent exécutés, vers trois heures, devant le S'Gravensteen. Parmi ces hommes dignes de pitié, car quelques-uns étaient plutôt égarés que coupables, on distinguait Laurent Claes, le chef le plus influent des *Creesters* ; Liévin Deherde, ancien grand doyen des métiers ; Liévin Hebscap, qui avait exercé les mêmes fonctions et fourni le banc sur lequel Pyen avait été appliqué à la torture ; Guillaume Demey, orfèvre, *Creester* des plus redoutables et qui avait étendu la sédition dans les autres villes de Flandre ; enfin, la plus intéressante victime peut-être du courroux impérial, Simon Borluut, avocat postulant au conseil de Flandre et descendant d'une famille illustre dans la bourgeoisie de Gand¹. Les quatre autres suppliciés étaient de pauvres artisans. Un déploiement extraordinaire de troupes empêcha les plus hardis de faire le moindre effort pour arrêter cette sanglante réaction.

Le dimanche, 21 mars, les échevins, les doyens et les notables

¹ STEUR, *oper. cit.*, p. 121. — *Relation des troubles de Gand*, p. 89.

de Gand vinrent se mettre à genoux devant l'empereur pour implorer sa miséricorde. Charles-Quint répondit : « qu'il n'avait d'autre désir en ce monde que d'être clément et miséricordieux. » Il s'émerveillait toutefois, ajouta-t-il, qu'ils demandassent pardon de leurs méfaits, alors qu'il était bien averti que la plupart des habitants continuaient leur opposition et leurs murmures, et que, s'ils en avaient le pouvoir, ils feraient encore pis que ce qu'ils avaient fait. Il finit en déclarant qu'il y mettrait remède et les empêcherait à jamais de mettre leur mauvaise volonté à exécution. Le lendemain, les magistrats de la commune allèrent à l'audience de Marie de Hongrie et lui demandèrent également à genoux d'intercéder en leur faveur auprès de son frère. La gouvernante se montra moins sévère, moins intraitable que Charles-Quint. Elle répondit qu'elle pardonnait les torts graves dont elle avait eu à se plaindre, l'ingratitude dont on avait payé ses labours et ses services, les injures même qu'on avait voulu faire à son honneur, mais que la résolution de l'empereur était immuable, qu'il voulait par un *bon régime* prévenir de nouvelles séditions et accroître la prospérité de cette grande ville ¹.

Déjà Charles-Quint avait pris la résolution de construire une citadelle afin de comprimer l'esprit trop fier de ses concitoyens. Pour exécuter ce dessein, il visita, avec le roi des Romains, toute la ville et choisit l'emplacement de l'antique monastère de Saint-Bavon. Le 24 avril, il posa lui-même la première pierre de la citadelle et les travaux furent immédiatement poussés avec une merveilleuse activité.

Le jeudi, 29 avril, la commune de Gand connut enfin ce que lui réservait l'inflexible justice de Charles-Quint. Il était sur son trône, environné des princes, des nobles et des membres du grand conseil. Les échevins, les doyens et jurés des métiers

¹ *Relation des troubles de Gand*, pp. 94-95.

furent introduits ; mais les portes de l'hôtel restèrent ouvertes afin que le peuple pût entendre la sentence du souverain. Toutes les chartes devaient lui être livrées ; il confisquait à son profit tous les biens immeubles, rentes, artillerie, munitions de guerre appartenant à la commune, aux métiers et aux tisserands ; la commune devait endéans les trois jours lui faire amende honorable ; elle devait lui payer, indépendamment de sa quote-part dans le subsidie de 400,000 florins, une amende de 150,000 florins d'or, de plus à perpétuité une contribution annuelle de 6,000 florins. Le même jour, Charles-Quint substitue à l'organisation démocratique de cette grande commune une autre organisation qui porte l'empreinte de sa politique absorbante, et dont il étend ensuite les principes aux villes qui, par leur alliance avec les Gantois, avaient excité son indignation et sa colère. La nouvelle constitution, imposée à la patrie des Artevelde, est appelée la *concession Caroline* : elle prescrit un nouveau magistrat, des échevins éligibles tous les ans au 40 mai, mais par des commissaires du gouvernement ; elle abolit la division politique de la ville en trois membres, réduit à vingt et un les cinquante-trois métiers existants, supprime les doyens et annule leurs privilèges ; abolit également la *Collace* sous peine de la vie ; défend toute réunion illégale du peuple ; enlève à la commune son ancienne juridiction sur les villes et bourgs de son ressort¹ ; ordonne, enfin, que les comtes de Flandre ne jureront désormais, à leur avènement, que de maintenir les Gantois dans la jouissance de la *concession Caroline*. C'était décréter la déchéance de la cité la plus redoutable et la plus fameuse des Pays-Bas.

Quelle que fût l'irritation des Gantois, il fallait se soumettre.

¹ Le quartier de Gand comprenait principalement le Vieux-Bourg, les villes et châtellenies de Courtrai, Audenarde, Termonde, Alost, Grammont, Ninove, les Quatre Métiers et le pays de Waes.

Il fallut même, le 3 mai, faire l'amende honorable imposée à la ville par la sentence impériale. Les échevins des deux *bancs*, les doyens et jurés des métiers, cinquante membres du métier des tisserands, six de chacun des autres métiers, tous vêtus de robes noires et têtes nues, s'acheminèrent deux à deux vers l'hôtel de l'empereur qu'on nommait le *Wal*; ils étaient suivis de cinquante *Creasers*, ceux-ci en chemise, tête et pieds nus, et la hart au cou. Toutes les troupes avaient pris les armes et faisaient le guet dans les rues; un fort détachement gardait l'entrée de l'hôtel, car on savait que si les Gantois n'eussent été contents, ils auraient mieux aimé mourir que de subir cette humiliation. L'empereur avait pris place au fond de la cour de l'hôtel sous une galerie; il avait à ses côtés la reine Marie, et il était entouré des princes et seigneurs, des conseillers et de tout son cortège. La foule était grande; les curieux, attirés par l'étrangeté de ce tableau, se pressaient même sur les murs et les toits des maisons; mais on remarquait que la plupart étaient étrangers: les habitants ne voulaient pas être témoins de l'abaissement de leur commune, autrefois si puissante. Lorsque les représentants de la ville furent entrés dans la cour, ils se mirent tous à genoux, et le pensionnaire, leur organe, demanda pardon pour eux. Pendant qu'il parlait, plusieurs de ces fiers bourgeois, agenouillés devant leur souverain, versaient des larmes; mais ce n'était point le repentir qui les faisait couler, c'était leur défaite. Tandis que l'empereur semblait réfléchir, la reine Marie se tourna vers son frère et le supplia « de faire un pardon général à tous les manans et habitans de sa belle ville de Gand, *en l'honneur et mémoire de sa nativité, qu'il avoit reçue en icelle.* » Charles, ému, pardonna; mais, reprenant aussitôt son inflexibilité, il exigea que tous les articles de la sentence rendue le 29 avril fussent exécutés. Lui-même montra qu'il observerait ponctuellement, car il fit mourir, le 4 mai, cinq prisonniers qui avaient été

exceptés du pardon ; ils furent même condamnés par le prévôt de l'hôtel « sans que ceux de la *loi* en eussent plus aucune connaissance comme ils avaient eu des autres neuf. » Deux autres bourgeois compromis, ayant été arrêtés à Bruxelles, furent exécutés au château de Vilvorde.

Le 14 mai, tout était fini : la magistrature communale fut renouvelée sans opposition, suivant le mode prescrit par la *concession Caroline*.

Le lendemain, Charles-Quint, la reine Marie et le roi des Romains quittèrent la commune abattue par ce rude et irrémédiable châtiment. Ferdinand retourna en Allemagne ; Charles et sa sœur se rendirent à Anvers.



CHAPITRE IV.

(1540-1555.)

Emotion causée dans les Pays-Bas par le châtimement infligé aux Gantois. — Charles-Quint convoque les états généraux, rassure les députés et confirme la reine Marie dans le gouvernement général. — Voyages dans les provinces. — Départ de Charles-Quint pour l'Allemagne. — Expédition d'Alger. — Causes de la quatrième guerre de François I^{er} contre Charles-Quint. — Prévoyance de la reine Marie. — Dangers des Pays-Bas envahis de trois côtés à la fois. — Activité héroïque de la gouvernante. — Charles-Quint vient au secours des Pays-Bas. — Conquête du duché de Gueldre. — Assemblée des états généraux à Diest, en présence de l'empereur et de la reine Marie. — Campagne de 1544. — Paix de Crespy. — Charles-Quint récompense les services rendus par Marie de Hongrie. — Don de la terre de Turnhout et du territoire de Binche. — Château de Mariemont. — Fondation de Marienbourg. — Goût de Marie de Hongrie pour les arts ; sa librairie. — Victoire de Muhlberg sur l'Elbe ; le landgrave Philippe de Hesse conduit à Malines. — Cercle de Bourgogne. — Instructions de Charles-Quint pour son fils ; éloge qu'il fait de la reine Marie. — Charles-Quint se propose de régler la succession à l'Empire de telle sorte que l'infant Philippe serait vicaire impérial en Italie pendant le règne de l'archiduc Maximilien. — Réponse de l'infant : elle décèle ses arrière-pensées. — La reine Marie à Augsbourg. — Charles-Quint renonce à son projet. — Voyage de l'infant Philippe dans les Pays-Bas. — Il est inauguré dans les diverses provinces comme le futur souverain. — Départ de l'empereur et du prince pour l'Allemagne. — Changement dans les résolutions de Charles-Quint ; il veut laisser l'Empire à son fils. — Craintes de Ferdinand ; sa correspondance avec la reine Marie. — Négociations pénibles entre Charles-Quint et son frère. — La reine Marie appelée à Augsbourg. — Elle profite de son séjour pour faire adoucir, dans l'intérêt

d'Anvers, le placard du 28 avril 1550 contre les hérétiques. — Graves dissentiments dans la famille impériale. — Charles-Quint conjure la reine Marie de revenir à Augsbourg pour servir d'intermédiaire. — Transaction qu'elle propose; elle est acceptée de part et d'autre. — Résistance des électeurs. — Henri II et le duc Maurice de Saxe prennent les armes contre Charles-Quint. — Conduite énergique de la reine Marie. — Invasion du Luxembourg. — Convention de Passau. — Délivrance du landgrave de Hesse. — Siège de Metz. — La reine Marie fait envahir la Picardie. — Campagne de 1554; caractère cruel de cette guerre. — Ravages commis par les Français dans le Namurois et le Hainaut. — Haine de Henri II pour Charles-Quint et la reine Marie. — Incendie des châteaux de Mariemont et de Binche. — Lettres curieuses de la reine Marie et de l'évêque d'Arras sur cet exploit de Henri II; fermeté de la reine. — Combat de Renty. — Résolution prise par Marie de Hongrie de renoncer au gouvernement des Pays-Bas le jour où Charles-Quint abdiquera la souveraineté de ces provinces.



Après avoir réprimé les troubles de Gand, Charles-Quint visita le Brabant, la Hollande, la Zélande et la province d'Utrecht. Le 19 août 1540, il dîna à Vianen, en la maison du seigneur de Bréderode; le 25, il coucha à Breda, au château du prince d'Orange; le 27, à Berghes-op-Zoom, en la maison du marquis de Berghes¹. De retour à Bruxelles, il ordonna, le 18 septembre, la convocation des états généraux. Ceux-ci se réunirent le 4 octobre au palais de Bruxelles, et Charles-Quint parut devant les représentants de la nation, avec la reine Marie, sa sœur.

Le châtimant infligé aux Gantois avait excité une profonde

¹ Voyages faits par Charles-Quint depuis l'an 1514 jusque le 25 mai 1551, recueillis et mis en écrit par JEAN VANDENESSE, contrôleur. Ms. n° 44584 de l'ancienne bibliothèque de Bourgogne.

émotion dans tout le pays. L'empereur crut nécessaire de rassurer ses sujets en leur faisant déclarer qu'il n'avait pas l'intention d'innover dans les autres provinces. L'organe du gouvernement fit connaître ensuite l'obligation où se trouvait l'empereur de s'éloigner des Pays-Bas pour présider la diète de l'Empire. En conséquence, ajouta-il, la reine Marie avait été confirmée dans le gouvernement général, parce que l'empereur la considérait comme *un autre lui-même*.

Charles-Quint, poursuivant ses voyages dans les diverses provinces, alla ensuite visiter les châtellenies de Lille, de Douai et d'Orchies ; l'Artois, le Hainaut, le comté de Namur et le duché de Luxembourg. Le 9 janvier 1544, il prit enfin congé de la régente et des seigneurs qui l'avaient accompagné, et quitta Luxembourg pour se rendre en Allemagne¹.

Après avoir présidé la diète de Ratisbonne, où il chercha à rassurer les protestants dont l'hostilité eût pu lui causer les plus sérieux embarras dans un moment où les dispositions du roi de France paraissaient déjà équivoques, Charles-Quint se rendit en Italie pour prendre le commandement de l'expédition navale qu'il avait résolu de diriger contre Alger.

L'issue funeste de cette entreprise héroïque stimula l'animosité invétérée de François I^{er} contre l'empereur et l'engagea à prendre les armes pour la quatrième fois. Le motif réel d'une guerre si peu généreuse fut le déplaisir que ressentit le roi de France de ne pas recevoir le Milanais comme prix du passage qu'il avait accordé à Charles-Quint à travers la France, et de la neutralité qu'il avait observée pendant la révolte des Gantois. Dissimulant néanmoins la véritable cause de son ressentiment, il donna pour prétexte à ses nouvelles agressions l'impunité que l'empereur accordait au gouverneur du Milanais par les instiga-

¹ Journal de VANDENESSE. — Des anciennes Assemblées nationales, § II.

tions duquel des soldats de la garnison de Pavie avaient assassiné César Frégose et Antoine Rincon, ambassadeurs de la cour de France près de Soliman II¹.

Les Pays-Bas, contre lesquels devaient se porter les principaux efforts de François I^{er}, étaient alors sans défense. Mais Marie de Hongrie sut pénétrer et déjouer le plus grand péril qui eût encore menacé les provinces dont elle avait le gouvernement. Elle convoqua sans retard les états généraux et obtint de leur patriotisme les moyens de lever trente mille hommes de pied et cinq mille chevaux. Elle parcourut ensuite les provinces menacées, allant d'Anvers à Gand, de Gand à Mons et à Namur, pour surveiller l'exécution de ses ordres et diriger elle-même la résistance.

En 1542, les Pays-Bas furent assaillis de trois côtés à la fois. Le duc d'Orléans, second fils de François I^{er}, pénétra dans le Luxembourg après avoir demandé aux confédérés de Smalkalde de le recevoir dans leur alliance et promis qu'il laisserait librement prêcher le saint Évangile dans les domaines que la guerre mettrait en sa possession². Le Brabant devait être le théâtre

¹ ROBERTSON, *Histoire de Charles-Quint*, liv. VII.

² Il faut citer, comme un des documents les plus curieux de cette époque, l'instruction donnée par le duc d'Orléans à son secrétaire, A. Maillet, qu'il envoyait vers le duc de Saxe, le landgrave de Hesse et autres seigneurs protestants. Il devait leur exprimer le grand désir qu'avait le duc que le saint Évangile fût prêché par tout le royaume de France. Dans l'impossibilité où il était, par suite de la déférence filiale qu'il devait à son père, d'introduire les nouvelles doctrines en son duché d'Orléans, il prenait son recours vers le duc de Saxe, le landgrave de Hesse, etc.. et leur promettait de laisser prêcher librement le saint Évangile dans le duché de Luxembourg et autres terres qui lui appartiendraient par le droit de guerre. En revanche, il priait les seigneurs protestants de le recevoir en alliance offensive et défensive avec eux, dans l'intérêt de la religion chrétienne, qu'il espérait par ce moyen propager en ses autres terres, car, en voyant cette

des opérations de la seconde armée conduite par Martin Van Rossem, maréchal du duc Guillaume de Juliers, à qui le fameux Charles d'Egmont avait en 1538 cédé la Gueldre. En même temps, le duc de Vendôme attaqua l'Artois, avec l'espoir de pénétrer dans la basse Flandre pour donner la main aux troupes de Clèves, qui comptaient surprendre Anvers et Gand, où Van Rossem avait des intelligences. Enfin Christian III, roi de Danemark, se disposait à débarquer en Hollande. Toutes ces tentatives échouèrent. L'armée du duc d'Orléans, après s'être emparée de Damvillers, d'Ivoy, d'Arlon, de Montmédy et de Luxembourg, fut obligée d'abandonner ses conquêtes, à l'exception d'Ivoy. Le maréchal de Gueldre, qui avait mis la Campine à feu et à sang, vint se poster devant Anvers avec seize mille hommes : mais René de Nassau, qui commandait dans cette ville, le rebuta par son impassibilité. Du reste, on avait découvert et châtié les traîtres à l'aide desquels Van Rossem espérait s'emparer des deux plus importantes places des Pays-Bas. Le maréchal de Gueldre vint alors assaillir Louvain : mais, rebuté de nouveau par la ferme résistance que lui opposèrent les bourgeois et les étudiants, il alla enfin rejoindre les Français dans le Luxembourg, où le suivit René de Nassau. Le duc de Vendôme, arrêté en Artois, n'avait pu effectuer la jonction qui devait assurer en grande partie le succès de la campagne. Quant à Christian III, il avait envoyé un navire sur les côtes de Hollande pour rechercher le lieu où une descente serait le plus facile : mais la saisie de ce vaisseau fit échouer l'expédition que le monarque danois méditait ¹.

Dans cette crise redoutable, Marie de Hongrie avait montré

alliance, le roi, son père, déclarera « le bon zèle qu'il a en cet endroit. »
Correspondenz des Kaisers Karl V, t. II, pp. 644-645.

¹ *Des anciennes Assemblées nationales de la Belgique*, § II.

une activité vraiment héroïque. Par son caractère viril, son énergie, sa vaillance, elle avait été au niveau des périls qui avaient menacé l'existence même des Pays-Bas. Après Dieu, écrivait une des principaux lieutenants de la courageuse gouvernante, c'était à l'*extrême soin, travail et diligence* de la reine que ces provinces durent leur salut¹. Elle avait veillé, avec une vigilance sans égale, au rassemblement des troupes, à l'armement des places fortes, enfin à toutes les opérations de cette laborieuse campagne. Elle avait aussi adressé les appels les plus pressants aux princes de l'Allemagne pour qu'ils vinssent au secours des Pays-Bas, qu'elle appelait l'*avant-mur* de la Germanie. Elle représentait aux États de l'Empire combien il était important que ces provinces ne tombassent point dans les mains des ennemis du nom allemand. Elle leur dénonçait les *tromperies, artifices et méchantes intrigues* des Français et mettait les princes germaniques en garde contre des projets qui auraient pu exercer une influence si désastreuse sur les destinées même de l'Allemagne².

¹ Voici les termes mêmes de la lettre écrite de Namur, le 24 septembre 1542, par L. de Praet à l'empereur : « Sire, V. M. aura par lettres précédentes de la royne entendu l'estat des affaires de par deçà, et les menées que le roi de France avec ses adhérens a tramées alencontre de ces Pays-Bas, que ont esté si grandes et cautelement et secrètement conduites, qu'il le faut tenir à grand miracle, que l'exécution d'icelles n'a esté pernicieuse auxdits pays, voire jusque à l'entière ruine d'iceux, sans pouvoir donner aulcune suffisante résistance, tant a esté la surprise grande, soudaine et par divers costés. Et, comme j'ay dit, Sire, Dieu y a œuvre en premier lieu, et après luy l'extrême travail, soing, et diligence de la royne..... » LANZ, *Correspondenz*, t. II, p. 364. — Voir aussi notre notice sur Marie de Hongrie dans la *Revue nationale*, t. XVII ; pp. 13-29.

² Lettres écrites par la reine Marie, du mois de juin au mois de novembre 1542, au landgrave de Hesse, aux États de l'Empire, à l'archevêque de Cologne, etc., dans le tome V des Archives de la secrétairerie d'État de l'Allemagne et du Nord.

En même temps elle avait ordonné les représailles les plus rigoureuses contre le roi de Danemark. Les villes de la Hanse, souffrant beaucoup de ces mesures, chargèrent Sébastien Ersame, secrétaire de la ville de Lubeck, d'exposer leurs doléances à la gouvernante des Pays-Bas. La reine répondit (de Bruxelles, 6 avril 1543) qu'elle n'avait nullement l'intention de mettre des empêchements au commerce des villes hanséatiques avec la Norvège, mais qu'elle avait dû repousser les agressions du roi de Danemark. Ce prince n'avait point voulu s'entendre avec elle sur les conditions d'une bonne paix, parce qu'il n'était point désireux de cette paix, disait-elle, à cause de son alliance avec la France et ses auxiliaires, et la connaissance qu'il avait « de leurs malheureuses et damnables pratiques et trahisons. » Il avait donc fait saisir dans tous les ports de ses États les biens et navires des Pays-Bas et défendu, tant à ses sujets qu'aux Hanséates, de visiter ces provinces. L'ordonnance dont on se plaignait n'était qu'une mesure de représailles reproduisant à l'égard du Danemark les dispositions prises par le roi de ce pays contre les Pays-Bas. Une révocation de cette ordonnance, qui ne correspondrait point à une mesure semblable de la part du Danemark, n'aboutirait à rien. Mais la reine consentait, sur l'invitation des Hambourgeois, à entrer « en une journée amiable avec ledit Dennemark le 20^e avril » et elle assurait qu'il ne dépendrait pas d'elle que « en toute équité et raison » les démêlés avec cette puissance ne fussent amiablement décidés et vidés ¹.

La reine s'était aussi adressée aux états généraux des Pays-Bas pour leur demander de nouveaux sacrifices nécessaires à la défense de la patrie. Il s'agissait d'accorder au gouvernement la levée d'un impôt d'un pour cent sur toute les marchandises exportées du pays, le dixième du revenu de tous les biens im-

¹ Archives de la secrétairerie d'État de l'Allemagne, etc., vol. XXXII^e.

neubles, et le dixième du revenu des marchands possédant en marchandises et denrées une valeur de 4,000 florins et au delà. Pour justifier ce sacrifice considérable et sans précédent jusqu'alors, la reine fit tenir aux états le langage suivant : « Vous devez
 « considérer deux points : d'abord qu'il est temps aujourd'hui de
 « montrer votre dévouement à l'empereur, notre prince naturel,
 « et que, pour chose du monde, vous ne voudriez être soustraits
 « à son obéissance, mais plutôt endurer tous les maux que de
 « tomber sous la domination des François ; en second lieu, que
 « ce que la reine vous demande n'est point pour elle, mais pour
 « vous, afin de vous garder et défendre, et conserver vos libertés et franchises, et ne pas vous laisser réduire, vous, vos
 « femmes et enfants, en perpétuelle servitude. Il faut donc ne
 « rien épargner pour que vous soyez convenablement protégés,
 « *et plutôt mettre le tout pour le tout, vert et secq*, et donner
 « votre bien à ceux qui vous défendront, que de le laisser ravir
 « par les ennemis, lesquels facilement sauroient exiger plus qu'on
 « ne vous demande ¹. »

¹ *Des anciennes Assemblées nationales de la Belgique*, § II. — Il n'est pas inutile de remarquer que presque chaque fois que Charles-Quint ou la reine Marie avaient besoin du concours des états généraux, ils cherchaient à stimuler leur zèle en leur montrant en perspective, s'ils fléchissaient, le sort misérable de la nation française. Ces exhortations, toutes politiques, reposaient néanmoins sur des faits incontestables. Voici comment s'exprimait l'ambassadeur vénitien Giovanni Michiel, dans sa *Relation* de 1564 sur l'état de la France : « La principale richesse de la couronne ne consiste pas dans les
 « revenus ordinaires et extraordinaires, mais dans les moyens qu'ont les
 « rois, en cas de guerre ou d'autres besoins, de se servir, comme bon leur
 « semble, de la richesse de leurs sujets, dont ils sont les maîtres absolus.....
 « Ainsi l'on peut mettre à contribution leurs biens, leur travail, leurs vies,
 « sans crainte de les révolter : c'est comme s'ils étaient des esclaves (*non
 « altrimenti che se fussero tutti lor schiavi*). » On lit ailleurs, dans les *Commentaires* de MICHELE SURIANO : « L'empereur Maximilien disait du roi

Quelle que fût la confiance de la reine de Hongrie dans le patriotisme des habitants des Pays-Bas, il lui paraissait néanmoins difficile d'affronter les dangers d'une seconde campagne. Mais Charles-Quint, qui en 1542 avait défendu les frontières d'Espagne contre le dauphin de France, se disposait à venir lui-même au secours de ses États patrimoniaux. Lorsque les cortès d'Aragon et de Valence eurent reconnu Philippe, son fils, pour l'héritier de ces deux royaumes et qu'il se fut assuré de la coopération du roi d'Angleterre, il s'embarqua enfin pour aller en Allemagne par l'Italie.

La reine Marie attendait chaque jour, avec une vive anxiété, la nouvelle du passage de l'empereur, sachant bien que le salut des Pays-Bas en dépendait. Selon un ambassadeur vénitien, si la flotte de Barberousse eût empêché le passage de la mer à Charles-Quint, ces provinces couraient grand risque d'être conquises par les Français. Débarqué à Gènes, le 25 mai 1543, l'empereur dépêcha, le 13 juin, de Pavie, son grand écuyer le seigneur de Boussu, aux Pays-Bas, pour informer la reine régente et les états de ces provinces de sa prochaine arrivée. Il était porteur d'une lettre que Charles-Quint adressait aux états pour les remercier des preuves de vigueur et de patriotisme qu'ils avaient données pendant son absence, et pour les engager à redoubler d'efforts maintenant qu'il venait les assister de sa personne. Quoiqu'il fût appelé par Ferdinand à la défense de la Hongrie, il avait jugé qu'il convenait, avant tout, de conserver ses États patrimoniaux. Il annonçait que son premier soin serait d'abattre le duc de Clèves, car il ne pouvait tolérer, disait-il, l'exemple pernicieux que donnait ce seigneur, son vassal, en

« de France qu'il était le roi des ânes, parce que son peuple portait en paix
« toutes sortes de servitudes. » *Recueil* de M. N. TOMMASEO, t. 1^{er}, pp. 403
et 487.

occupant l'État de Gueldre qui, par la mort du duc Charles d'Egmont, devait revenir au souverain des Pays-Bas. Il avait, en outre, à venger des injures particulières, telles que l'ingratitude du duc, qui lui était redevable de l'État de Juliers; le refus qu'il avait manifesté de prendre pour femme la duchesse de Milan, Christine de Danemark, veuve de François Sforza; son alliance avec la maison royale de France, par le mariage contracté entre lui et la princesse de Navarre; ses liaisons intimes avec les luthériens; enfin les dommages qu'il avait faits et pouvait faire aux Pays-Bas¹.

Charles-Quint, ayant réuni plus de quarante mille vieux soldats dans les différents pays de sa domination, entra dans les possessions de Clèves, prit Duren d'assaut, et obligea le duc à venir implorer sa clémence. Par le traité conclu à Venloo, le 7 septembre, ce prince renonça à toutes prétentions sur le duché de Gueldre, rompit son alliance avec la France et le Danemark, et obtint à ce prix la restitution de ses États héréditaires.

En revenant de la Gueldre, Charles-Quint avait voulu se trouver sans retard au milieu des représentants des Pays-Bas. Le 16 septembre, il vint coucher à Diest et y fut surpris par une violente attaque de goutte qui l'obligea à demeurer en cette ville. La reine de Hongrie, sa sœur, vint l'y joindre, et le 19 arrivèrent les députés de tous les états des Pays-Bas, qui avaient d'abord été convoqués à Louvain pour le 15. L'assemblée générale eut lieu le 20, dans une salle de l'hôtel où l'empereur était logé. Il s'y fit porter et prit place sous un dais, ayant sa sœur auprès de lui. Le président du conseil privé exposa aux états le motif de cette convocation; il rappela les voyages que l'empereur

¹ *Monuments de la diplomatie vénitienne*, p. 93. — La lettre de Charles-Quint aux états des Pays-Bas a été insérée par M. GACHARD dans sa *Notice historique et descriptive des archives de la ville de Gand*, p. 46.

avait accompli depuis son dernier départ des Pays-Bas, la peine qu'il s'était donnée pour entretenir la paix avec le roi de France, les motifs de son retour et la volonté qu'il avait manifestée d'assurer la sécurité de ses États patrimoniaux, en faisant venir ses ennemis à la raison. Le chancelier de Brabant répondit au nom de l'assemblée. Les états rendaient grâce à Dieu, dit-il, de ce qu'il lui avait plu préserver l'empereur en tant de divers, périlleux et lointains voyages ; ils se félicitaient de le revoir en prospérité, après qu'il les avait délivrés d'un de leurs principaux ennemis et accompli une conquête aussi importante que celle du duché de Gueldre et du comté de Zutphen ; ils le remerciaient de n'avoir pas hésité à quitter ses autres royaumes et ses enfants pour venir secourir les Pays-Bas, lesquels, ajoutait l'orateur, auraient été en grand danger sans la vigilance de la reine. Les états suppliaient enfin l'empereur de prendre de bonne part le petit service qu'ils lui avaient rendu en son absence. Charles-Quint, prenant alors la parole, rappela d'abord aux états la recommandation qu'il leur avait faite de se tenir unis et d'obéir à la reine pour qu'ils méritassent, par cette conduite, toute sa bienveillance. Il entretint ensuite l'assemblée de la duplicité du roi de France qui, au moment où il lui faisait les plus belles protestations, l'avait attaqué dans tous ses États, en Espagne, en Italie, dans les Indes, aussi bien que dans les Pays-Bas, soit par ses propres forces, soit par celles de ses alliés, les ducs de Holstein et de Clèves. L'empereur lui-même avait fait en sorte de rompre les desseins des Français sur l'Espagne, les Indes et l'Italie ; quant aux Pays-Bas, les ennemis, dit-il, n'y ont pu guère mordre, grâce au bon ordre que la reine y avait mis et à l'assistance que ses sujets lui avaient prêtée. Il les remerciait de cette nouvelle preuve de leur dévouement ¹.

¹ *Journal de VANDENESSE*, année 1543.

Toutefois, avant que l'empereur eût réuni ses forces, les Français avaient pénétré de nouveau dans le Luxembourg et dans le Hainaut, où ils s'étaient emparés de Landrecies, que Charles-Quint tenta vainement de reprendre. Mais la campagne suivante fut décisive. Il avait été convenu que Henri VIII débarquerait lui-même à Calais et qu'il envahirait la France par la Picardie, tandis que l'empereur entrerait en Champagne. Le rendez-vous était assigné sous les murs de Paris. La victoire de Cérisolles ne préserva point la France de cette nouvelle invasion : Charles fut bientôt à Soissons, et le roi d'Angleterre devant Boulogne. Ils seraient allés plus loin sans doute s'ils avaient pu demeurer unis, et si les armements des luthériens, en Allemagne, n'avaient opéré une utile diversion en faveur de François I^{er}. Ces causes facilitèrent le traité conclu, le 18 septembre 1544, à Crespy, où fut enfin terminée une lutte qui durait depuis vingt-cinq ans.

Les Pays-Bas sortaient de cette rude épreuve plus forts, plus unis et plus redoutables. La dernière guerre avait également fait briller la force de caractère et la vigueur d'esprit qui signalaient Marie de Hongrie. Aussi un ambassadeur vénitien remarquait-il que cette illustre princesse aurait pu suffire au gouvernement de pays beaucoup plus considérables. « Infatigable en temps de guerre comme en temps de paix, elle a montré, disait-il, jusqu'où peut aller le génie et la valeur d'une femme de sa trempe ¹. » Charles-Quint appréciait mieux que personne cette force de caractère et ces talents éminents. Il en donna une preuve éclatante en 1545 : ayant convoqué la diète impériale à Spire, et étant retenu par la goutte à Bruxelles, il se proposait d'envoyer la reine Marie, sa sœur, pour y présider à sa place ².

Après la paix conclue à Crespy, Charles-Quint voulut récom-

¹ *Monuments de la diplomatie vénitienne*, p. 404.

² *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, t. XXI.

penser les grands services que la reine Marie lui avait rendus depuis le commencement de sa régence, mais surtout dans la guerre de 1542, et en même temps lui tenir compte de certains arrérages de sa dot et de son douaire, qu'elle avait longtemps réclamés. Par des lettres patentes datées de Maestricht le 4^{er} mars 1546, il lui fit don, pour en jouir sa vie durant, de la terre et seigneurie de Turnhout, « leurs appartenances et dépendances, avec toute justice, haute, moyenne et basse, domaines, revenus, etc. » Elle tenait également de la libéralité et de la gratitude de son frère le beau territoire de Binche. Cette dernière ville était agréablement située sur la rivière de Haine, dans un pays abondant en gibier. En 1548, la reine Marie fit construire à une lieue de Binche, dans un des plus beaux sites de cette contrée pittoresque, un château splendide qui était entouré de jardins vraiment royaux et de chasses magnifiques. Ce château, construit sur les plans de l'architecte Jacques de Breucq, de Mons, fut appelé *Mariemont* ¹. Dans Binche même, la reine avait fait élever, sur les dessins du même architecte, un palais encore plus riche que le château de Mariemont : on admirait, dans les jardins, le mont Parnasse, un bassin de porphyre, la fontaine d'Hélicon avec les neuf Muses en marbre blanc et d'autres objets d'art non moins précieux ². La gouvernante des Pays-Bas aimait égale-

¹ Détruit par Henri II, comme on le verra, et reconstruit longtemps après par les archiducs Albert et Isabelle ; restauré de nouveau par le prince Charles de Lorraine ; de nouveau renversé, par les républicains français, en 1793, il ne reste de ce château que des ruines, assez imposantes, au milieu des verreries, des usines, des hauts-fourneaux, érigés par l'industrie moderne, qui est maintenant souveraine, là où régnait au xvi^e siècle la sœur de Charles-Quint.

² B. DE SALIGNAC a laissé du palais de Binche la description la plus authentique : « Duquel logis, dit-il, tous les estages estoient d'une très-belle grandeur, proportionnée aux reigles et mesures d'architecture : ce

ment à se livrer au plaisir de la chasse, dans un lieu nommé Pont-à-Fraisne, entre la Sambre et la Meuse, à deux lieues de l'endroit où le prince d'Orange éleva depuis Philippeville. Les fréquentes excursions de la reine dans ce lieu, ainsi que le désir d'opposer une nouvelle barrière aux Français, donnèrent naissance à *Mariembourg*. Le hameau de Pont-à-Fraisne devint une ville forte qui contenait, ainsi que Binche, un palais pour la régente¹.

La décoration somptueuse des châteaux de Mariemont et de Binche prouve que Marie de Hongrie n'était pas seulement une reine chasseresse. Elle avait, en effet, un goût très-vif pour les arts et particulièrement pour la musique, qui était une de ses plus grandes jouissances². De même, elle était très-versée dans les lettres et connaissait très-bien la langue latine³. Elle avait, à Malines, une librairie riche et nombreuse, qu'elle fit transporter à son château de Turnhout en 1553. On y remarquait la Bible en français, les Histoires de Tite-Live, les Commentaires de Jules César, les œuvres de Sénèque, la légende des Saints, mais aussi l'*Art d'amour*, les Sonnets de Pétrarque, le *Chevalier errant*, le *Miroir des Dumes*, etc. ; on y trouvait enfin des spécimens de tous les principaux ouvrages de théologie, d'histoire et de littérature en vogue depuis la renaissance⁴.

« qui le faisoit représenter fort magnifique, oultre l'enrichissement de tant
 « de marbre et porphyre, qu'elle y avoit fait employer et aussi la charpenterie
 « et menuiserie proprement et délicatement marquetée et madrée. Beaucoup
 « de médailles antiques, tableaux et autres singularités assemblées de
 « divers pays : ny ayant en tout le logis, peintures, vitres, ferrures, pavé,
 « ny autres ouvrages, qui ne monstrassent sortir de très-docte main d'ar-
 « tisan. »

¹ *Analectes belgiques*, p. 476.

² *Relation* de BERNARDO NAVAGERO (1546).

³ BRANDT, *Histoire de la réformation des Pays-Bas*, liv. II.

⁴ *Notice sur la librairie de la reine Marie de Hongrie*, par GACHARD, dans

Tandis que François I^{er}, son ancien et redoutable adversaire, descendait dans la tombe, Charles-Quint, à l'apogée de sa puissance, tournait ses forces contre les confédérés de Smalkalde et remportait, le 24 avril 1547, la grande et décisive victoire de Muhlberg, sur l'Elbe, où l'électeur Jean Frédéric de Saxe fut fait prisonnier. Deux mois après, l'autre chef de la ligue, le landgrave Philippe de Hesse, tombait également au pouvoir de l'empereur, qui le fit conduire à Malines. La diète de l'empire, convoquée à Augsbourg, imposa ensuite l'*interim* aux deux partis et

les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 1^{re} série, t. X, pp. 244-246. — Des cabinets, remplis d'objets rares et précieux, étaient joints à cette librairie, ainsi qu'il résulte des documents mis également au jour par M. GACHARD, dans son *Rapport sur les archives de l'ancienne Chambre des comptes de Flandre*, à Lille, pp. 44 et 263. — Nous extrayons les particularités suivantes du compte rendu par JEAN DE GHYN, *penninckmaistre* de la reine Marie, pour l'année 1540 : « A Étienne Lullier, garde des librairie et cabinets de la reine à Malines, pour divers déboursés faits pendant les années 1536, 1537 et 1538, et, entre autres : Pour avoir, en décembre 1536, porté auxdits cabinets les portraits de la princesse de Danemark, de la duchesse d'Arshot et de madame de la Cambre ; — Pour avoir porté auxdits cabinets les portraits de M. de Sempy (chevalier d'honneur de la reine), M. de Molembais (son grand-maitre d'hôtel) et M. de Corbaron. — A M^{re} Bernard Dorlet (d'Orley), *peintre à la reine*, pour un tableau de la portraiture de la reine, fait après le vif, de deux pieds en carré, au mois de février 1532 (1533), duquel elle a fait don à la comtesse de Salm, 45 livres. — Pour les portraits de l'empereur, du roi des Romains, de la reine et de mademoiselle Lucrèce, de deux pieds en carré, lesquels ont été délivrés à ladite Lucrèce, 52 livres. — Pour deux portraits du roi Louis de Hongrie et deux de la reine, qu'elle a retenus pour en faire son très-noble plaisir, 52 livres. — Pour la façon de la portraiture et figure au vif du feu roi Louis, fait sur toile, de la grandeur qu'il étoit en son vivant, 28 livres... — Pour un portrait de M. de Sempy, fait au mois de décembre 1534, 43 livres. — Pour un portrait du roi Louis, délivré, au mois de mai 1535, au comte palatin, 43 livres. »

rattacha les Pays-Bas au corps germanique sous le nom de *Cercle de Bourgogne* ¹.

Charles-Quint, dont la santé avait reçu de graves atteintes, se préoccupait vivement alors de l'avenir de sa dynastie. Décidé à faire venir le prince d'Espagne près de lui afin de le présenter aux peuples de ses divers États, il avait également résolu d'adresser à son fils des instructions, où il tracerait la conduite que l'infant aurait à tenir pour le cas où son père viendrait à quitter ce monde. Afin de justifier cette détermination, l'empereur alléguait le retour de quelques infirmités qu'il avait précédemment ressenties, le danger où il s'était trouvé tout récemment encore de perdre la vie, enfin son incertitude au sujet des desseins de Dieu à son égard. Dans les instructions, que Charles-Quint dicta à Augsbourg le 18 janvier 1548, il s'occupait avec la plus grande sollicitude du gouvernement des Pays-Bas et engageait vivement son fils à y retenir la reine douairière de Hongrie, sa tante, de préférence même à l'archiduc Maximilien, bien que celui-ci fût sur le point d'épouser la fille de l'empereur. Charles-Quint s'exprimait en ces termes : « Il a été question, « dans le cas de la conclusion du mariage de l'archiduc Maximilien, mon neveu, avec votre sœur », de lui confier le gouver-

¹ Le 25 octobre 1548, Charles-Quint, revenu d'Allemagne, fit communier, en sa présence, aux états généraux, le traité de confédération qui assurait aux États patrimoniaux du souverain une protection puissante, tout en leur laissant la jouissance entière de leurs libertés et franchises. Les états, satisfaits, poussèrent la condescendance jusqu'à autoriser l'empereur à nommer tels prélats, nobles et villes qu'il jugerait à propos, pour ratifier, de leur part, cet acte fédératif. *Des anciennes assemblées nationales de la Belgique*, § II.

² Le mariage de la princesse Marie, sœur aînée de l'infant Philippe, avec l'archiduc Maximilien d'Autriche, s'effectua dans l'année même. — « ... On ne voudrait pas que la princesse Marie sortit de la maison d'Autriche, » disait dès 1535 un ambassadeur vénitien, car la constitution, très-faible,

« nement de la Flandre. Je n'ai point voulu prendre de résolu-
 « tion finale avant que vous ayez vous-même visité le pays,
 « apprécié son importance, étudié le caractère de sa population,
 « sondé et connu l'archiduc lui-même. Il est vrai que si l'on par-
 « venait à déterminer la reine douairière de Hongrie à garder
 « encore le gouvernement général qu'elle exerce depuis si long-
 « temps, ce serait un avantage évident, à cause de la rare capa-
 « cité dont elle a fait preuve dans les temps de paix comme
 « durant la guerre; mais elle est irrévocablement déterminée à
 « se retirer. S'il plait à Dieu, tout s'arrangera à votre arrivée¹. »

L'empereur se plaisait, du reste, à reconnaître que les pays de Flandre étaient sur un bon pied de défense et que l'on travaillait à les fortifier encore suivant les plans qu'il avait fait dresser.

« Les diverses provinces, les seigneurs et tous les gentilshommes,
 « témoignent, ajoutait-il, beaucoup d'affection et de fidélité. La
 « réduction de Gand, la citadelle que l'on a construite dans cette
 « ville et les nouvelles fortifications de Cambrai suffiront pour
 « faire perdre aux Français toutes les espérances qu'ils avaient
 « conçues de ce côté². »

Mais Charles-Quint ne s'était pas seulement préoccupé du gouvernement des Pays-Bas : il songeait aussi à régler dès-lors la succession à l'Empire. Ferdinand, son frère, roi des Romains,

« du fils de l'empereur fait craindre beaucoup pour ses jours. Dans ce cas,
 « c'est cette fille qui lui succéderait, ce qui empêchera toujours qu'on ne
 « la marie au dauphin de France. » *Relation de Marino Giustiano, dans le*
Recueil de N. TOMMASEO, t. 1^{er}, p. 89.

¹ « Es verdad que si pudiese acabar con la reyna biuda de Ungria que
 « continuase en el dicho cargo que a tanto tiempo tenido, seria lo que mas
 « convenia, por quella lo a hecho muy bien en paz y en guerra, mas está
 « puesta en descargarse dél; en fin se determinará todo con vuestra venida,
 « plaçiendo à Dios. » *Papiers d'État du cardinal de Granvelle, t. III, p. 316.*

² *Papiers d'État, etc., t. III, p. 293.*

était naturellement désigné pour le remplacer le premier. Mais qui succéderait à Ferdinand? Charles-Quint, à cette époque du moins, voulait maintenir les droits éventuels de l'archiduc Maximilien, fils aîné du roi des Romains, mais à condition que le prince d'Espagne exercerait, pendant ce règne, le vicariat en Italie. D'après les ordres de l'empereur, Granvelle, évêque d'Arras, écrivit, le 14 mars, au duc d'Albe, majordome mayor du prince d'Espagne, pour pressentir les intentions de celui-ci, qui d'ailleurs avait déjà été prévenu par une lettre autographe de son père. L'infant, recevant la dépêche de l'évêque d'Arras des mains du duc d'Albe, ordonna à Juan Vasquez, pour la sûreté du secret, de la déchiffrer lui-même, sur l'heure, et de la lui rapporter aussitôt qu'il l'aurait mise au net. Après avoir réfléchi sur son contenu, il demanda au duc d'Albe son sentiment. Celui-ci, entendant parler du projet pour la première fois et considérant sa grande importance, pria le prince de vouloir bien ne prendre d'avis que de lui-même sur une chose qui le touchait. Il ajouta que, n'étant point au fait de ce qui regardait l'Empire, il pourrait répondre mal aux ouvertures de l'évêque d'Arras. Le prince, pour satisfaire l'empereur, son père, n'avait qu'à lui exprimer naturellement sa pensée. Alors le prince ordonna au duc d'Albe de répondre que, eu égard à l'état où étaient les affaires de la chrétienté, principalement du côté de l'Empire et en Italie (surtout à l'égard de Gènes, Sienne, Piombino, Plaisance et Parme) et considérant les intrigues du pape et des Français, il pensait que si les États d'Italie, au point où en étaient les choses, voyaient ou entendaient qu'on se préparât dès ce moment à assurer à l'archiduc la succession de l'Empire, ils pourraient revenir des craintes que leur avaient inspirées les succès constants de toutes les entreprises de l'empereur jusqu'à ce jour, et en prendre occasion de chercher des moyens et des prétextes pour entreprendre contre S. M. et ses royaumes. Qu'il était donc à

redouter que si, dans cette conjoncture, on parlait du vicariat, lesdits États et plusieurs autres y apporteraient beaucoup de difficultés et de contradictions. En conséquence, il lui semblait qu'il était important de différer l'exécution du projet jusqu'à ce que les affaires, en général, et celles de l'empereur et du sérénissime roi des Romains fussent plus affermies, particulièrement du côté de l'Italie; qu'ensuite on pourrait entrer en négociation. Qu'il serait toujours temps avec l'aide de Dieu, en laquelle il se confiait; qu'alors on pourrait réfléchir à ce qu'il y aurait de mieux à faire pour le bien général et particulier. En communiquant cette lettre du duc d'Albe à la reine Marie, l'évêque d'Arras lui fit savoir que le roi des Romains avait pris cet avis de bonne part et avait volontairement consenti à différer la chose, ce dont l'empereur avait eu bien grand contentement ¹. C'était néanmoins un échec pour la branche cadette de la maison d'Autriche et une révélation significative des arrière-pensées qui germaient dans l'esprit de l'héritier de la monarchie espagnole.

Pour ne pas troubler mal à propos l'union de la famille impériale, Charles-Quint, peut-être d'après le conseil de sa sœur, qu'il avait appelée à Augsbourg ², convint avec Ferdinand qu'il ne serait rien innové de leur vivant en ce qui concernait la succession à l'Empire. Il fut aussi question de marier le prince d'Espagne à l'une des filles du roi des Romains ³.

Selon les instructions de Charles-Quint, Maximilien, roi de Bohême, se rendit en Espagne pour y épouser la princesse Marie et remplir les fonctions de régent, pendant l'absence de l'héritier présomptif, que son père appelait près de lui. Don Philippe, alors

¹ Lettre de Granvelle, évêque d'Arras, à la reine Marie, datée d'Augsbourg, le 7 mai 1548. *Documents historiques*, t. VII (archives de l'Etat).

² *Analectes belgiques*, p. 435.

³ Bucholtz, t. VI, p. 457.

âgé de vingt et un ans, s'embarqua à Barcelone, le 2 novembre 1548, sur une flotte commandée par André Doria. Ayant pris terre à Gènes, il traversa la Lombardie, pénétra en Allemagne par le Tyrol, après s'être rencontré à Trente avec le duc Maurice de Saxe, qui était venu le prier d'intercéder en faveur du landgrave de Hesse; trouva, au delà des frontières des Pays-Bas, les bandes d'ordonnance que l'empereur avait envoyées au-devant de lui, sous le commandement du duc d'Arschot, et arriva enfin, le 1^{er} avril 1549, à Bruxelles, où il fut reçu par Charles-Quint son père et par ses deux tantes, Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas, et Éléonore d'Autriche, veuve de François I^{er}. Pour célébrer la venue de son neveu, qui était destiné à devenir un jour le plus puissant monarque de l'Europe, Marie de Hongrie donna, dans ses palais de Binche et de Mariemont, les fêtes les plus splendides et les plus chevaleresques¹. Mais, d'autre part, elle joignit ses conseils salutaires aux graves et pressantes exhortations de l'empereur; elle pria le jeune prince, s'il voulait gagner l'affection des peuples, de s'identifier avec eux, au lieu de demeurer exclusivement espagnol.

Dans ce moment même, Charles-Quint et sa sœur se préoccupaient des moyens d'assurer à l'infant la tranquille possession des Pays-Bas. A cet effet, l'empereur fit faire aux états des provinces, séparément, deux propositions tout à fait nouvelles. On jugera de leur importance par l'analyse de ce qui fut dit aux « députés et membres de Flandre » à Bruxelles, le 25 mai 1549, en présence de l'empereur et de la reine de Hongrie : « L'empereur a fait passer dans les Pays-Bas le prince, son fils, afin qu'il ait meilleur moyen de les voir et de les visiter, aussi pour faire connaître aux habitants la bonne affection qu'il leur porte et pour les confirmer en la même volonté envers

¹ Éd. DE METEKEN, *Hist. des Pays-Bas*, fol. 12.

« lui. L'empereur tient pour certain que son fils, en visitant
 « les Pays-Bas, et parvenant à les mieux connaître, *prendra*
 « *tant plus grande affection à iceux et s'appliquera davantage*
 « *à tenir à l'avenir le soin d'iceux tel qu'il convient à un bon*
 « *prince pour les bien administrer.* L'empereur désire aussi que
 « son fils soit reçu par les diverses provinces et même par les
 « états de Flandre comme leur futur seigneur. Dans sa solli-
 « citude pour le bien, le repos et la tranquillité desdits pays,
 « l'empereur a considéré combien il leur importe d'être possédés
 « par le même prince pour éviter les inconvénients qui résulte-
 « raient d'un nouveau morcellement, car, séparés, ils ne pour-
 « raient résister aux agressions des princes voisins et leur ruine
 « serait immanquable. C'est pourquoi, il désire, de l'avis des
 « états de toutes les provinces, établir, par une *Pragmatique*,
 « des règles uniformes et certaines pour la succession, attendu que
 « la représentation en ligne directe et collatérale n'est point
 » prescrite dans le comté de Flandre, tandis qu'elle existe dans
 « d'autres provinces. L'empereur veut donc qu'il soit établi que,
 « en ce qui touche la succession du prince souverain aux Pays-
 « Bas, elle ait lieu dans toutes les provinces uniformément en
 « ligne directe et collatérale. Cette décision ne léserait les inté-
 « rêts d'aucun, la reine de Bohême, fille aînée de l'empereur, à
 « ce autorisée par le roi de Bohême, son mari, ayant renoncé
 « en faveur de l'infant Philippe et de son fils (don Carlos) et ses
 « autres hoirs à venir, à tout ce qu'elle pourrait prétendre en la
 « succession directe de l'empereur, moyennant la dot qui lui a
 « été assignée. L'empereur n'entend faire aucun autre change-
 « ment aux coutumes du pays, mais bien les respecter en ce qui
 « concerne les successions des particuliers ¹. »

¹ *Documents historiques*, t. VIII (archives du royaume). — Du reste, le grand conseil de Malines et le conseil de Brabant, ayant été également

Le projet de Pragmatique aussi bien que la proposition d'inaugurer le prince d'Espagne comme le futur souverain du pays ayant été accueillis par les états, Charles-Quint-lui-même voulut accompagner son fils dans les différentes provinces. Il visita avec lui le Brabant, la Flandre, les châtellenies de Lille, de Douai et d'Orchies, le Tournaisis, l'Artois, le Hainaut, et la seigneurie de Malines. La goutte ayant empêché l'empereur de passer ensuite dans les provinces septentrionales, ce fut la reine Marie qui accompagna le prince d'Espagne dans la Hollande, la Zélande et la Gueldre. Étant à Rotterdam, la savante régente des Pays-Bas aussi bien que le prince d'Espagne, son neveu, eurent la curiosité de visiter la maison et la chambre où Erasme avait vu le jour ¹.

De retour à Bruxelles, le prince d'Espagne et sa tante assistèrent, le 1^{er} novembre, à une assemblée des états généraux convoquée par l'empereur. Charles-Quint leur présenta son fils, les remercia de l'accueil qui lui avait été fait dans les différentes provinces, et annonça son prochain départ pour l'Allemagne. Pendant son absence, ajouta-t-il, la reine Marie continuerait de gouverner les Pays-Bas : car, à sa prière, elle avait consenti à ne point insister pour être déchargée de ce soin ².

Ce ne fut toutefois que le 1^{er} juin 1550 que Charles-Quint quitta Bruxelles pour se rendre de nouveau à Augsbourg, où il

consultés sur le projet de Pragmatique, avaient donné un avis tout à fait favorable. « Lesquels pais et subjectz, disait le grand conseil, estans
« et demeurans ainsi unis et sous un même prince, sont et seront plus
« prompts et souffisans pour résister aux invasions et emprinses des en-
« nemis qu'il ne seroient estant séparés et tant chacun pais un prince à
« part, et que sa dite Majesté le puisse ainsi faire et statuer, ne doubtons,
« voire selon droit et raison..... » *Ibid.*

¹ BRANDT, *Hist. de la Réformation*, liv. II.

² *Des anciennes assemblées nationales*, § II.

avait fait convoquer la diète de l'Empire et où il arriva le 8 juillet. Aveuglé par l'amour paternel ou stimulé par l'ambition de son fils, il était revenu sur ses premières résolutions et montrait maintenant le désir le plus vif de perpétuer son immense pouvoir dans sa descendance directe. Ce projet extraordinaire n'avait point tardé à s'ébruiter. Par une lettre écrite de Prague, le 29 mars 1549, Ferdinand informa confidentiellement sa sœur, Marie de Hongrie, qu'il avait été averti de plusieurs lieux et par des personness digne de foi, pour la plupart, que, en la cour du prince d'Espagne, son neveu, et en l'Empire, on s'entretenait publiquement du traité que l'empereur aurait fait avec lui, Ferdinand, pour qu'il cédât la dignité et le titre de roi des Romains au prince Philippe. Afin que ce projet rencontrât moins d'empêchement, l'empereur, ajoutait-on, avait envoyé en Espagne l'archiduc Maximilien, roi de Bohême. Du reste, ce projet était en Allemagne le sujet ordinaire des conversations aux tables publiques. Le marquis de Brandebourg, électeur, avait même voulu emprunter de l'argent à Augsbourg et l'hypothéquer sur les sommes qu'on devait lui offrir, disait-il, de la part de l'empereur, pour qu'il facilitât l'avènement du prince d'Espagne. Ferdinand savait bien que l'empereur ne lui avait point parlé ni fait parler de ce projet; il ne croyait pas non plus que telle chose vint jamais dans la fantaisie de l'empereur, si bon seigneur et frère, disait-il, et non-seulement frère, mais vrai père. Toutefois comme ces bruits étaient préjudiciables à sa réputation et pourraient produire d'autres inconvénients, il pria sa sœur de faire en sorte qu'ils n'allassent pas plus loin ¹. La reine répondit le 13 avril qu'il n'y avait aucun fondement au bruit que son frère lui rapportait et qu'elle ne voyait point que les dispositions de l'empereur et du prince d'Espagne eussent changé;

¹ BUCHOLTZ, t. IX, p. 726-728.

enfin, qu'il n'y avait aucune apparence de rien innover du vivant de l'empereur et du roi des Romains, ainsi qu'il avait été convenu entre eux à Augsbourg ¹.

Il est néanmoins certain que des tentatives furent faites auprès de Ferdinand pour qu'il cédât l'Empire au prince d'Espagne. L'évêque d'Arras, qui servit d'intermédiaire, laissa entrevoir des compensations territoriales en Allemagne et, entre autres, le duché de Wurtemberg. Mais Ferdinand repoussa ces offres avec indignation. Il répondit à Granvelle : « que les royaumes de
« ce monde étoient en la merci de la fortune, qui les pouvoit ôter
« et transporter selon qu'il plaisoit à Dieu... Toutefois le nom, titre
« et dignité étoient de telle qualité qu'on n'en pouvoit dépouiller
« et priver les hommes par force ; et que de s'en démettre de
« volonté, puisqu'il n'y avoit en ce monde chose si chère que la
« réputation et l'honneur, il lui sembloit que cela procéderoit de
« grande lâcheté et abjection de cœur ². »

L'approbation donnée par la reine Marie au nouveau projet de l'empereur n'allait point jusqu'à vouloir frustrer Ferdinand de l'expectative de la dignité impériale. Pour concilier les prétentions émises de part et d'autre et empêcher une rupture entre les deux branches de la maison d'Autriche, elle avait conçu un nouveau plan, qu'elle communiqua très-confidentiellement au roi des Romains, le 1^{er} mai 1550, le priant à deux reprises de jeter sa lettre au feu, après en avoir pris connaissance. Il s'agissait de persuader à Ferdinand d'employer tous ses efforts près du roi de Bohême pour que celui-ci consentît à s'effacer devant le prince d'Espagne. La reine disait de ce dernier : « Je le vois très-enclin
« de aspirer et de se assurer de l'Empire après vous, donnant

¹ BUCHOLTZ, t. IX, p. 728-729.

² Lettre de Marillac, ambassadeur de France auprès de l'empereur, du 29 juillet 1550, dans RIBIER, *Lettres et mémoires d'Etat*, t. II, p. 283.

« ses raisons très-grandes, qu'il lui semble estre nécessaire pour
 « le maintien de toute notre maison. » Or, il fallait empêcher à
 tout prix qu'il s'élevât entre les deux jeunes princes une rivalité
 d'où naîtraient jalousie et inimitié perpétuelles. Elle laissait
 d'ailleurs entrevoir que l'empereur ne renonçait point au projet
 d'unir son fils à l'une des filles du roi des Romains ¹.

Lorsqu'il fut arrivé à Augsbourg, Charles-Quint lui-même fit
 quelques tentatives auprès de son frère, mais sans pouvoir triom-
 pher de la résistance toujours respectueuse du roi des Romains.
 Il résulte des lettres adressées par Ferdinand à la reine Marie et
 datées d'Augsbourg le 13 et le 19 juillet, que l'empereur, après
 une longue délibération, avait enfin trouvé préférable de ne plus
 revenir sur un sujet, d'où pourraient naître des divisions mor-
 telles en la maison d'Autriche. Ferdinand se tint dès lors dans
 une grande réserve, décidé à ne rien faire par lui-même ni à ne
 mettre aucune influence en œuvre dans l'intérêt de son fils. Du
 reste, il laissait clairement entendre que, disposé à servir en tout
 l'empereur et le prince d'Espagne, il ne prêterait pas volontiers
 les mains à une combinaison si préjudiciable aux intérêts de l'ar-
 chiduc Maximilien. Pour se soustraire à de nouvelles instances,
 il avait aussi déclaré qu'il se référerait à ce que déciderait l'ar-
 chiduc. La réponse de celui-ci fut péremptoire : la combinaison
 proposée ne l'intéressait pas seul, disait-il, mais elle concer-
 nait directement tous les princes germaniques ; donnât-il son
 consentement, les autres princes pourraient s'y opposer en-
 core ².

Cependant Charles-Quint se flattait toujours d'avoir assez
 d'ascendant sur les membres de sa famille pour obtenir, tôt ou
 tard, leur adhésion à ses projets. Il continua ses tentatives, et,

¹ *Documents historiques*, t. VIII (archives de l'État).

² BUCHOLTZ, t. IX, p. 731 et 732. Voir aussi t. VI, p. 465.

pour surmonter les difficultés qu'il rencontrait et les obstacles qu'il prévoyait encore, il appela auprès de lui la reine Marie. Elle vint à Augsbourg au mois de septembre ¹, mais son intervention, quelque habile qu'elle fût, ne fit point avancer ces pénibles négociations. Il fut néanmoins résolu que l'archiduc Maximilien, dont le consentement était nécessaire, serait rappelé de Valladolid en Allemagne.

La reine Marie avait mis son séjour à profit pour obtenir de l'empereur une concession qui intéressait au plus haut degré la prospérité de la métropole commerciale des Pays-Bas. Le 28 avril 1550, Charles-Quint avait publié un nouveau *Placard* qui confirmait, en les amplifiant à certains égards, les dispositions préventives et répressives décrétées depuis 1519 contre les hérétiques. Comme il était fait plusieurs fois mention dans le nouvel édit de l'*Inquisition* et des *inquisiteurs*, les marchands d'Anvers, surtout les Allemands et les Anglais, craignaient qu'il ne fût question d'établir dans les Pays-Bas le Saint-Office d'Espagne. Plusieurs de ces négociants étrangers, pour se soustraire aux bûchers, faisaient déjà leurs préparatifs de départ. La régente des Pays-Bas, comprenant les conséquences désastreuses de cette panique générale, obtint de l'empereur qu'il retrancherait du placard tout ce qui concernait les *inquisiteurs* et, en outre, qu'il adoucissait ou mitigerait d'autres dispositions ². Cette démarche conciliante et tout à fait politique fut regardée de mauvais œil par les catholiques exaltés. En Espagne de même qu'à Rome, on accusa de nouveau Marie de Hongrie de favoriser les doctrines des novateurs ³.

¹ *Analectes belgiques*, p. 435.

² PONTUS HEUTERUS, p. 626.

³ Au surplus, Marie de Hongrie fut souvent compromise par la faute de ceux qui l'entouraient. En 1544, son prédicateur en titre, frère Alexandre, carmélite, infecté et convaincu d'hérésie, dut se soustraire par la fuite à la

L'archiduc Maximilien, roi de Bohême, étant arrivé, sur ces entrefaites, de Valladolid à Augsbourg, opposa aux désirs de l'empereur, son beau-père, une résistance plus ferme encore que n'avait été celle du roi des Romains. La déception de Charles-Quint fut d'autant plus grande qu'il avait quelque espoir, par des informations venues d'Espagne et d'autres côtés, que le roi des Romains ainsi que le roi de Bohême se laisseraient enfin persuader pour établir et conserver la grandeur de la maison d'Autriche. Cet espoir s'était encore fortifié par l'empressement que le roi de Bohême avait mis à se rendre à Augsbourg, ce dont il aurait pu se dispenser, disait Charles-Quint, s'il avait l'intention de ne pas vouloir condescendre à ce qui convenait dans l'intérêt de leur maison ¹. Les dissentiments des deux branches de la famille impériale s'étaient accrus lorsque Ferdinand eut déclaré à l'empereur son intention de demander l'aide des États de l'Empire afin de défendre la Transylvanie menacée par les Turcs. Cette proposition ayant paru intempestive à Charles-Quint, il s'y était vivement opposé, et, en présence de l'obstination de son frère, n'avait pu se contenir, se laissant entraîner par la colère jusqu'à dire que Ferdinand voulait tout pour soi, mais qu'il faudrait voir enfin qui était l'empereur. Quoiqu'il fût débile et maltraité par ses indispositions, il trouverait bien la force, avait-il ajouté, de se transporter où sa présence serait nécessaire; Ferdinand pourrait faire ce qu'il voudrait quant à sa proposition, mais il lui promettait de la faire échouer et d'avertir pleinement les états de tout ce qui se passait. En voyant l'irritation de l'empereur, Ferdinand promit d'ajourner sa proposition afin d'y penser encore ². Cette scène s'était passée le 22 novembre. Fer-

sentence prononcée contre lui. *Correspondance de Philippe II*, publiée par M. Gachard, t. I^{er}, p. 219.

¹ LANZ, *Correspondenz*, t. III, p. 45.

² *Id.*, *ib.*, p. 47.

dinand ne fit plus semblant de rien jusqu'à ce que, le 14 décembre, il adressât à l'empereur une lettre où, rappelant l'accès de colère du 22, il déclarait qu'il avait jugé convenable d'exposer froidement et par écrit les raisons qui l'obligeaient à persister dans sa première résolution ¹. Ce mémoire porta au comble le chagrin et l'irritation de l'empereur. Le surlendemain, 16 décembre, quoique très-souffrant, il dicta une longue lettre où il racontait à sa sœur tout ce qui s'était passé entre lui et le roi des Romains; il la suppliait ensuite, avec les plus vives instances, de le rejoindre immédiatement à Augsbourg afin d'employer ses efforts pour triompher de l'obstination de leur frère. Charles-Quint, d'une main alourdie par la goutte, ajouta les lignes suivantes : « Je puis vous certifier *que je n'en puis plus si je ne crève*. Soyez certaine que je n'ai jamais senti ni ne sens « chose que le roi de France mort (François I^{er}) m'a fait ni que « celui-ci (Henri II) me voudrait faire, comme des termes dont « le roi, notre frère, en use envers moi. Et ce que je sens le « plus, c'est que, nonobstant tous les discours qu'il me fit, je ne « lui peux connaître au visage, quand nous nous trouvons en- « semble, nulle démonstration de repentir ni de honte. Enfin, je « n'ai d'autre refuge que de me retourner à Dieu, le suppliant « qu'il lui veuille donner la volonté et la connaissance et à moi « force et patience, et que nous puissions venir en accord, ou « que si pour le moins votre venue ne sert à le convertir, qu'au « moins elle serve à me conseiller et consoler en un tel cas ». »

La gouvernante des Pays-Bas se rendit à Augsbourg et servit encore une fois d'intermédiaire entre les divers membres de la maison d'Autriche, l'empereur et son fils, d'une part, le roi des Romains et l'archiduc Maximilien, de l'autre. La véritable cause

¹ Voir cette lettre dans LANZ, *Correspondenz*, t. III, p. 44-45.

² *Id.*, *ib.*, p. 15-20.

de leurs divisions était la succession à l'Empire. Après de longues délibérations, la reine Marie fit enfin accepter une transaction par les uns et les autres. L'évêque d'Arras rédigea cet accord en la chambre de Charles-Quint le 9 mars 1531.

On convint que, à l'époque où Ferdinand parviendrait à l'Empire, Philippe deviendrait roi des Romains; qu'il succéderait ensuite à son oncle, comme empereur, et que, après lui, l'Empire serait transmis à l'archiduc Maximilien, roi de Bohême. Philippe promit que, lorsqu'il arriverait à l'Empire, « il députerait pour son lieutenant et son gouverneur, en son absence de l'Empire, ledit seigneur roy de Bohême en tout l'Empire de la maison germanique, en la même forme et manière que ledit seigneur empereur (Charles-Quint) en a usé durant son administration à l'endroit dudit seigneur roy des Romains. » Philippe devait être également le lieutenant et vicaire de Ferdinand, en Italie, dès que celui-ci serait parvenu à l'Empire, à condition « qu'il luy porteroit tout honneur, révérence et obéissance comme roy des Romains est tenu de faire à ung empereur. » Il promit aussi que, comme roi des Romains, il n'interviendrait point, du vivant de l'empereur Ferdinand, dans le gouvernement des affaires de l'Empire plus avant que ce dernier ne le concéderait de sa franche volonté et pour sa plus grande sûreté¹.

¹ A l'appui de cet accord, un mémoire fut rédigé par l'évêque d'Arras, très-vraisemblablement d'après les indications de la reine Marie. Il contenait en substance les raisons suivantes : 1^o Obligation de l'empereur et du roi des Romains de procurer tout ce qui peut le mieux amener le bien de l'Empire ; 2^o Inconvénients qui surviendraient si les maisons de France ou d'Angleterre parvenaient à la dignité impériale ou si la couronne était donnée à l'un des princes particuliers de l'Empire : la tyrannie de la maison de Valois, l'hérésie de la maison de Tudor, la faiblesse d'un prince particulier, qui serait plutôt le compagnon des autres qu'un véritable empereur, sont également à redouter ; 3^o la maison d'Autriche, en conservant l'Empire, pro-

Ces laborieuses négociations restèrent toutefois stériles. Si Charles-Quint avait eu la plus grande peine à vaincre la répu-

tége la religion et ses libertés en même temps qu'elle le défend contre les Turcs; 4° il est donc indispensable de choisir pour cette grande charge ceux de la maison d'Autriche encore qu'ils soient étrangers, car eux seuls peuvent soutenir la foi catholique et assurer le bien du saint-empire; 5° que l'exemple du passé autorise l'arrangement dont on est convenu et l'élection immédiate d'un second roi des Romains; 6° que ce n'est pas rendre l'Empire héréditaire quand le frère succède au frère, le neveu à l'oncle, le cousin au cousin, et que cette succession est consacrée par élection; 7° qu'il vaut bien mieux arrêter cet accord avec l'intervention de l'empereur vivant que de l'ajourner jusqu'après son décès, car il faut se mettre en garde contre les pratiques des Français; 8° que la chrétienté n'offre point au choix des électeurs de jeunes princes plus méritants que l'infant Philippe et le roi de Bohême, de meilleur entendement, d'une expérience plus précocce, car ils ont fait déjà leur apprentissage du gouvernement; qu'il faut donc les préférer à tous autres, non à titre héréditaire, mais parce qu'ils conviennent mieux à cette haute charge que qui que ce soit; 9° que, quant à la dignité de roi des Romains, puisqu'il s'agit d'opter maintenant entre le prince d'Espagne et l'archiduc Maximilien, il est clair que sous le rapport de la nationalité et du langage, comme aussi par ses possessions qui lui permettent de résider constamment dans l'Empire, le roi de Bohême conviendrait mieux et serait plus sympathique aux Allemands. Mais ces avantages ne suffisent point à qui n'a la force pour soutenir un si grand poids et nulle aide pour subvenir à une si lourde charge. A considérer la puissance que l'Empire requiert, le prince d'Espagne serait plus convenable, car il aura la force nécessaire pour soutenir la maison d'Autriche, tenir tête aux Turcs et à la France, veiller sur la paix de l'Italie, assurer l'union de l'Empire, empêcher enfin que, par la dissolution de cette grande machine, la Hongrie ne soit perdue, la maison d'Autriche ruinée, et qu'elle n'entraîne dans son désastre les autres possessions de la maison de Bourgogne. Ce serait se tromper que de supposer que le roi de Bohême pourrait être assisté des forces de l'Espagne si le souverain de ce pays ne participait point à la dignité impériale, puisque, quelle que fût la bonne volonté de ce dernier, il trouverait un obstacle dans ses propres États, car ils se plaignent déjà de l'aide qu'ils procurent quoiqu'ils soient régis par l'empereur,

gnance de son frère et de son neveu, il lui fut impossible de triompher de l'opposition des électeurs. Ceux de Mayence et de Trèves, les seuls qui eussent comparu à la diète d'Augsbourg, disaient ouvertement qu'ils ne consentiraient point à l'arrangement proposé, parce qu'ils avaient juré de « garder la loi de « l'Empire, et qu'en outre ils s'étaient juré tous ensemble de « ne faire jamais plus un Espagnol empereur. » D'autre part, le duc Maurice de Saxe et le margrave Joachim de Brandebourg, sollicités des premiers, ne se prêtèrent pas non plus à une combinaison qui leur paraissait défavorable aux intérêts particuliers de la Germanie. Le margrave Joachim invita même Ferdinand à ne pas aller plus avant, s'il ne voulait se rendre odieux à toute l'Allemagne, lui et sa descendance ¹. En voyant la ruine de ses dernières espérances, Charles-Quint accusa son frère d'avoir cherché un appui parmi les princes protestants, et, pendant longtemps, il lui témoigna de la froideur et de la défiance.

L'enfant Philippe et l'archiduc Maximilien furent renvoyés en Espagne, le premier pour y reprendre le gouvernement du royaume, le second pour en retirer sa femme et son enfant et les reconduire en Bohême.

Bientôt la haine profonde que Henri II ressentait contre Charles-Quint, qu'il regardait comme le plus mortel de ses ennemis ², et la défection désastreuse de Maurice de Saxe suscitèrent

et la discorde éclaterait si les États patrimoniaux du prince le sollicitaient de demeurer en paix lorsque l'Empire serait en guerre..... » *Collection de documents historiques*, t. VIII (archives de l'État).

¹ MIGNET, *Charles-Quint*, etc., p. 43, d'après les dépêches de Marillac, ambassadeur de France, à Henri II. Voir aussi BUCHOLTZ, *op. cit.*; t. VI, p. 467.

² «..... Verso di Cesare dimostra chiaramente il suo odio; nè si può desiderar tanto grave male a nemico alcuno quanto ella gli desidera. La

des événements qui furent comme la contre-partie des mémorables victoires de Pavie et de Muhlberg.

Par une coïncidence singulière, le jour même (5 octobre 1551) où Maurice de Saxe arrêtait avec Henri II une alliance secrète à Friedewald, la reine Marie écrivait à Granvelle, évêque d'Arras, qu'il faudrait mettre ce prince trop influent dans l'impossibilité de nuire, en l'employant en Hongrie contre les Turcs. Elle était aussi d'avis que l'empereur devait montrer de la confiance aux enfants de son frère, *quoiqu'on ne lui en ait pas donné occasion*, et ajourner l'affaire de la succession. « Si nous venons, disait-elle, au-dessus des Français et que le prince (Philippe) gagne « crédit et réputation, Sa Majesté peut s'assurer de l'Empire pour « qui elle voudra. Mais si nous échouons, je tiens l'Empire « perdu, et nous en grand danger ¹. » C'est la reine Marie qui, la première, fait connaître à l'empereur l'alliance de Maurice de Saxe et de Henri II ; c'est elle aussi qui conjure le roi des Romains de joindre ses forces à celles de son frère pour résister à l'ennemi commun. Dans cette crise suprême, elle se montre admirable de courage et de prévoyance. L'empereur la remercie des bons préparatifs qu'elle fait dans les Pays-Bas ; mais, cette fois, il doit modérer l'ardeur qui pourrait l'entraîner trop loin. Il lui déconseille de chercher bataille, pour ne pas risquer la perte totale du pays : elle doit, au contraire, conserver ses forces pour secourir Metz, dans le cas où les Français manifesteraient le dessein d'assiéger cette ville. De son côté, la reine conseille à l'empereur, s'il a l'intention de négocier avec les protestants, de délivrer le landgrave de Hesse, d'agir généreusement avec lui,

« qual infermità è così naturale, che nessuna medicina la saneria salvo la morte o la rovina del suo nemico. » *Relation* de Giovanni Capello (1551), dans le recueil de M. N. Tommaseo, t. I, p. 382.

¹ LANZ, *Correspondenz*, t. III, p. 82.

et de l'assister même pour l'opposer à Maurice de Saxe, si celui-ci ne voulait se prêter de bonne foi à la négociation.

Charles-Quint, retiré à Inspruck, était sorti secrètement de cette ville, le 14 mars 1552, entre onze heures et minuit, avec le dessein de gagner les Pays-Bas et de se mettre à la tête des forces qui s'y trouvaient. Toutefois, comme il se dirigeait vers le lac de Constance, il craignit d'être surpris par les ennemis et revint sur ses pas. Des pourparlers eurent lieu à Lintz, mais les concessions de Charles-Quint ne paraissant pas assez grandes, Maurice s'approcha soudainement d'Inspruck et obligea l'empereur, alors malade, à fuir, dans la nuit du 19 mai, vers les montagnes de la Carinthie. Alors l'héroïque gouvernante des Pays-Bas redouble d'efforts; elle se rend elle-même à Aix pour raffermir la fidélité chancelante de l'électeur de Cologne et des autres princes qui penchent pour la France. Le péril est grand; les Français s'avancent vers le Luxembourg, tandis qu'on ignore encore l'issue qu'auront les négociations entamées à Passau. La reine prie l'empereur d'engager « les États et les princes de l'Empire à secourir
« les Pays-Bas contre le roi de France, selon qu'ils y sont obligés
« en vertu des recez et ordonnances du saint-empire, en leur
« exposant les obligations dans lesquelles ils se trouvent à l'égard
« desdits pays qui, depuis la confédération (d'Augsbourg, 1549),
« ont déjà fourni plus de 60,000 carolus pour leur quote dans
« les aides de l'Empire, et que c'est par le moyen de l'armée des-
« dits pays que les Français se sont retirés de l'Allemagne et se
« sont tournés vers lesdits Pays-Bas ¹. » Chaque jour la gouvernante reçoit des nouvelles plus alarmantes. L'empereur lui-même lui donne avis que le roi de France entretient de grandes intelligences à Gand, Bruges et Arras. Pour comble de malheur, quelques-uns des gentilshommes, à qui elle a confié les villes

¹ LANZ, *Correspondenz*, t. III. p. 200. 24 mai 1552.

fortes du Luxembourg, se montrent lâches ou traltres. « Il avaient « bonne réputation, écrit-elle à l'empereur, mais je ne saurais « donner le cœur aux gens ni leur faire garder fidélité s'ils ne « veulent pas. » Les *trois évêchés* (Metz, Toul et Verdun) ont également ouvert leurs portes à Henri II. La gouvernante fait alors marcher des troupes vers la Moselle pour couvrir le Brabant, et vers le Rhin pour s'opposer au plus intraitable des protestants, Albert de Brandebourg. Enfin, elle avait chargé Martin Van Rossem, ce fameux maréchal de Gueldre, qui avait fait autrefois tant de mal aux Pays-Bas, d'opérer une diversion en Champagne. Ce redoutable capitaine, s'étant joint au comte de Mansfeld, avait pris Stenay, qui lui ouvrait le passage de la Meuse, et, avec douze ou quinze mille hommes de pied et trois mille chevaux, il avait ravagé tout le pays environnant jusqu'à Grand-Pré, sur la rivière d'Aire. Mais lorsqu'il apprit que l'amiral Annebault rassemblait des troupes à Châlons pour marcher contre lui, et que le roi ramenait à grandes marches son armée par les Vosges pour le prendre par derrière, il se replia sur Stenay. Les Français, ayant traversé la Lorraine et le duché des Deux-Ponts, passèrent la Sarre et deux jours après la Moselle. Ils attaquèrent et prirent successivement Rodemarck, Ivoy, Damvilliers et Montmedy, usant partout avec la dernière rigueur des droits de la guerre et livrant les villes au pillage. Ils firent ensuite la conquête du duché de Bouillon, que Charles-Quint avait ôté à la maison de la Marck et que Henri II rendit à ses anciens maîtres. Des pluies opiniâtres, qui avaient succédé à des chaleurs excessives, obligèrent enfin le roi à licencier prématurément son armée, après avoir confié le gouvernement du Luxembourg au duc de Nevers¹. La convention de Passau, conclue le 20 août 1552,

¹ SISMONDI, *Histoire des Français* (édition de Paris), t. XVII, p. 458-460. — Charles-Quint avait été extrêmement satisfait des opérations con-

permit peu après à Charles-Quint de venir au secours de ses États héréditaires.

Robertson accuse la reine Marie d'avoir outrepassé ses pouvoirs en prolongeant la captivité du landgrave de Hesse. La correspondance de la gouvernante atteste au contraire que non-seulement elle n'avait épargné aucune démarche pour hâter la délivrance du malheureux prisonnier, mais qu'elle vit même son autorité méconnue par le capitaine qui avait la garde du landgrave. Lorsque la reine lui eut ordonné de le mettre en liberté, le capitaine répondit qu'il ne le ferait point jusqu'à ce qu'il eût reçu la patente de l'empereur adressée à lui-même ; et que si on le forçait, la vie du prisonnier ne serait pas en sûreté. Charles blâma l'insolence du capitaine, mais en insinuant que, *selon les lois d'Espagne*, il ne pouvait le délivrer *sans avoir la décharge de l'empereur*.

La reine Marie approuva Charles-Quint lorsqu'il eut formé le projet de reprendre Metz. C'était pourtant une faute énorme. L'empereur alla consumer son temps et ses forces sous des remparts presque inexpugnables, au lieu de s'avancer avec ses soixante mille hommes dans le royaume même, où la défense n'était pas organisée. La fortune, suivant les expressions d'un ambassadeur vénitien, protégea la France et aveugla l'empereur, qui ne sut pas profiter du moment pour fondre sur le pays ennemi. Mais Henri II commit une faute plus grande encore lorsque l'empereur, après avoir levé le siège de Metz, fut rentré dans le

duites par le maréchal de Gueldre. Il écrivait à la reine Marie, de Villach, le 30 mai : « J'ay eu le contentement que vous pouvez penser d'avoir » entendu comme encheminez (vous conduisez) avec l'assistance des seigneurs de par delà les affaires contre les ennemis, et mesme que vous » soyez saisi de Stenay et autres bons effects que journallement se font » à l'encontre d'iceulx. » *Documents historiques*, t. IX (Archives du royaume).

Brabant avec les débris de ses troupes. Si le roi de France avait poursuivi sa victoire, il se serait emparé de Bruxelles; déjà l'empereur avait fait seller son cheval et préparer les bagages pour s'enfuir ¹.

L'année suivante, Charles-Quint, impatient de venger l'affront qu'il avait essuyé devant Metz, mit de bonne heure ses troupes en campagne; elles s'emparèrent des villes de Théroutanne et d'Hesdin, qui furent littéralement rasées. De son côté, le reine Marie avait envoyé le comte du Rœulx en Picardie, en lui enjoignant de suivre l'exemple des Français et de faire la guerre sans merci. Noyon, Nesle, Roy, Chauny, plus de sept cents villages, dit-on, furent réduits en cendres. On ajoute, d'après une ancienne tradition, dénuée d'ailleurs de preuves authentiques, que les Impériaux renversèrent de fond en comble, par ordre exprès de la gouvernante des Pays-Bas, le beau château de Folembray, bâti par François I^{er}.

Henri II ajourna sa vengeance jusqu'en 1554. Après l'insuccès des vaines négociations entamées par le cardinal Pole pour amener une pacification alors impossible, Henri II ordonna que son armée se rassemblât à Cressy en Laonnais pour le 18 juin. Elle était composée de vingt-cinq compagnies françaises et d'autant de compagnies suisses, de deux régiments allemands, et de trois mille cinq cents hommes de cavalerie. Le connétable Anne de Montmorency et le maréchal de Saint-André commandaient cette armée; d'autres corps moins considérables se réunissaient aussi le long de la frontière des Pays-Bas afin que les Impériaux ne pussent savoir de quel côté ils seraient attaqués ².

Bientôt le connétable vint lui-même investir Marienburg.

¹ *Relation* de Giovanni Capello (1554), dans le recueil de N. Tommaseo, t. I, p. 379.

² SISMONDI, *Histoire des Français*, t. XVII, p. 327.

Cette ville, que l'on croyait imprenable, se rendit le 28 juin après un siège de trois jours par la trahison ou la pusillanimité de son gouverneur, le seigneur de Rissart. Henri II, arrivé au camp, changea le nom de Mariembourg en celui de *Henri-Bourg*. Il emporta ensuite d'assaut Bouvignes et Dinant; mais il n'osa point marcher contre Namur, l'empereur étant venu camper à un quart de lieue de là et pouvant jeter toutes ses forces dans la ville¹. Pour l'obliger à quitter cette position importante et l'attirer en rase campagne, le roi prit la résolution de passer la Sambre et de pénétrer dans le Hainaut. L'armée française, laissant les Impériaux derrière elle, marchait de manière à pouvoir faire volte-face si elle avait été attaquée, tandis que la cavalerie légère s'éparpillait dans la campagne et mettait le feu aux villages.

Le 21 juillet, les Français vinrent camper autour de Mariemont, où les coureurs de l'armée avaient déjà mis le feu avant l'arrivée du roi. A l'aspect de la *maison de plaisir* de la vaillante sœur de Charles-Quint, Henri II ne sut point maltriser la haine qu'il éprouvait pour l'empereur et pour la gouvernante des Pays-Bas. Tenant l'épée au poing, il cria aux gentilshommes qui l'entouraient : « Or, sus, mes chevaliers, donnons dedans ! » Il entra ensuite dans le parc avec ses mignons, frappa les arbres de son épée et ordonna d'activer le feu qui consumait déjà ce magnifi-

¹ Charles-Quint avait alors auprès de lui deux officiers italiens qui s'étaient fait remarquer autant par leur cruauté que par leurs talents, Ferdinand de Gonzague et J.-B. Castaldo. Le second conseillait à l'empereur de se retirer à Anvers; le premier, au contraire, l'engageait à faire bonne contenance avec les huit mille hommes qu'il pouvait avoir sous ses ordres, l'assurant que, par des marches habiles, il réussirait à couvrir toutes ses places, sans livrer de bataille. Quoique Charles-Quint ne pût être transporté qu'en litière, il suivit ce dernier conseil. SISMONDI, *Histoire des Français*, t. XVII, p. 530.

que château ¹. Les Français marchèrent ensuite sur Binche, où se trouvait l'autre palais de la gouvernante des Pays-Bas. L'empereur avait eu la précaution de faire garder la ville par deux *enseignes* d'Allemands ; comptant aussi sur la solidité des murailles, il espérait qu'elle pourrait se défendre quelque temps et jusqu'à ce qu'il vint la dégager. Pour répondre aux intentions de l'empereur, la garnison s'efforça, par le feu continuel de son artillerie, de retarder l'approche des Français. Mais ces efforts furent stériles. Malgré le danger, le roi vint lui-même reconnaître la place, de plus près que la portée d'une arquebuse ; et, bien que les chemins fussent défoncés par la pluie, toute la nuit fut employée à conduire l'artillerie et à la placer, d'après les ordres du roi, auprès d'un moulin à vent, du côté de la *mala-drerie*, à droite de l'entrée vers Bruxelles. La brèche ayant été rendue praticable avant huit heures du matin, les assiégés se rendirent bientôt à discrétion. Henri II permit à ses bandes de piller la ville et d'y mettre le feu, sans épargner le palais de Marie de Hongrie ; loin d'arrêter la rage de la soldatesque, il la stimulait, allant lui-même de maison en maison pour encourager les boute-feux. En quelques heures, cette admirable résidence, ce palais somptueux, furent entièrement détruits par les flammes. Les Impériaux n'arrivèrent que le lendemain, alors que les Français se dirigeaient vers les frontières de leur pays, signalant encore leurs dernières étapes sur le sol des Pays-Bas par l'incendie et le pillage ².

¹ Extrait d'une lettre inédite de Granvelle, évêque d'Arras, à la reine Marie, du 23 juillet 1554.

² *Le Voyage du roy au Pays-Bas de l'empereur en l'an MDLIII, brièvement récit par lettres missives que B. de Salignac, gentilhomme françois, escripvoit du camp du roy à monseigneur le cardinal de Ferrare.* Paris, chez Charles Estienne, imprimeur du roy, MDLIII, 4 vol. pet. in-4°. La bibliothèque royale de Belgique possède un exemplaire de cet ouvrage

Ce fut par une lettre de l'évêque d'Arras que Marie de Hongrie apprit la dévastation de ses châteaux de Mariemont et de Binche, ainsi que les emportements du roi Henri II et sa conduite si peu chevaleresque. « Je tiens que son père ne l'eût fait, ajoutait Granvelle, et ne sçais si cet acte, s'il est vrai, illustrera fort ses histoires. V. M. me pardonne : car je suis un petit en colère contre lui. » La réponse de Marie de Hongrie, écrite le 25 juillet, fut admirable. Par sa poignante ironie, elle flétrissait la conduite barbare de Henri II, en même temps qu'elle se montrait glorieuse d'avoir pu donner à l'empereur une nouvelle preuve de son dévouement. « Je vous remercie, disait-elle, de la peine que vous avez prise à voir si particulièrement les ruines de Binche et de Mariemont, et de m'avoir si particulièrement avertie des magnanimes actes du roi de France et de ses principaux. Quant à moi, je me tiens toute glorieuse de ce qu'il lui a plu montrer tant de colère et énormité en mon endroit, que par ce il est venu à se oublier à faire offices si basses et non dignes de sa qualité : car de tant plus connoitra le monde que suis très-humble et bonne servante de S. M. : que m'est la plus grande gloire que saurois avoir. Car, quant au dommage, ne estime trois prunes; car autant m'en eut pu advenir par feu, de meschief ou autrement, et si (et certes) ne suis femme qui mette le cœur à telles choses, pour en avoir grand regret à les perdre, comme choses transitoires et muables, de quoi l'on doit user quant on l'a, et s'en passer quant on ne l'a pas. Voilà, sur ma foy, tout le regret que j'en ai ¹. »

extrêmement rare. — Du reste, les informations de B. de Salignac doivent être complétées par la lettre de Granvelle, évêque d'Arras, citée ci-dessus, et où nous avons puisé d'autres détails.

¹ Cette lettre intime respire de tout autres sentiments que les regrets et l'exaspération décrits par Brantôme : « J'ai ouy dire, raconte-t-il, que sa maltresse, quand elle en sceut la ruine, tomba en telle des-

La réplique de Granvelle mérite également d'être citée .
 « Quant à Binche et Mariemont, écrivit-il le 26 juillet, je n'en
 « saurai dire davantage , si non que je l'ai senti, comme je fais,
 « très-fort. Et V. M. le prend prudemment, constamment et
 « vertueusement, tenant les choses soumises à la fortune au
 « point que l'on les doit tenir. Et certes je tiens que le roi sera
 « peu estimé par toutes gens de bon jugement de tel acte, et que
 « un chacun connoltra , avec très-grande réputation de V. M.,
 « que le sentiment qu'il a ne procède que de voir qu'icelle pour-
 « voit de sorte par delà, que cela lui empêche l'exploit de sa mal-
 « heureuse volonté contre le pays : mais ce qu'il a voulu faire
 « pour prétendre et prendre vengeance, est chose si basse qu'elle
 « ne devoit tomber au cœur de personne portant titre de roi ¹. »

Philibert Emmanuel, duc de Savoie, avait été chargé par Charles-Quint, son oncle, de poursuivre les Français dans leur retraite. Il atteignit leur arrière-garde près du Quesnoy et lui fit

trousse, despit et rage, qu'elle ne s'en put de longtemps rapaiser : et en passant un jour auprès, en voulut voir la ruine ; et la regardant fort piteusement, la larme à l'œil, jura que toute la France s'en repentiroit et qu'elle se ressentiroit de ces feux, et qu'elle ne seroit jamais à son aise que ce beau Fontainebleau, dont on faisoit tant de cas ne fût mis par terre ; n'y demeurant pierre sur pierre. Et de fait, elle en vomit sa rage sur la pauvre Picardie qui la sentit bien, et *ses flammes*. Et croy que si la trefve (de Vaucelles) ne fust entrevenue, que sa vengeance eust été grande ; car elle avoit le cœur grand et dur, et qui mal aisément s'amollissoit ; et la tenoit-on, tant de son costé que des nostres, un peu trop cruelle ; mais tel est le naturel des femmes, et même des grandes, qui sont très-promptes à la vengeance quand elles sont offensées. » *Vies des dames illustres*, etc.

¹ Les originaux de ces dernières lettres sont vraisemblablement à Vienne ; mais les archives de Belgique possèdent les copies qui en ont été faites par le comte de Wynants avant la domination française. Je dois à l'obligeance de M. Gachard, archiviste général du royaume, la communication de ces précieux documents.

éprouver des pertes sensibles. Henri II, cependant, continuait sa marche par le Cambrésis, l'Artois et le comté de Saint-Pol, détruisant tout ce qu'il trouvait sur son passage, jusqu'à Renty, place devant laquelle il mit le siège¹. Charles-Quint, qui avait de nouveau rejoint son armée, fit de grands efforts pour délivrer Renty, et, en approchant de cette ville, le 9 août, il engagea une escarmouche qui devint générale et où les Français eurent le dessous. Les Impériaux, maintenant leur avantage, continuèrent de cerner l'armée assiégeante de telle sorte que, dans la nuit du 14 au 15, Henri II fit plier ses tentes, retirer son artillerie, et, profitant des ténèbres, se rapprocha en toute hâte des frontières de son royaume². Charles-Quint, toujours souffrant, se rendit alors à Saint-Omer, tandis que le duc de Savoie, s'avancant du côté de Montreuil, jusqu'à la rivière d'Authie, traita ce pays avec une barbarie pareille à celle que les Français avaient exercée dans les Pays-Bas³.

La reine Marie rejoignit l'empereur dans l'Artois, et ils revinrent ensemble à Bruxelles.

Charles-Quint avait déjà pris la résolution irrévocable de renoncer à la souveraineté des Pays-Bas en faveur de son fils, auquel il voulait également céder ses autres États. Pour mettre son projet à exécution, il attendait impatiemment l'arrivée du prince d'Espagne, alors en Angleterre, où il venait d'épouser Marie Tudor. Le 8 septembre 1555, Philippe, ayant enfin rejoint son père à Bruxelles, Charles-Quint fixa le jour de son abdication solennelle, tandis que, de son côté, Marie de Hongrie se disposait à résigner le gouvernement des Pays-Bas.

¹ SISMONDI, *Histoire des Français*, t. XVII, p. 531.

² Ces détails, plus exacts que les notions recueillies par Sismondi et les autres historiens français, sont puisés dans les lettres de Marie de Hongrie et de l'évêque d'Arras.

³ SISMONDI, *oper. cit.*, t. XVII, p. 534.

CHAPITRE V.

(1555-1558.)

Charles-Quint exprime le désir que Marie de Hongrie conserve le gouvernement des Pays-Bas. — Elle justifie son refus dans un mémoire adressé à l'empereur. — Elle résigne le gouvernement ; discours qu'elle prononce dans l'assemblée des états généraux. — Instances de Charles-Quint et de Philippe II pour qu'elle revienne sur sa détermination. — Regrets que cette démission excite dans les Pays-Bas. — La reine persiste dans sa résolution et se retire au château de Turnhout. — Son départ pour l'Espagne avec Charles-Quint. — Sa première visite au monastère de Yuste. — Mort de la reine Éléonore. — Marie de Hongrie, après une nouvelle visite au monastère, se retire à Cigalès. — Charles-Quint forme le projet de l'associer au gouvernement de l'Espagne. — Objections de la princesse doña Juana. — Démarches faites par Philippe II et par Charles-Quint pour que la reine Marie consente à retourner dans les Pays-Bas et à reprendre le gouvernement de ces provinces. — Refus de la reine ; demandes qu'elle adresse à Philippe II pour sa retraite définitive. — Sur de nouvelles instances, elle consent à retourner dans les Pays-Bas ; conditions auxquelles elle subordonne son départ. — Mort de Charles-Quint. — Préparatifs de la reine, pour se rendre en Flandre, interrompus par une maladie mortelle. — Détails sur les derniers moments de Marie de Hongrie. — Ses dispositions testamentaires ; son dévouement à la mémoire de Louis II, son mari. — Les dépouilles mortelles de la reine déposées à l'Escorial. — Résumé.



Charles-Quint, vivement affecté de la détermination prise par sa sœur et persuadé que l'expérience de cette femme éminente serait du plus grand secours à son fils, s'était efforcé d'inspirer une tout autre résolution à la sage et vaillante régente. Les

instances de l'empereur avaient même été si pressantes que la reine Marie crut devoir justifier sa résolution dans un mémoire extrêmement remarquable. En l'adressant à son frère, elle le supplia de peser ses raisons avec bienveillance et de statuer sur sa destinée selon l'entière confiance qu'elle avait en celui *qu'elle tenait, après Dieu, son tout en ce monde.*

Elle rappelait à l'empereur qu'elle n'avait d'abord accepté le gouvernement des Pays-Bas que pour peu de temps, et qu'elle n'avait cessé, à diverses reprises, de demander un successeur. Il devait se souvenir aussi qu'elle avait fait en sa présence le vœu à Dieu de ne pas conserver des fonctions trop pénibles pour une femme, et que l'exécution de ce vœu n'avait été qu'ajournée, lorsque son frère lui eut commandé de conserver le gouvernement pendant la guerre contre le duc de Clèves. Elle rappelait enfin qu'ayant renouvelé ses instances à Augsbourg, en 1550, l'empereur lui avait promis formellement d'accueillir sa demande lorsque son fils serait revenu dans les Pays-Bas. Elle réclamait maintenant l'accomplissement de cette promesse; elle suppliait son frère, prince si juste et si catholique, de considérer la faute qu'elle commettrait envers Dieu si elle différait encore d'exécuter le vœu qu'elle avait fait. N'eût-elle pas même prononcé ce vœu, elle ne serait pas moins obligée envers Dieu de renoncer à sa charge, puisqu'elle connaissait son insuffisance. L'empereur lui montrait d'ailleurs l'exemple qu'elle devait suivre, puisque, malgré ses grandes qualités, il voulait lui-même renoncer à ses couronnes. « Comment donc moi, disait-elle, serai-je assez téméraire pour me croire capable de diriger même un petit État, d'autant plus que, comme femme, je suis impropre aux principaux actes du gouvernement? J'ai trop d'expérience pour ne pas reconnaître qu'il est impossible à une femme d'exercer ces fonctions dans la paix et encore moins dans la guerre. Le gouvernement des Pays-Bas est le plus difficile; car il faut entretenir des relations conti-

nuelles avec tous les ordres de l'État pour gagner les bonnes grâces tant de la noblesse que des communes; ce pays n'étant ni une monarchie absolue, ni une oligarchie, ni une véritable république. Or, ce sont des devoirs pénibles pour une femme, principalement si elle est veuve, car la femme, quelle que soit sa qualité, n'est jamais crainte ni respectée comme l'homme. Bien que je porte une grande affection au roi, votre fils, il serait également dur pour une personne comme moi, après avoir servi V. M. jusqu'au bout, de recommencer mon apprentissage. Une femme de cinquante ans doit, après en avoir servi plus de vingt-quatre, se contenter pour le reste de sa vie d'un Dieu et d'un maître. » La reine signalait ensuite les mœurs de la nouvelle génération, avec laquelle elle ne voudrait ni ne pourrait s'accommoder; l'affaiblissement du respect envers Dieu et envers le prince; le petit nombre d'hommes dévoués, enfin cette anarchie qui se manifestait, non-seulement dans les Pays-Bas, mais presque partout. Cet état de choses l'affligeait et l'irritait au point, disait-elle, qu'elle ne voulait pas même vivre, comme personne privée, avec de telles gens; elle déclarait, en outre, que le soin des affaires lui était maintenant si antipathique qu'elle aimerait mieux gagner sa vie que de continuer ses fonctions. Quand même, ajoutait-elle, je serais dame et princesse du meilleur royaume ou pays du monde, je m'en voudrais défaire pour vivre le reste de ma vie comme personne privée et servir Dieu le moins mal que je pourrais. Elle finissait en demandant à l'empereur l'autorisation de se retirer en Espagne, avec la reine douairière de France, sa sœur, qui, de son côté, désirait revoir sa fille dont elle était séparée depuis plus de vingt ans. En se retirant en Espagne, elle se réserverait l'avantage d'être plus près de l'empereur, de vivre avec sa sœur, de se trouver dans un pays où elle serait affranchie de tous les soucis du gouvernement. Demeurer dans les Pays-Bas, même comme personne privée, ce

serait s'exposer, disait-elle, à devoir intervenir dans les affaires plus qu'elle ne voudrait, et elle ne pourrait refuser des conseils ni sa coopération sans s'exposer à des mécontentements ¹.

Charles-Quint dut se résigner. Le 25 octobre 1555, après qu'il eut lui-même abdiqué la souveraineté des Pays-Bas, en présence des états généraux réunis au palais de Bruxelles, Marie de Hongrie prit à son tour la parole pour annoncer à l'assemblée qu'elle allait abandonner les laborieuses fonctions qu'elle avait exercées pendant vingt-cinq années.

« Messieurs, dit-elle, vous avez entendu la résolution de S. M.
« d'abandonner la souveraineté de ces pays en faveur du roi,
« son fils, dont les grandes qualités lui permettront de bien sup-
« porter ce fardeau. Comme il y a bien longtemps que je tiens,
« avec grandes peines, le gouvernement de ces provinces, je
« désire maintenant user de l'occasion qui s'offre de me retirer
« en Espagne avec S. M. C'est pourquoi j'ai supplié S. M. ainsi
« que le seigneur roi de vouloir se contenter des services que
« j'ai rendus jusqu'à présent, et, en cette conjoncture, accepter
« ma résignation ; je les ai priés de considérer que, connaissant
« mon insuffisance pour un gouvernement si important, je ne
« l'avais accepté que pour peu de temps et avec l'espoir d'en être
« bientôt déchargée et que, si après vingt-cinq ans, je me trouve
« encore à mon poste, c'est pour avoir voulu prouver mon obéis-
« sance à l'empereur. Mais le déclin de l'âge m'avertit qu'il est

¹ Ce mémoire est inséré dans les *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, t. IV, pp. 469-480. Une autre pièce, émanée du cardinal de Granvelle lui-même, prouverait que l'ingratitude de quelques-uns des seigneurs des Pays-Bas aurait grandement influé sur la détermination de Marie de Hongrie. Elle avait surtout à se plaindre du marquis de Berghes, et, un jour, elle lui dit en plein conseil, devant les autres seigneurs, ce qu'il méritait pour son ingratitude. *Bulletins de la commission royale d'histoire*, t. IV, p. 417.

« temps enfin de me débarrasser d'une si pesante charge, après
« tant de travaux, afin que je puisse servir Dieu avec plus de
« tranquillité. Il a plu à Leurs Majestés de me faire cette grâce,
« d'accueillir ma très-humble requête et *me déporter de cette*
« *charge*. Je vous assure, Messieurs, ajouta-t-elle, que si mon
« insuffisance a été cause que S. M. n'a été si bien servie et vous
« autres gouvernés comme eussiez bien désiré, ce n'a point été
« faute de bonne volonté : car si mon savoir et ma capacité
« eussent correspondu à ma fidélité et à mon dévouement, je
« suis certaine qu'il n'y eût eu prince mieux servi ni pays mieux
« gouverné, puisque j'ai apporté dans l'accomplissement de mes
« devoirs tout l'amour et tout le savoir qu'il a plu à Dieu de
« me donner. Je supplie, en la plus parfaite humilité que je
« puis, Votre Majesté (Charles-Quint), vous, monseigneur (le roi
« Philippe), et vous autres, Messieurs, prendre mes services de
« bonne part et les tenir pour agréables, puisque j'y ai consacré
« tout ce qui était en ma personne, et, s'il y a eu aucune faute,
« me la pardonner et l'attribuer à mon incapacité, laquelle m'eût
« entraînée dans beaucoup d'erreurs, sans l'assistance que vos
« prédécesseurs et vous autres m'avez donnée. Je ne dois laisser
« de vous en louer grandement et de vous en remercier, vous
« assurant que, indépendamment du bien qui en est résulté
« pour le service de votre bon prince et pour vous-mêmes, ce
« que vous avez voulu y ajouter par égard pour moi, l'a été à
« une personne qui vous est entièrement dévouée et affection-
« née, et qui, après avoir cherché à satisfaire un chacun, désire
« se séparer de vous avec contentement. Où que je sois, vous ne
« me trouverez moins disposée que par le passé, tant en général
« que en particulier, à employer tous mes efforts pour promou-
« voir votre bien, et vous faire tout convenable plaisir ¹. »

¹ La minute de ce discours, écrite tout entière de la main de la reine

Pendant ce discours, Charles-Quint avait témoigné son approbation par ses gestes et l'expression de son visage. Lorsque la reine eut fini de parler, il se tourna vers elle et la remercia, avec tendresse, des longs et fidèles services qu'elle lui avait rendus.

Cependant des démarches furent encore faites auprès de l'ancienne régente, aussi bien par Charles-Quint que par Philippe II, pour qu'elle retirât sa démission. Mais elle demeura inébranlable. Elle crut même devoir refuser au nouveau souverain d'user de son influence près des états afin de faciliter le vote des subsides. Son intervention, disait-elle, serait plutôt nuisible qu'utile, car elle croyait être odieuse aux états, comme l'instrument qui les avait poussés à faire tant de sacrifices pour soutenir les guerres passées¹. Afin de se soustraire à des sollicitations nouvelles, elle se retira même à son château de Turnhout.

Il ne faut pas dissimuler cependant que, malgré l'impopularité qui s'attache toujours à un accroissement d'impôts et de sacrifices, la démission de Marie de Hongrie excita de vifs et profonds regrets. C'était, disait-on « femme du plus grand esprit et du
« meilleur qui fut oncques, la plus diligente et mieux congnois-
« sant les affaires de *par dechà* que nul autre, et sur laquelle

Marie, est conservée aux Archives du royaume à Bruxelles. M. Gachard l'a publiée textuellement dans ses *Analectes*, pp. 99-402.

¹ Cette opinion sévère de la reine Marie concordait avec celle que l'ambassadeur vénitien Navagero exprimait en 1546. « Les sommes considérables d'argent, disait-il, que la nation a payées, sous son gouvernement, sont aussi cause qu'elle est devenue odieuse, comme l'est bien plus encore un certain Gaspard Ducci, Florentin, qu'on croit être (et c'est la vérité) celui qui a suggéré à la reine les expédients propres à soutirer de l'argent au pays. Cet homme est au courant de toutes les facultés financières d'Anvers, ainsi que des ressources et des richesses de toute la Flandre, ce qui le fait autant aimer de la reine que haïr des naturels. » *Monuments de la diplomatie vénitienne*, p. 87.

« avions grand espoir en nos tribulations de guerre ¹. » Les protestants aussi, quoiqu'ils n'eussent pas été épargnés sous le gouvernement de la reine Marie, redoutaient, en voyant Philippe II sur le trône, un redoublement de rigueurs, et cette crainte les faisait également regretter l'ancienne régente, dont les sentiments personnels étaient loin, peut-on dire, de s'accorder avec le fanatisme du nouveau prince et même avec l'inflexible sévérité dont Charles-Quint avait donné tant de preuves ².

Ce fut le 17 septembre 1556 que Marie de Hongrie s'embarqua pour l'Espagne, avec sa sœur Éléonore, sur un vaisseau flamand qui accompagnait la flotte dont Charles-Quint était escorté dans son dernier voyage. Les deux reines accompagnèrent leur frère jusqu'à Valladolid, où l'empereur leur fit ses adieux. Il se remit ensuite en route pour l'Estrémadure, résolu à se retirer pour toujours dans le monastère hiéronymite de Yuste.

Les reines douairières de Hongrie et de France, qui étaient restées à Valladolid, témoignaient cependant le plus vif désir de revoir leur frère. Elles en étaient déjà séparées depuis dix mois lorsque leur visite au monastère de Yuste fut enfin décidée. Le château de Jarandilla fut mis à leur disposition par le comte d'Oropesa, qui en était propriétaire, et don Luis Quijada, majordome de Charles-Quint, prit les dispositions nécessaires pour y recevoir convenablement les deux reines. Elles quittèrent Valladolid, le 18 septembre 1557, accompagnées de la régente d'Espagne, leur nièce, qui, de son côté, se rendait à sa pieuse retraite d'Abrojo. Ayant atteint le château de Jarandilla, en dix jours, elles montèrent au monastère, accompagnées de l'évêque

¹ *Rapport sur les Archives des anciens comptes de Flandre à Lille*, p. 492.

² « La reine Marie, dit de Meteren, gouverna bien et sagement les Pays-Bas... C'estoit une prudente princesse, laquelle estoit bien voulue au pays. » *Histoire des Pays-Bas*, fol. 42 et 43.

de Palencia, et s'entretenrent avec l'empereur pendant une heure environ. Leur séjour au château de Jarandilla se prolongea pendant deux mois et demi. La reine Marie, qui était toujours la robuste amazone que François I^{er} avait tant admirée, dirigeait souvent son cheval, à travers la montagne, jusqu'au seuil du monastère. Mais la reine Éléonore, tourmentée par un asthme qui lui permettait à peine de supporter le mouvement de la litière, ne put monter au couvent que trois fois. Malgré les représentations du fidèle Quijada, Charles-Quint ne voulut pas héberger ses sœurs, même pour une nuit, dans l'enceinte du monastère, déclarant que le roi seul logerait à Yuste quand il viendrait y visiter son père ¹.

Depuis leur arrivée en Espagne, les sœurs de Charles-Quint n'avaient pas encore pris une résolution au sujet de leur établissement définitif, car, sur ce point aussi, elles voulaient être guidées par l'avis de leur frère. Elles avaient d'abord songé à Plasencia; mais Charles les en détourna. Elles jetèrent ensuite les yeux sur Guadalupe, en Castille; la couronne y possédait des domaines étendus dont le roi Philippe se montrait disposé à céder à ses tantes, leur vie durant, les droits et privilèges. Il ne se trouvait dans la ville qu'un seul édifice convenable au rang qu'occupaient les reines douairières de France et de Hongrie : c'était le palais du duc del'Infantado. Mais ce seigneur, qui n'avait jamais eu de bonnes relations avec la maison d'Autriche, chercha des

¹ « Porque en Yuste á solo V. M^{da}, quando placiendo á Dios le venga á ver, manda dar aposento.. » Lettre de l'évêque de Palencia à Philippe II, du 3 octobre 1557. De son côté, Luis Quijada mande aussi, le 7 octobre, à Juan Vasquez de Molina, secrétaire d'État de Castille, que l'empereur ne veut pas consentir que les reines dînent et passent la nuit dans son habitation. *Retraite et mort de Charles-Quint au monastère de Yuste*; lettres inédites publiées d'après les originaux conservés dans les Archives royales de Simancas, par M. GACHARD, t. I^{er}, pp. 482 et 486.

prétextes pour refuser de céder, aux sœurs de Charles-Quint, un château que sa famille, celle de Mendoza, tenait de la libéralité d'Isabelle la Catholique ¹.

Pendant les visites que lui faisait la reine Marie, l'empereur se plaisait à s'entretenir avec elle des affaires de la monarchie espagnole, à la conduite desquelles il avait conçu dès lors le projet de la faire participer ². Mais la principale affaire des deux reines, pendant leur séjour dans la Vera de Plasencia, était de suivre les négociations entamées par Charles-Quint lui-même avec la cour de Portugal, pour amener, à défaut d'une réunion définitive, tout au moins une entrevue entre Éléonore et sa fille doña Maria. Le départ de l'infante de Portugal fut enfin convenu, et les deux reines se disposèrent à aller au-devant d'elle.

Ayant pris congé de l'empereur, le 14 décembre, elles quittèrent Jarandilla le lendemain et se mirent en route pour Badajoz, où elles devaient se rencontrer avec l'infante. Celle-ci y arriva le 27 janvier 1538, et, malgré les marques de tendresse que lui prodigua sa mère et les sages conseils de sa tante, elle reprit, au bout de quinze jours, le chemin de Lisbonne. Non-seulement elle s'était refusée à vivre en Espagne en compagnie de sa mère, mais elle ne manifesta pas même l'intention d'aller visiter l'empereur, son oncle. Elle ne pardonnait ni à Charles-Quint ni à Philippe II de lui avoir préféré Marie Tudor, après avoir donné à elle-même l'espérance d'épouser l'héritier du trône de Castille. Après cette

¹ STIRLING, *The cloister life*, etc., pp. 460-463.

² MIGNET, *Charles-Quint, son abdication, sa retraite au monastère de Yuste*, etc., p. 298. — « Y ayer vino la reina de Hungria de Jarandilla á comer con S. Ma, por su órden y llamamiento, para comunicar algunas cosas con ella que creo ha escito el obispo de Ras (l'évêque d'Arras). » Martin de Gastelú, secrétaire de Charles-Quint, à Juan Vasquez, 22 octobre 1537. *Retraite et mort de Charles-Quint*. t. I^{er}, p. 194.

froide entrevue, les deux reines revinrent tristement sur leurs pas, avec le dessein de faire un pèlerinage à Notre-Dame de Guadalupe. Mais, arrivée à Talaveruela, la reine Éléonore y tomba gravement malade et mourut le 18 février.

La fin si prompte d'une sœur, à laquelle elle était tendrement attachée, consterna Marie de Hongrie. Elle ne pouvait réussir à surmonter sa douleur; en présence de Luis Quijada, que Charles-Quint avait envoyé à Talaveruela, elle donnait un libre cours à son affliction, et les sanglots lui ôtaient la parole quand elle voulait s'occuper d'affaires¹. Elle prit la résolution de retourner à Yuste pour y chercher des consolations auprès de son frère. Mais l'empereur n'était pas moins affligé qu'elle-même. Lorsqu'il apprit que la reine Éléonore n'était plus, de grosses larmes coulèrent sur son visage et de tristes pressentiments agitérent son esprit. Éléonore était son aînée de quinze mois; il sentit qu'elle le précédait de bien peu. « Avant que ces quinze mois soient passés, dit-il, il pourra bien se faire que je lui tiennne compagnie. » Marie de Hongrie revint à Yuste le 3 mars, à la nuit, et logea cette fois au monastère. L'empereur avait dit plusieurs fois à Quijada : « Il ne me semble pas possible que la reine très-chrétienne soit morte, et je ne le croirai que lorsque je verrai entrer la reine de Hongrie seule. » Quand il la vit entrer seule, il s'attendrit, bien qu'il cherchât à contenir son émotion. Remarquant l'effet qu'elle avait produit, la reine prit soin d'être accompagnée, dans ses visites ultérieures, par le chambellan ou par l'évêque de Palencia. Le 13 mars, elle vint prendre congé de l'empereur et le trouva au lit, souffrant beaucoup d'un ulcère au doigt. Ce fut la dernière fois qu'ils se virent en ce monde. Elle passa la nuit à Quacos et partit le lendemain pour Valladolid.

¹ Luis Quijada à Juan Vasquez, 24 février 1558. Recueil de M. Gachard, p. 273.

Le mal de cœur, dont elle souffrait depuis tant d'années, s'était aggravé à la suite de ces émotions douloureuses ¹.

Toutefois Charles-Quint ne renonçait pas encore à l'espérance d'employer activement, dans l'intérêt de Philippe II et de la monarchie espagnole, la grande expérience et l'incontestable habileté de l'ancienne gouvernante des Pays-Bas. Avant que Marie de Hongrie partît de Yuste, l'empereur eut avec elle un entretien long et confidentiel, dans lequel il lui proposa de la placer à côté de sa fille, doña Juana, pour l'aider à gouverner l'Espagne jusqu'au retour de Philippe II. Quijada reçut l'ordre de se rendre à Valladolid pour persuader à la princesse régente, de la part de son père, de consulter la reine de Hongrie sur les affaires les plus importantes, principalement sur celles des Pays-Bas. Mais doña Juana prit assez mal cette invitation. Elle écrivit à l'empereur que le caractère de la reine de Hongrie était tel qu'elle ne se contenterait pas de donner son avis, mais qu'elle voudrait commander; que l'autorité qui lui avait été conférée pour gouverner ne souffrait pas une pareille nouveauté; que, d'ailleurs, il naîtrait de là des embarras continuels pour le secret comme pour l'unité des résolutions, et elle signifia qu'elle se retirerait plutôt et renoncerait à la régence des Espagnes ².

Philippe II, de son côté, avait résolu de faire auprès de sa tante les démarches les plus pressantes pour qu'elle consentît à reprendre le gouvernement des Pays-Bas dont le duc Philibert Emmanuel de Savoie n'avait pu surmonter les difficultés. Il écrivit de sa main à la reine de Hongrie pour qu'elle lui fit cette concession; en même temps, il donna l'ordre à Fray Bartolomé de

¹ STIRLING, *The Cloister life*, pp. 177-179; MIGNET, *Charles-Quint*, etc., p. 340; Luis Quijada à Juan Vasquez, 4 et 12 mars 1558, dans le Recueil de M. Gachard, t. I^{er}, pp. 279 et 283.

² MIGNET, *Charles-Quint*, etc., p. 342.

Carranza, qu'il venait de nommer archevêque de Tolède, de voir la reine et d'appuyer ses instances par les représentations les plus fortes. D'autre part, Garcilaso de la Vega, qui retournait également en Espagne, fut chargé de remettre à l'empereur une lettre de Philippe II par laquelle ce prince priait son père d'user de toute son influence sur la reine, afin qu'elle voulût reprendre le gouvernement des Pays-Bas.

Charles-Quint était d'autant moins disposé à se prêter à cette démarche que, depuis son arrivée en Espagne, il avait essayé plusieurs fois, directement et indirectement, d'obtenir de sa sœur qu'elle reprît une part active aux affaires, sans pouvoir rien gagner sur elle. Elle venait, en ce moment, de lui transmettre la lettre de Philippe II, en priant son frère de l'excuser près du roi. Charles, cependant, jugea bon de conférer avec Quijada, touchant l'objet de la dépêche royale dont Garcilaso de la Vega était porteur. Bien qu'il répugnât à l'empereur de demander à sa sœur une chose qu'elle lui avait plusieurs fois refusée, Quijada le persuada de le faire, de sorte que Garcilaso, à son arrivée, le trouva disposé à lui donner la lettre et l'instruction dont il avait besoin pour la reine de Hongrie et la régente d'Espagne¹. En effet, le 27 août, il écrivit à doña Juana : « Remon-
« trez à la reine qu'elle ne doit pas permettre que, de notre
« temps, notre Maison subisse un affront et un affaiblissement
« tels qu'elle les subirait si l'honneur et le patrimoine que nous
« avons hérités de nos pères et de nos aïeux, que nous avons
« conservés jusqu'ici et pour lesquels elle-même a essuyé tant
« et de si grandes fatigues, venait maintenant à se perdre avec
« infamie pour nous et pour le roi, qui est son fils aussi bien que
« le mien. Dites-lui que j'ai cette confiance dans sa bonté, ainsi

¹ Luis Quijada à Philippe II, 17 septembre 1558. Recueil de M. Gachard, p. 372.

« que dans l'amour et l'affection que toujours elle me montra et
« qu'elle a de même montrés au roi, que, nonobstant ce qui s'est
« passé là-dessus soit entre elle et moi, soit avec d'autres per-
« sonnes, et voyant clairement le danger qui menace notre Mai-
« son, elle se disposera, sacrifiant toute autre considération, à
« aller aux Pays-Bas pour le prévenir. C'est le plus notable ser-
« vice qu'elle puisse rendre à Dieu, comme le plus grand bien
« qu'elle puisse faire à tous et à notre Maison en particulier, et
« dont le roi et moi lui aurons le plus d'obligation ¹. »

En outre, Garcilaso de la Vega reçut l'ordre de revenir au plus vite à Yuste, pour y rendre compte des résultats de la mission dont le chargeait l'empereur près de la régente à Valladolid, et près de la reine de Hongrie à Cigalès. Sur ces entrefaites, l'archevêque de Tolède, ayant rencontré la reine à Valladolid, se conforma aux instructions qu'il avait reçues du roi. A la suite de cet entretien avec le prélat, la reine prépara, le 7 septembre, un mémoire où elle exposait très-longuement à Philippe II les motifs qui s'opposaient à ce qu'elle revînt sur ses déterminations antérieures. Son âge avancé, sa santé détruite, la résolution bien arrêtée qu'elle avait prise de passer dans la solitude le peu de jours qui lui restaient à vivre, les périls auxquels seraient exposés son honneur et sa réputation, si elle entreprenait d'administrer et de défendre des pays difficiles, mal pourvus et près d'être envahis, et surtout le vœu inviolable qu'elle avait fait à Dieu de ne plus s'occuper des affaires de ce monde, ne lui permettaient pas, disait-elle, d'accepter un fardeau dont elle avait été obligée de se décharger naguère. Rappelant les difficultés qu'elle rencontra lorsque, vingt-sept ans auparavant, elle fut investie du gouvernement des Pays-Bas, et constatant que ces difficultés n'étaient pas moindres dans le moment actuel, elle déclarait que le duc de

¹ MIGNET, *Charles-Quint*, etc., p. 400 ; Gachard, *oper. cit.*, p. XLIV.

Savoie était plus capable qu'elle d'en triompher. « Le duc, disait-elle, qui a plus d'âge que je n'en avais et beaucoup plus d'expérience des choses de la guerre ainsi que de l'administration, le duc, à qui l'on attribue l'habileté et les talents nécessaires, pourra beaucoup mienx gouverner que je ne le faisais alors et ne pourrais le faire actuellement, puisque la vieillesse qui entraîne après elle le défaut de santé, la faiblesse du corps et de l'esprit, m'expose aux mêmes inconvénients que la jeunesse autrefois; et, si mon esprit n'est pas éteint complètement, il a perdu beaucoup de sa vigueur, et ce qui en demeure est si pâle qu'on peut chaque jour s'attendre à le voir s'effacer. » Elle suppliait ensuite le roi, son neveu, de ne pas insister. « Je supplie V. A., » disait-elle, comme elle m'a servi naguère auprès de S. M. pour qu'elle voulût bien respecter ma détermination, qu'elle en fasse autant près d'elle-même et soit contente des vingt-cinq années que j'ai passées dans le gouvernement, contre ma condition naturelle et ma volonté, y employant très-fidèlement toutes les qualités que je pouvais avoir. » Elle exprimait ensuite l'espoir que le roi reconnaîtrait ses services et lui assurerait une retraite convenable en lui accordant les villes d'Almonacid, de Zorita, d'Albalate et d'Illana, avec leurs revenus et leur juridiction¹.

¹ Philippe II s'exprimait en ces termes dans une lettre du 6 septembre 1558, adressée à doña Juana, princesse régente des Espagnes : « Par ce que vous dites, et ce que la S^{me} reine m'a écrit, j'ai connu le projet qu'elle a de se retirer dans une partie de ces royaumes, où elle puisse le faire avec plus de commodité et de repos; pour cela elle nous a envoyé demander les villes d'Almonacid, Zorita, Albalate et Illana, avec les droits d'*alcabala*, la juridiction suprême et certains pacages, de la façon que vous l'indiquez. Avant d'avoir reçu avis de cette détermination, j'ai dû considérer la grande nécessité qu'il y a dans ces États d'une personne qui les gouverne en mon absence, les difficultés qui se rencontrent dans le choix du duc de Savoie, et l'importance de le remplacer comme il convient. Ne trouvant pas d'autre remède, pour les causes indiquées

« Je n'ai pas voulu, disait-elle, mesurer ma requête à ce que
 « V. A. a le pouvoir de faire et fait chaque jour pour beaucoup
 « d'autres de moindre qualité et de moins de mérite : seulement,
 « je l'ai faite suivant ma détermination de vivre avec la grâce et
 « l'aide de Dieu, bien résolue, si V. A. voulait me donner une
 « place plus grande et plus éminente que celle que j'ai demandée,
 « de ne pas la prendre, et si j'avais pu demander moins, je l'au-
 « rait fait... » Elle ajoutait encore : « Si je me trouvais dans le
 « besoin, je n'aurais pas honte de demander le nécessaire à V. A.,
 « convaincue que, dans un cas et dans l'autre, V. A. ne me
 « refuserait pas ; et elle peut bien être sûre que je mettrai de la
 « modération dans ce que je dois lui demander, conformément à
 « la règle que j'entends prescrire à ma vie, de façon que V. A. ne
 « pourra en recevoir aucun ennui, et, si elle voulait me donner
 « plus que le nécessaire, je ne le prendrais pas. Partant, je sup-
 « plie encore une fois V. A., avec toute l'instance possible, de ne
 « plus ajourner, après tant de travaux passés, le peu de repos
 « que je puis prendre en ce monde, et de ne plus y apporter
 « aucun changement, pour ne plus amener de nouveaux retards,
 « ce qui me serait, je l'assure à V. A., la chose la plus fâcheuse
 « qui puisse m'arriver ¹. »

« dans les instructions remises à l'archevêque de Tolède, j'en ai écrit à
 « S. M. (l'empereur) en le suppliant, puisqu'il en connaissait l'importance
 « mieux que personne, d'avoir la bonté d'entrer en pourparlers avec la
 « reine et de tâcher que, en tous cas, elle voulût bien venir en ces États.
 « Quant à satisfaire ses prétentions, ici ou là, S. M. était maîtresse de
 « faire ce qui lui semblerait bon. Je lui écris encore pour lui renouveler les
 « mêmes instances ; et, certes, je ne sais pas en quoi la reine pourrait
 « mieux servir Dieu qu'en venant régir et gouverner ces États, et si elle
 « peut s'en excuser sans charger sa conscience, vu l'obligation naturelle
 « qu'elle a de s'en occuper. Cela pour votre gouverne, si S. M. n'ordonne
 « rien d'autre..... » *Retraite et mort de Charles-Quint*, t. I^{er}, p. 351-352.

¹ *Retraite et mort de Charles-Quint*, t. I^{er}, p. 344-352.

Toutefois les dispositions de la reine se modifièrent après qu'elle eut entendu Garcilaso de la Vega et pris communication des lettres de Charles-Quint et d'une nouvelle dépêche de Philippe II. Elle consentit à retourner dans les Pays-Bas, mais à trois conditions dont l'accomplissement devrait lui être préalablement garanti : la première était qu'elle ne s'y mêlerait du gouvernement en aucune manière ; la seconde, qu'elle n'y resterait pas plus longtemps que le roi lui-même et qu'elle reviendrait en Espagne avec lui ; la dernière, que la princesse doña Juana lui fournirait l'argent nécessaire pour soutenir la guerre dans ces provinces pendant l'année courante et celle qui suivrait. Après avoir répondu en ces termes à l'envoyé de Charles-Quint, elle informa, le 9 septembre, Philippe II de ses nouvelles résolutions.

« Seigneur, lui disait-elle, ayant été un de ces jours à Valladolid visiter la princesse et le prince, l'archevêque de Tolède m'a parlé de ce dont V. A. l'avait chargé, en me demandant de consentir à retourner dans les Pays-Bas et à en reprendre le gouvernement. J'ai fait la réponse qui accompagne la présente¹, et j'ai résolu de l'envoyer à V. A., quoique j'eusse reçu la lettre que S. M. a eu la bonté de m'écrire à ce sujet, et la lettre ouverte que V. A. avait envoyée pour moi, pour me presser et me conjurer instamment de me résigner à ce voyage. Aussi je jure à V. A. que, de ma vie, je ne me trouvai jamais en pareil embarras, dans aucune affaire personnelle. D'un côté, le grand amour, la vénération et le dévouement que j'ai eus et que je désire avoir toute ma vie pour S. M. et V. A. me faisaient désirer d'accomplir ce qu'elle me commandait, et même, si ma conscience le permettait, de me dépouiller de toute ma volonté, sans regarder à mon âge ni à ma résolution,

¹ C'est le mémoire du 6 septembre, analysé ci-dessus.

« ni à tant d'autres motifs que j'ai de refuser. Mais, d'un autre
« côté, je sais que je ne puis absolument pas accéder au vœu de
« V. A., pour les motifs que je développe dans ma lettre et que
« la prudence de V. A. saura comprendre et apprécier. Le re-
« mède demandé n'étant pas en mon pouvoir, et V. A. sachant
« bien le vœu que j'ai fait à Dieu de ne plus m'entremettre
« dans aucun gouvernement, directement ou indirectement, vœu
« que j'ai toujours été et suis encore fermement résolue de ne
« pas violer, comme je le dois, j'ai de justes motifs de supplier
« V. A. et je la supplie de me pardonner de ce que je ne peux
« accepter une chose dans laquelle ma conscience et le salut de
« mon âme (dont chacun pour soi et en particulier nous devons
« seulement rendre compte à Dieu) me défendent de m'entre-
« mettre. Mais pour que V. A. sache quelle a été la puissance et
« la force des lettres et des persuasions de S. M. et de V. A., com-
« bien je les aime réellement et combien je tiens à obéir en tout
« ce qui m'est possible et à employer ce vieux corps à tous les
« services qu'elles prétendraient justement que je peux rendre,
« abandonnant mon âme à Dieu seul, j'ai répondu à S. M. ce que
« V. A. verra par la copie, et de sa résolution dépendra mon
« voyage aux Pays-Bas..... En ce qui me touche, je n'ai voulu
« non plus rien changer à mes prétentions, et je ne changerai
« rien à ma manière de vivre. Seulement j'ai demandé que, s'il
« était possible, on me livrât dès à présent Zorita et Almonacid,
« ou que l'on trouve un moyen, pendant mon absence, de tout
« arranger pour l'époque de mon retour, car je suis à un âge où,
« quand j'aurais assez de vie pour jouir un peu du repos que je
« désire, il est bon de gagner tout le temps nécessaire pour le
« préparer, décidée que je suis de n'apporter, ni pendant la route,
« ni pendant mon séjour aux Pays-Bas, aucun changement à ma
« maison ni à ma façon de vivre. Je regrette beaucoup de ne
« pas avoir les moyens de supporter les frais qu'entraîne ce

« voyage, pour ne pas les mettre à charge de V. A. et ne
 « pas l'importuner de ma demande. Mais ces moyens me fai-
 « sant faute, je ne peux négliger cette demande, et il sera né-
 « cessaire d'y pourvoir, pour que je puisse accomplir ce qui
 « touche au service de V. A.

« Par ce que j'ai écrit à la princesse régente, et dont je joins
 « ici la copie, V. A. verra comment j'ai tâché de ne point
 « partir sans emporter avec moi l'assurance et la garantie qui
 « conviennent pour le remède, afin que mon voyage soit, d'une
 « façon quelconque, avantageux à V. A. ; car, par moi-même,
 « il le serait peu. Comme je me propose, après que l'on aura
 « pris une résolution à cet égard, d'écrire plus longuement à
 « V. A. sur ce sujet, je n'en dirai pas davantage actuellement,
 « ayant rédigé cette lettre avec assez de peine, à cause de l'afflic-
 « tion que me cause la maladie de S. M.... »

C'était, en effet, la maladie de l'empereur, son frère, qui préoccupait surtout Marie de Hongrie. Elle finissait sa lettre à Philippe II par ces paroles touchantes :

« Bien que le médecin ait bonne espérance et ne trouve pas
 « que la vie soit en péril, bien que je demeure dans cette con-
 « fiance, néanmoins là où il y a tant d'amour, il est impossible
 « qu'il n'y ait pas beaucoup d'anxiété ¹. »

La reine de Hongrie et la régente d'Espagne adressèrent des lettres pressantes à l'empereur pour qu'il leur fût permis de le voir et de lui consacrer leurs soins : Charles-Quint, on ne sait pour quel motif, refusait de se prononcer là-dessus et tournait la tête lorsque Quijada lui parlait de ce projet ². Mais lorsque

¹ *Retraite et mort de Charles-Quint*, t. 1^{er}; p. 356-359.

² STIRLING, *the Cloister life*, p. 239. « On lui épargnait et il fuyait lui-même les émotions. Il ne voulut auprès de lui ni sa sœur ni sa fille, qui désiraient y venir et ne l'osaient pas. Quijada l'ayant prévenu que la reine

Garcilaso de la Vega fut de retour à Yuste, Charles s'empressa de le faire appeler dans sa chambre (c'était le 10 septembre) pour connaître le résultat de sa mission. Il apprit, avec joie, que la reine de Hongrie céda à demi, et il espérait que, arrivée dans les Pays-Bas, elle consentirait à en prendre l'entière direction pendant l'absence de son fils. Garcilaso de la Vega fut renvoyé à Valladolid, où l'empereur commanda qu'on tint prêt un sauf-conduit pour le docteur Corneille Baesdorp et dix ou douze personnes, qui précéderaient en Flandre la reine de Hongrie ¹.

Onze jours plus tard, Charles-Quint n'était plus. Le 21 septembre, il avait terminé au monastère de Yuste son existence si glorieusement remplie. Cette nouvelle bouleversa la reine de Hongrie ; son affliction fut si poignante qu'elle aggrava sa maladie de cœur, dont elle éprouva coup sur coup deux accès si violents qu'on la crut morte ². Mais triomphant encore de la maladie et de la douleur, elle fit ses dernières dispositions pour exécuter la promesse qu'elle avait transmise à son frère mourant. Elle avait tracé son itinéraire, et une flotte était réunie à Laredo pour la conduire en Italie, afin de lui épargner un trop long trajet par mer ³. Le 8 octobre, elle écrivit de Valladolid à Philippe II :

de Hongrie arriverait à Yuste pour le servir, s'il se trouvait plus mal, il répondit qu'elle ne viendrait pas, d'après ce qu'il lui avait fait dire. Quijada ayant ajouté que la princesse doña Juana était dans une grande inquiétude, se tenait prête à partir, et n'attendait pour cela que son autorisation, il s'y refusa... » MIGNET, *Charles-Quint*, etc., p. 424.

¹ GACHARD, *oper. cit.*, t. 1er, p. 355, et MIGNET, p. 423.

² Lettre de l'évêque de Palencia à Philippe II, du 20 octobre 1558, dans le recueil de M. Gachard, t. 1er, p. 436.

³ STIRLING, *oper. cit.*, p. 269. PONTUS HEUTERUS n'a pas eu connaissance des négociations entamées avec la reine de Hongrie pour l'engager à revenir dans les Pays-Bas ; il savait pourtant que ce retour était décidé et il indique même, p. 639, l'itinéraire que l'ancienne régente se proposait de suivre : « Quum paulò antè, desiderio Belgarum tacta, iter Barcelona Ge-

« Seigneur !.... J'ai cru devoir écrire cette lettre pour que
 « V. A. sache ma détermination, laquelle est d'accomplir ce
 « qu'elle commande. Je me dispose autant qu'il est en moi, et
 « avec toute la promptitude et la diligence possible à partir, sans
 « tenir compte de l'obstacle qu'y mettent mes indispositions,
 « lesquelles ont commencé avant le décès de S. M., et depuis se
 « sont aggravées de façon que, avec quelques paroxysmes comme
 « deux qui m'ont accablée pendant ces huit jours, je serais débar-
 « rassée de mon voyage. Je ne le désire d'ailleurs que pour satis-
 « faire V. A. et accomplir ce qu'elle commande, puisqu'il est en
 « tout point contraire à mes vœux personnels et à mon contente-
 « ment. On avancera les préparatifs autant que ma santé le per-
 « mettra, quoiqu'ellesoit fort chanceuse et inquiétante, et quoique
 « S. M., empêchée par la mort, n'ait pas pris la résolution que je
 « lui demandais, de consentir aux trois conditions principales et
 « nécessaires auxquelles j'avais subordonné mon départ. Je suis
 « convaincue que V. A. les agréera et les exécutera ; car, pour
 « moi, je suis fermement résolue, et je le serai toujours, de ne
 « pas m'en écarter. L'une est que je n'accepterai ni ne prendrai
 « le gouvernement en aucune façon ; l'autre, que je ne demeu-
 « rerai pas aux Pays-Bas lorsque V. A. s'en éloignera ; la troi-
 « sième, que je ne partirai pas d'ici sans avoir les fonds néces-
 « saires en espèces sonnantes, pour le moment actuel, et, pour
 « l'année suivante, sur des ressources assurées, de manière à
 « pouvoir soutenir la guerre. Je crois que c'est là le nœud et le
 « point principal de toute l'affaire. Quant aux deux premières
 « conditions, bien que je n'eusse d'abord consenti à mon départ
 « que lorsque V. A. les aurait acceptées et me les aurait garan-
 « ties, je ne laisserai, pour exécuter ses ordres, d'entreprendre le

nuam, indéque terrestri itinere in Belgium facere constituisset, classisque
 in eam rem parata staret..... »

« voyage, quand même je n'aurais pas cette garantie, persistant,
« au surplus, dans la détermination inviolable de ne point com-
« mencer, quand je serai aux Pays-Bas, à mettre la main à au-
« cune affaire. pas même à celles où V. A. voudrait se servir de
« moi et m'employer comme personne privée, si d'abord elle ne m'a
« pas accordé et garanti l'accomplissement des assurances que
« je veux. En tout le reste, je dois exécuter les ordres de V. A.;
« mais, sur ce point, elle aura la bonté de me laisser la liberté
« et de me permettre même, s'il le fallait, de me soustraire à son
« obéissance. A cet égard, j'ai voulu aussi désabuser la princesse
« régente, et ceux du conseil d'État. En leur présence, j'ai ratifié
« et confirmé, par serment solennel, le vœu que j'avais fait à
« Dieu.....¹. »

Les pressentiments de Marie de Hongrie ne la trompèrent point. Ainsi qu'elle l'avait fait entendre à Philippe II, la mort allait mettre un obstacle définitif au voyage dont elle avait accueilli le projet avec tant de répugnance. Résolue, cependant, à ne plus différer son départ, eile était revenue de Valladolid à Cigalès avec l'intention d'y passer quelques jours pour donner les derniers ordres à sa maison avant de se rendre à Laredo. Mais elle fut assaillie par un violent accès de fièvre, et le mal s'accrut bientôt au point que la princesse doña Juana s'empressa d'accourir près de sa tante, sachant bien que sa visite lui ferait plaisir. Elle la trouva avec la fièvre, mais dans de meilleures dispositions. La reine demeura en cet état jusqu'au mardi, 17 octobre. Depuis lors jusqu'au lendemain, à neuf heures du matin, elle se montra aussi soulagée et aussi allègre que si elle n'avait éprouvé aucun mal. Les médecins disaient qu'elle était hors de danger. Elle voulut alors qu'on lui préparât un potage, et, avant midi, elle prit une tasse de bouillon avec trois jaunes d'œufs. Mais,

¹ *Retraite et mort de Charles-Quint*, t. 1^{er}, p. 417-449.

presque aussitôt, elle ressentit de nouveaux frissons, et la fièvre augmenta tellement que, à quatre heures de l'après-midi, elle avait le poulx déjà mort ; à six heures, on fut obligé de lui donner l'extrême-onction ; à huit heures et demie, elle avait rendu le dernier soupir ¹.

« Votre Majesté peut considérer, » disait doña Juana à Philippe II, « ce que je devais souffrir, si peu de temps après la mort de l'empereur, mon Seigneur (que Dieu l'ait en sa gloire !) Je crois que la reine est aussi dans le ciel, car elle a fini très-chrétiennement. »

Les dernières volontés de Marie de Hongrie dénotaient un détachement complet des grandeurs humaines. Elle exprimait le désir d'être inhumée à Saint-Benoît, dans le même lieu que sa sœur Éléonore, jusqu'à ce que le roi Philippe II en décidât autrement ; elle prescrivait des obsèques modestes ; elle faisait des legs généreux à ses officiers, à ses serviteurs et à ses servantes ; elle ordonnait, enfin, de faire fondre, pour en donner le produit aux pauvres, un *cœur d'or* qui avait appartenu à son mari et qu'elle avait constamment porté après lui « Séparés par la mort, disait-elle ; ils ne l'avaient jamais été *d'amour et d'affection* ². »

En 1574, les dépouilles mortelles des reines Marie et Éléo-

¹ Lettres de l'évêque de Palencia et de la princesse doña Juana à Philippe II, du 20 octobre 1558, dans le recueil de M. Gachard, t. I^{er}, p. 436 et 438.

² On lira avec intérêt le texte même de cette disposition : « Ayant porté, depuis la mort du feu roi, mon mari, à qui Dieu fasse paix, un cœur d'or qu'il a aussi porté jusqu'à sa fin, j'ordonne que ledit cœur avec la chaynette où il pend soit fondu, et donné ce qu'en viendra aux povres : car puisqu'il a fait compagnie jusqu'au dernier aux personnes que ores de si longtemps ont estez séparés de sa présence, ne l'ont estez d'amour et affection, c'est raison qu'il se consume et change d'espace (espèce), comme le corps des justement aymanz ont fait et feront. » *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, t. IV, p. 540-541.

nore furent transportées à l'Escorial, où Philippe II avait ordonné de déposer aussi les cercueils de Charles-Quint, de sa mère Jeanne la Folle, de sa femme Isabelle de Portugal, de ses enfants don Ferdinand et don Juan, et de sa bru doña Maria de Portugal.

Marie de Hongrie fut un des membres les plus illustres de cette célèbre maison d'Autriche, agrandie par la prévoyance de Maximilien, maintenue par la sagesse de Ferdinand I^{er}, immortalisée par le génie et les exploits de Charles-Quint. De toutes les princesses autrichiennes, aucune n'égalait Marie de Hongrie, aucune n'eut son énergie brillante, son habileté consommée, son intelligence haute et ferme; aucune, non plus, n'obtint, à un degré aussi éminent, la considération, l'estime, même la déférence du grand empereur.

Charles-Quint avait plus de tendresse peut-être pour Éléonore, qu'il se plaisait à nommer sa *meilleure sœur*, plus d'affectueuse sympathie pour la douce Isabelle, si digne d'égards par ses infortunes et sa touchante résignation; il avait peut-être une amitié plus égale pour Catherine, que ses vivacités et ses prévenances rendaient attachante. Toutefois, Marie de Hongrie dominait ses sœurs, aussi bien que les autres princesses de sa famille, et par sa valeur personnelle et par l'ascendant que ses hautes qualités lui assuraient sur l'esprit de l'empereur et du roi des Romains.

Commencée sur le champ de bataille de Mohacz, la carrière politique de la reine Marie ne finit même pas sur le seuil du monastère de Yuste. Après avoir voué sa vie à la grandeur de ses frères, suppléé Ferdinand en Hongrie, conservé pendant vingt-cinq ans le laborieux et pénible gouvernement des Pays-Bas, exercé, avec un dévouement sans égal, les glorieuses mais difficiles fonctions de lieutenant de Charles-Quint, elle ne put même jouir sans trouble du repos qu'elle avait si bien mérité. Ainsi qu'elle l'exprimait en 1531, l'empereur et le roi Philippe

voulaient lui remettre *la corde au col*. A la vérité, ces dernières sollicitations peuvent être considérées comme l'hommage le plus éclatant qui ait été rendu aux éminentes qualités de la reine Marie. Il est si rare que l'on veuille obliger les grands de la terre à reprendre le pouvoir auquel ils ont volontairement renoncé ! Pour justifier une démarche aussi extraordinaire, il fallait sans doute des circonstances graves, mais il fallait surtout une confiance sans bornes dans la capacité et l'indomptable énergie de l'ancienne régente des Pays-Bas.

On se souvenait, en effet, des immenses services qu'elle avait rendus et à la maison d'Autriche et aux provinces que l'empereur lui avait confiées. On se rappelait avec quelle vigilance infatigable elle remplissait ses devoirs et avec quelle incomparable vigueur elle défendait, contre les Français, l'indépendance des Pays-Bas. Dans la seconde guerre surtout, elle avait déployé des qualités qui la plaçaient au rang des princes les plus capables et les plus fermes. On savait aussi que l'énergie de l'ancienne régente n'excluait point chez elle la prudence et le tact également indispensables pour bien diriger un État. Elle avait indiqué le rôle naturel des Pays-Bas dans les luttes européennes ; elle avait la conviction que la neutralité était nécessaire à ces florissantes provinces, non-seulement pour assurer leur sécurité, mais encore pour restreindre les causes de guerre entre les puissances voisines. La conduite habile qu'elle tint à l'égard de François I^{er} dénotait toute la sagacité de son esprit.

Obligée, pour assurer la défense du pays, d'exiger des peuples des sacrifices continuels, la reine Marie ne pouvait espérer de ne point provoquer des murmures et d'éviter un mécontentement qui saperait sa popularité. Mais cette irritation se calma lorsqu'on put mieux apprécier le dévouement héroïque de la régente et sa volonté immuable de préserver de toute atteinte l'indépendance et la grandeur des Pays-Bas. Chargée en même

temps d'exécuter des édits terribles contre les sectateurs des nouvelles doctrines religieuses, la reine Marie dut obéir aux injonctions de l'empereur, son frère, et se soumettre aux lois de l'État. Elle ne cessa pourtant de se signaler par la modération de ses principes. Au risque même de déplaire à l'empereur, elle lui arracha des concessions d'une extrême importance, car ces adoucissements prévinrent la désorganisation de l'opulente métropole commerciale des Pays-Bas.

Déchirée par des pamphlétaires français, méconnue par une partie de la jeune noblesse, exposée aux doléances de la bourgeoisie, fatiguée enfin d'un fardeau qu'elle supportait depuis un quart de siècle, l'illustre régente prit la détermination de renoncer à ses hautes fonctions et d'abandonner même le pays où elle était née et qu'elle avait si vaillamment défendu. Mais à peine eut-elle accompli cette résolution qu'elle fut regrettée de toutes parts. Le nouveau souverain la sollicitait de reprendre les rênes du gouvernement ; l'empereur, son frère, l'y engageait par les plus vives instances ; les protestants eux-mêmes la demandaient. Certes, en présence de ces regrets unanimes, il serait impossible de révoquer en doute les nobles et grandes qualités de la reine Marie, ni de méconnaître les services importants qu'elle eut la gloire de rendre aux Pays-Bas.

Aussi les Belges peuvent-ils s'enorgueillir justement de cette femme éminente qui joignait à la vaillance d'Isabelle la Catholique, le coup d'œil pénétrant, la fermeté et la constance de Charles-Quint.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.



CHAPITRE PREMIER.

Enfance de Marie d'Autriche; ses trois sœurs. — Elle épouse Louis II, roi de Hongrie et de Bohême. — Progrès des Turcs sous Sélim I^{er}, et leur puissance sous Soliman II. — François I^{er} sollicite une diversion contre Charles-Quint. — Soliman envahit la Hongrie. — Bataille de Mohacz. — Mort de Louis II. — Marie de Hongrie fait décerner la couronne à l'archiduc Ferdinand, son frère, et gouverne, au nom de celui-ci, la partie du royaume qui n'a pas été conquise. — Correspondance de Marie avec l'archiduc sur la situation de la Hongrie; énergie de la jeune reine. — Prétendants à sa main : le roi d'Écosse et Frédéric, comte palatin; Marie prend la résolution de ne jamais se remarier. — Mort de Marguerite d'Autriche, gouvernante générale des Pays-Bas. — Instances faites par Ferdinand et par Charles-Quint auprès de leur sœur pour qu'elle accepte le gouvernement de ces provinces. — Avertissements qui lui sont donnés par l'archiduc Ferdinand au sujet d'un livre que Luther lui dédie et sur la conduite de ses serviteurs; réponses de la reine. — Elle accepte le gouvernement des Pays-Bas; promesses que lui fait Charles-Quint. — Marie de Hongrie reconnue par les états généraux des Pays-Bas comme la *lieutenant* de l'empereur. — Nouvelle forme du gouvernement des Pays-Bas..... 1

CHAPITRE II.

Difficultés du gouvernement des Pays-Bas.—Charles-Quint encourage sa sœur par son exemple et ses conseils. — Immense tâche de Marie de Hongrie placée entre l'Allemagne et la France, comme la sentinelle de Charles-Quint. — Christiern II, ancien roi de Danemark et de Suède, réfugié dans les Pays-Bas; ses tentatives pour recouvrer le trône de Danemark. — Coup d'œil sur les révolutions qui avaient été provoquées dans la péninsule scandinave par les réformes violentes et les cruautés de Christiern II. — Antipathie de Charles-Quint pour son beau-frère; il aurait voulu placer sur le trône de Danemark et de Norwége le prince Jean, fils de Christiern et d'Isabelle d'Autriche. — Christiern II ne veut pas renoncer au trône. — Armements qu'il fait en Hollande et ravages qu'il provoque en Hollande et dans l'Over-Yssel sous prétexte de réclamer la dot de sa femme.— Embarras de Charles-Quint.— Premiers succès et issue malheureuse de la dernière expédition de Christiern II. — Il est enfermé au château de Sonderbourg. — Enfants d'Isabelle d'Autriche. — Prédilection de Marie de Hongrie pour sa nièce Christine de Danemark. — Entrevue proposée entre Éléonore, reine de France, et sa sœur Marie de Hongrie; objections de Charles-Quint. — Contestations avec les villes hanséatiques. — Tentative de restauration en faveur de Christiern II. — Symptômes de guerre du côté de la France. — Marie de Hongrie convoque les états généraux à Malines, et les engage à défendre vigoureusement leur indépendance et leurs libertés. — Mariage de Frédéric, comte palatin, avec la princesse Dorothee de Danemark; Marie de Hongrie aurait voulu lui donner pour dot les États perdus par Christiern II. — Insuccès de cette nouvelle tentative. — Guerre avec la France. — Marie de Hongrie propose à Charles-Quint la neutralité des Pays-Bas; objections de l'empereur. — Invasion de la Picardie; conquête du pays de Groningue. — Embarras et anxiétés de la gouvernante des Pays-Bas. — Plaintes adressées à l'empereur; Marie de Hongrie demande d'être déchargée du gouvernement. — Réponse de Granvelle, premier conseiller de Charles-Quint. — Situation financière des Pays-Bas; la gouvernante obtient des états généraux les ressources nécessaires

à l'entretien d'une armée de trente mille hommes. — Attaques des Français contre la Flandre et l'Artois. — Armistice conclu par l'intermédiaire des reines de France et de Hongrie. — Autre trêve avec Christian III. — Trêve définitive conclue à Nice entre Charles-Quint et François I ^{er} . — Vues politiques de Marie de Hongrie sur les Pays-Bas. — Entrevue avec François I ^{er} . — Activité virile de la gouvernante des Pays-Bas ; son habileté dans l'équitation ; sa passion pour la chasse.	49
--	----

CHAPITRE III.

Invasion de l'Artois, en 1537. — Les états généraux, convoqués par la reine Marie, votent des subsides considérables pour renforcer l'armée nationale. — Part contributive de la Flandre accordée par trois *membres* de cette province et refusée par les Gantois qui offrent de mettre leurs milices en campagne. L'accord, d'abord accepté par la gouvernante, devient la cause d'un grave conflit par suite de nouvelles prétentions. — Vaines tentatives des autres districts pour mettre un terme à ce différend. — Charles-Quint enjoint aux Gantois de se soumettre. — Attitude plus ferme du gouvernement après la conclusion de la trêve de Nice. — Députation envoyée à Marie de Hongrie, alors en France ; la reine lui enjoint de ne pas dépasser la frontière. — Elle reçoit les députés à Beaumont ; sa réponse. — Résolutions prises à Gand, le 8 juillet 1539, dans une assemblée générale de la commune ; prépondérance de l'élément démocratique. — Troubles à l'occasion de l'élection des doyens des métiers. — Proscription des échevins de 1536. — Les *Creasers*. — Vues audacieuses de cette faction démagogique. — Exécution de Liévin Pyen. — Lacération d'un diplôme de 1515. — Les doctrines des anabaptistes dominent dans la populace. — Projet de former à Gand une république fondée sur le communisme. — La reine Marie contrainte d'autoriser l'élection de nouveaux échevins ; sa protestation secrète. — Charles-Quint charge le comte du Rœulx de faire à Gand une dernière tentative de conciliation ; insuccès de cette mission. — Audace croissante des démagogues. — Charles-Quint prend la résolution de se rendre lui-même à Gand pour dompter la révolte. — Motifs qui le décident pour la route de France. — Garanties qui lui sont données par

François 1^{er}.—Incidents du voyage de Charles-Quint à travers la France. — Les Gantois envoient une députation à Valenciennes ; accueil sévère de l'empereur. — Il arrive à Gand à la tête de forces imposantes et avec un cortège magnifique. — Arrestation des principaux auteurs des troubles. — Procès fait à la commune. — Exécution de neuf chefs ou complices de la sédition.—Construction d'une citadelle. — Les échevins et les notables implorent la miséricorde de Charles-Quint ; inflexibilité de l'empereur. — Réponse plus modérée de la reine de Hongrie. — Sentence du 29 avril 1540 qui change l'organisation communale de Gand. — La *concession Caroline*. — Amende honorable accomplie par les Gantois..... 40

CHAPITRE IV.

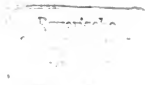
Émotion causée dans les Pays-Bas par le châtimement infligé aux Gantois. — Charles-Quint convoque les états généraux, rassure les députés et confirme la reine Marie dans le gouvernement général.—Voyages dans les provinces. — Départ de Charles-Quint pour l'Allemagne. — Expédition d'Alger. — Causes de la quatrième guerre de François 1^{er} contre Charles-Quint. — Prévoyance de la reine Marie. — Dangers des Pays-Bas envahis de trois côtés à la fois. — Activité héroïque de la gouvernante. — Charles-Quint vient au secours des Pays-Bas. — Conquête du duché de Gueldre. — Assemblée des états généraux à Diest, en présence de l'empereur et de la reine Marie. — Campagne de 1544. — Paix de Crespy. — Charles-Quint récompense les services rendus par Marie de Hongrie. — Don de la terre de Turubout et du territoire de Binche. — Château de Mariemont. — Fondation de Mariembourg. — Goût de Marie de Hongrie pour les arts ; sa librairie. — Victoire de Muhlberg sur l'Elbe ; le landgrave Philippe de Hesse conduit à Malines — Cercle de Bourgogne.—Instructions de Charles-Quint pour son fils ; éloge qu'il fait de la reine Marie. — Charles-Quint se propose de régler la succession à l'Empire de telle sorte que l'infant Philippe serait vicaire impérial en Italie pendant le règne de l'archiduc Maximilien.—Réponse de l'infant : elle décèle ses arrière-pensées. — La reine Marie à Augsbourg. — Charles-Quint renonce à son projet. — Voyage de l'infant Philippe dans les Pays-Bas. — Il est inauguré dans les diverses provinces comme le futur souverain.

— Départ de l'empereur et du prince pour l'Allemagne. — Change- ment dans les résolutions de Charles-Quint ; il veut laisser l'Empire à son fils. — Craintes de Ferdinand ; sa correspondance avec la reine Marie. — Négociations pénibles entre Charles-Quint et son frère. — La reine Marie appelée à Augsbourg. — Elle profite de son séjour pour faire adoucir, dans l'intérêt d'Anvers, le placard du 28 avril 1550 contre les hérétiques. — Graves dissentiments dans la famille impériale. — Charles-Quint conjure la reine Marie de re- venir à Augsbourg pour servir d'intermédiaire. — Transaction qu'elle propose ; elle est acceptée de part et d'autre. — Résistance des électeurs. — Henri II et le duc Maurice de Saxe prennent les armes contre Charles-Quint. — Conduite énergique de la reine Marie. — Invasion du Luxembourg. — Convention de Passau. — Délivrance du landgrave de Hesse. — Siège de Metz. — La reine Marie fait envahir la Picardie. — Campagne de 1554 ; caractère cruel de cette guerre. — Ravages commis par les Français dans le Namurois et le Hainaut. — Haine de Henri II pour Charles-Quint et la reine Marie. — Incendie des châteaux de Mariemont et de Binche. — Lettres curieuses de la reine Marie et de l'évêque d'Arras sur cet exploit de Henri II ; fermeté de la reine. — Combat de Renty. — Résolution prise par Marie de Hongrie de renoncer au gouvernement des Pays- Bas le jour où Charles-Quint abdiquera la souveraineté de ces pro- vinces.....	55
---	----

CHAPITRE V.

Charles-Quint exprime le désir que Marie de Hongrie conserve le gou-
vernement des Pays-Bas. — Elle justifie son refus dans un mémoire
adressé à l'empereur. — Elle résigne le gouvernement ; discours
qu'elle prononce dans l'assemblée des états généraux. — Instances
de Charles-Quint et de Philippe II pour qu'elle revienne sur sa dé-
termination. — Regrets que cette démission excite dans les Pays-
Bas. — La reine persiste dans sa résolution et se retire au château
de Turnhout. — Son départ pour l'Espagne avec Charles-Quint. —
Sa première visite au monastère de Yuste. — Mort de la reine Éléo-
nore — Marie de Hongrie, après une nouvelle visite au monastère,
se retire à Cigalès. — Charles-Quint forme le projet de l'associer au

gouvernement de l'Espagne. — Objections de la princesse doña Juana. — Démarches faites par Philippe II et par Charles-Quint pour que la reine Marie consente à retourner dans les Pays-Bas et à reprendre le gouvernement de ces provinces. — Refus de la reine; demandes qu'elle adresse à Philippe II pour sa retraite définitive. — Sur de nouvelles instances, elle consent à retourner dans les Pays-Bas; conditions auxquelles elle subordonne son départ. — Mort de Charles-Quint. — Préparatifs de la reine, pour se rendre en Flandre, interrompus par une maladie mortelle. — Détails sur les derniers moments de Marie de Hongrie. — Ses dispositions testamentaires; son dévouement à la mémoire de Louis II, son mari. — Les dépouilles mortelles de la reine déposées à l'Escurial. — Résumé..... 144



Reg. 5. p. 16

